



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

9^e séance plénière

Jeudi 25 septembre 2014, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kutesa. (Ouganda)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Allocution de M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Niger.

M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Issoufou : Permettez-moi, Monsieur le Président, de présenter mes sincères condoléances au Gouvernement français suite au lâche assassinat d'un de ses ressortissants hier, le 24 septembre, en Algérie, par des soi-disant Soldats du califat.

Les crises sociopolitiques, les extrémismes religieux, les conflits armés, le terrorisme, la criminalité transfrontalière, les revendications identitaires, les problèmes de développement, les effets du changement climatique et les pandémies comme celle provoquée

actuellement par le virus Ebola, sont aujourd'hui des préoccupations d'une extrême importance qui interpellent tous les acteurs de la communauté internationale.

Afin de relever les défis de la promotion de la paix, de la stabilité, de la sécurité et du développement, il nous faut renforcer davantage l'esprit de partage et de solidarité. « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 », que l'Assemblée a bien voulu retenir comme thème principal du débat général de la présente session et qui s'articule d'ailleurs harmonieusement avec celui de la soixante-huitième session, nous donne l'occasion, encore une fois, d'approfondir ces questions qui nous préoccupent tous. L'après-2015 est déjà là, et l'élaboration d'un programme au-delà de cette échéance exige au préalable de faire un état des lieux, un bilan de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

En dépit des progrès remarquables enregistrés dans la mise en œuvre de certains de ces objectifs, il est désormais établi que de vastes écarts persisteront pour d'autres lorsque le programme sera à terme. S'agissant du Niger, par exemple, la mise en œuvre de l'initiative 3N – « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » –, nous a déjà permis d'atteindre la cible C de l'OMD 1 relative à la réduction de moitié du nombre

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506. Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-54842(F)



Document adapté

Merci de recycler



de personnes qui souffrent de la faim. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a reconnu que dans ce domaine, le Niger a obtenu des résultats impressionnants en un temps record. Notre pays a également atteint la cible A de l'OMD 6 avec un taux de prévalence du VIH/sida de 0,4 % en 2012 pour un objectif cible de 0,7 % en 2015.

S'agissant de la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour, de l'éducation primaire pour tous, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, de la mortalité maternelle, de l'environnement durable, des efforts importants ont été réalisés, mais les objectifs ne seront probablement pas atteints en dépit de la mise en œuvre du Programme de renaissance en cours depuis mon élection en 2011.

Dans l'élaboration du programme pour l'après-2015, nous devons naturellement retenir tous les objectifs du Millénaire non atteints et prévoir des mesures pour éviter que ne se dégradent les objectifs déjà réalisés. Par exemple, la question du dividende démographique doit être une des priorités de ce programme. Le dividende démographique, il est bon de le rappeler, c'est à la fois la transition démographique et la croissance économique inclusive. Plus précisément, le dividende démographique, c'est la réduction de la mortalité maternelle, de la mortalité infanto-juvénile et la maîtrise de la natalité d'une part, et le développement durable avec ses trois piliers, économique, social et environnemental, d'autre part. La transition démographique doit renforcer la croissance durable, qui, à son tour, doit accélérer la transition démographique. Je demeure convaincu que la meilleure méthode de contraception, le meilleur préservatif, c'est le développement durable.

Le programme pour l'après-2015 sera dominé par ce que j'appelle les 3 D, c'est à dire la défense, la démocratie et le développement. Il est d'ailleurs heureux que la communauté internationale ait désormais établi une corrélation étroite entre ces trois défis fondamentaux qui interagissent l'un avec l'autre. La paix et la sécurité mondiales sont aujourd'hui menacées par le terrorisme, par la criminalité organisée, par les revendications identitaires et par l'accroissement des inégalités qui ont pour conséquence l'aggravation de la pauvreté dans le monde.

De l'Iraq à la Libye, de la Syrie au Nigéria, du Mali à la Somalie, les ennemis porteurs de la menace

terroriste mènent un combat non conventionnel, asymétrique. Ils mènent une propagande par les actes, cherchent à contrôler les populations par la terreur, en égorgeant, en violant, en enlevant des jeunes filles, comme à Chibok, au Nigéria, en prenant des otages qu'ils échangent contre rançon. La guerre menée contre eux n'est plus cette guerre conventionnelle, industrielle, dans la perspective de laquelle nos armées ont été formées, mais une guerre au sein de la population, qui n'est certes pas nouvelle, mais qui a pris ces dernières années une ampleur exceptionnelle. Pour y faire face, il faut changer de paradigme, passer du paradigme de la guerre conventionnelle au paradigme de la guerre au sein des populations. Cela suppose que nos pays reforment leurs armées. Cela suppose que nos pays forment des forces spéciales capables de s'adapter aux méthodes de l'ennemi.

Pour éradiquer l'État islamique et le Front el-Nosra en Iraq et en Syrie, pour neutraliser les organisations djihadistes en Libye, pour vaincre Al-Qaida au Maghreb islamique et Al Mourabitoune au Sahel, notamment au Mali, pour chasser les Chabab de Somalie, pour étouffer Boko Haram au Nigéria, la communauté internationale doit se fixer un but commun et une stratégie commune, en concertation avec les pays concernés. Le but politique commun, c'est la défense des institutions démocratiques et la protection des populations. La stratégie, quant à elle, doit nécessairement intégrer le tarissement des sources de financement du terrorisme, que ces sources soient les États, la drogue ou les paiements de rançons. Elle doit aussi s'attaquer à la stratégie terroriste de propagande par les actes, propagande relayée malheureusement en boucle par les médias et les réseaux sur l'Internet. Par ailleurs, un règlement juste de la question palestinienne pourra certainement contribuer à la lutte contre ce fléau.

Voisin de la Libye, du Nigéria et du Mali, le Niger est très préoccupé par la situation dans ces pays. En Libye, la communauté internationale, en rapport avec les pays voisins, doit créer les conditions de neutralisation des milices, réconcilier tous les Libyens, sans exception, et former un gouvernement d'union qui organisera des élections sous l'égide de la communauté internationale. L'actuelle Mission d'appui des Nations Unies en Libye doit être remplacée par une structure plus robuste, en l'occurrence une mission de stabilisation et d'édification des institutions. C'est à la communauté internationale de prendre une grande initiative diplomatique, sous l'égide du Secrétaire général, en vue de promouvoir une réconciliation nationale qui doit consacrer la fin de la

violence et du chaos ainsi que l'émergence d'un état de droit véritable.

En tout état de cause, j'ai la conviction, en tant que dirigeant d'un pays voisin de la Libye, dont l'économie et la sécurité ont été gravement affectées par ce qui s'y déroule depuis trois ans, qu'il est dangereux de laisser les événements suivre leur cours actuel. Il faut donc avoir le courage de changer radicalement de perspective et d'agir de façon à faire droit à la seule aspiration du peuple libyen à vivre en paix.

Au Nigéria, Boko Haram fait montre d'une agressivité et d'une barbarie jamais observées auparavant. Avec ses récentes incursions au Cameroun et l'occupation de territoires de plus en plus importants, qui va jusqu'à menacer Maiduguri, la capitale de l'État fédéré de Borno, la preuve est clairement faite que ce groupe terroriste nourrit des desseins plus larges qu'on ne le pensait. C'est dire que plus d'efforts et de coopération s'imposent tant au niveau régional qu'international afin de pouvoir y faire face efficacement. C'est dans cette perspective que les chefs d'État et de gouvernement du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad, plus celui du Bénin, se réuniront à Niamey (Niger) le 7 octobre 2014 pour mutualiser leurs efforts de lutte contre cette grave menace.

S'agissant du Mali, je salue le dialogue inter-malien inclusif qui se déroule actuellement sous l'égide de l'Algérie. Je fonde l'espoir que ce dialogue débouchera sur un accord qui respectera l'unité et l'intégrité du territoire malien. Au Mali, comme du reste en République centrafricaine, la question de l'unité est fondamentale. La boîte de Pandore de la balkanisation ouverte ailleurs en Afrique doit être refermée, si l'on ne veut pas que s'embrase l'ensemble du continent. L'avenir de l'Afrique est dans son unité. La meilleure façon de sortir des frontières héritées de la colonisation n'est pas de créer de nouvelles frontières sur des bases ethniques ou confessionnelles mais de dépasser les frontières actuelles par l'intégration.

La sécurité du monde ne pourra être assurée que par des États dotés d'institutions démocratiques fortes et stables. Le programme de développement pour l'après-2015 doit en faire une de ses priorités. La sécurité du monde ne pourra pas non plus être garantie tant que persisteront les inégalités : inégalités des échanges entre nations, inégalités des revenus au sein des nations. Les inégalités sont moralement inacceptables et économiquement inefficaces. C'est pourquoi, la

lutte contre les inégalités a toujours été la question de fond que nous devons cesser désormais d'éluder si nous voulons un monde plus juste, plus humain et plus prospère. Cette lutte doit être au centre du programme pour l'après-2015.

Les observateurs sont unanimes à dire que l'Afrique, avec ses taux de croissance économiques élevés, est le continent du XXI^e siècle. Cela est vrai, mais à condition que notre continent sorte définitivement de l'échange inégal, à condition qu'il sorte définitivement du pacte colonial qui en a toujours fait un simple réservoir de matières premières, souvent cédées à vil prix comme au vieux temps où des esclaves ou de vastes territoires étaient acquis en contrepartie de miroirs, d'épingles, d'aiguilles et autres pacotilles. L'Afrique sera effectivement le continent du XXI^e siècle le jour où elle transformera elle-même ses matières premières, c'est-à-dire le jour où elle prendra la part qu'elle mérite dans la production industrielle mondiale. L'Afrique sera le continent du XXI^e siècle le jour où ses rapports avec les autres nations seront régis par le commerce équitable et non par l'aide publique au développement. L'Afrique sera le continent du XXI^e siècle le jour où y naîtra une immense classe moyenne qui sera la conséquence d'une bonne gouvernance politique et économique, notamment d'une meilleure répartition des revenus permettant de faire reculer la pauvreté.

Actuellement, d'après une étude de la Banque africaine de développement, la classe moyenne africaine définie comme étant la couche d'Africains disposant d'un revenu entre 2 et 20 dollars par jour représente environ 30 % de la population. Notre ambition doit être de porter cette proportion à 80 %. La vision contenue dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine laisse supposer que nous sommes sur la bonne voie. Il est dans l'intérêt de la communauté internationale d'intégrer dans le programme de développement pour l'après- 2015 les priorités de l'Agenda de notre continent.

Le XXI^e siècle doit être celui de l'équipement de l'Afrique en infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques et en nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce sera aussi le siècle de l'agriculture pour nourrir une population de plus en plus nombreuse, celui de l'accès à l'eau et à l'assainissement, celui de l'accès à l'éducation, notamment la formation professionnelle et technique qui permettra à chaque jeune d'avoir un métier.

Mais pour que nos enfants et nos petits-enfants aient des chances d'avoir une qualité de vie meilleure,

nous devons relever le défi des changements climatiques. C'est le lieu de féliciter le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, d'avoir eu l'heureuse initiative de convoquer une conférence sur le climat dont les conclusions pourront servir de base aux décisions que la communauté internationale est appelée à prendre à la conférence de Paris sur le climat, au mois de décembre 2015.

Nous avons l'impératif devoir de sauver notre planète dont la température augmente du fait des gaz à effet de serre avec comme conséquences, pour prendre l'exemple de la région du Sahel, une baisse de la pluviométrie, une réduction des débits des cours d'eau et leur ensablement, comme le montre le cas du fleuve Niger, l'assèchement du lac Tchad, qui a perdu 90 % de sa superficie en 50 ans, passant de 25 000 à 2 500 kilomètres carrés, des phénomènes extrêmes d'inondation et de sécheresse, une réduction du couvert végétal, notamment la disparition des forêts, une réduction de la biodiversité, une réduction des rendements agricoles et donc un appauvrissement des populations dont la frange jeune devient une proie facile pour le terrorisme et 1^{er} crime organisé.

Or, depuis la Conférence de Copenhague, on constate non pas une diminution, mais un accroissement des émissions de gaz à effet de serre. Si rien n'est fait, l'augmentation de la température risque de franchir la barre des 2° Celsius d'ici 20 à 30 ans et d'atteindre 4°Celsius d'ici la fin du siècle. Nous devons donc nous ressaisir en mettant l'accent sur la promotion d'énergies propres comme l'hydro-électricité, le nucléaire, et le soleil -sous réserve bien sûr dans ce dernier cas d'en créer les conditions de compétitivité. Nous devons aussi promouvoir ce qu'on appelle une agriculture intelligente, agir sur les secteurs industriel, des transports et du bâtiment.

Je fonde l'espoir que l'humanité ne manquera pas le rendez-vous de Paris. Je fonde l'espoir que nous saurons mettre en œuvre un modèle de développement qui permettra de sauver notre planète. Je fonde l'espoir que nous parviendrons à construire un monde plus juste et plus humain.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Niger de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République slovaque.

M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kiska (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session et vous souhaiter plein succès dans l'accomplissement de votre importante tâche.

Permettez-moi de commencer mon intervention par une citation d'Edward Wilson :

« Le grand défi du XXI^e siècle consiste à permettre à chacun partout dans le monde d'accéder à un niveau de vie décent, tout en préservant, autant que faire se peut, la vie ».

Préserver la vie et la pérennité de la planète pour chaque être humain n'est pas de la théorie pure. Il s'agit d'une question concrète pour notre avenir et celui de nos enfants. Les objectifs du Millénaire pour le développement, le cadre pour l'après-2015 et le défi climatique doivent constituer davantage qu'une base théorique de discussion. Ces objectifs doivent identifier, régler, proposer des solutions et résoudre des problèmes qui, dans une ou deux générations, pourraient mener l'espèce humaine au bord de l'abîme.

Il y a 70 ans, lorsque la Seconde Guerre mondiale a fait des dizaines de millions de morts, battant en brèche tous les principes d'humanité, les patriotes et les démocrates de mon pays, la Slovaquie, ont pris les armes et risqué leur vie pour combattre le mal et défendre la liberté et les valeurs démocratiques. Ils ont combattu ensemble et avec de nombreuses autres nations pour jeter les bases d'une nouvelle coopération mondiale, donnant naissance, un an après, à l'adoption de la Charte des Nations Unies. Les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, l'incapacité de la communauté internationale

à maintenir la paix dans le monde, la menace directe de la part de pays plus grands de recourir à la force contre des pays plus petits et l'absence d'un ordre international et de règles universellement acceptées et respectées sont autant de leçons douloureuses pour nous tous.

La coopération entre les nations a beaucoup progressé ces sept dernières décennies. L'Organisation des Nations Unies a joué un rôle important à cet égard, mais nous ne sommes pas réunis ici pour céder à une autosatisfaction qui n'a pas lieu d'être. Nous devons aller plus loin que simplement mettre au jour les défis. Une occasion serait perdue si le politiquement correct et le langage diplomatique nous empêchaient, de façon libre et ouverte, d'identifier et traiter les problèmes qui assaillent notre monde et les continents, pays et citoyens que nous représentons. Nous ne devons pas trahir les engagements que nous avons pris à l'égard des principes de démocratie, de paix et de sécurité pour chaque citoyen de notre planète. Nous devons nous interroger sur ce que nous faisons, la manière dont nous le faisons, ce que nous faisons ou avons mal fait et comment faire mieux. Nous avons cru que le nombre de conflits diminuerait progressivement à mesure que notre civilisation s'enrichit et se développe. Aujourd'hui, cependant, nous sommes face à une tout autre réalité. L'instabilité devient de plus en plus le nouveau statu quo. L'instabilité, la pauvreté et la haine constituent le terreau et le catalyseur du terrorisme, et personne n'est à l'abri de la menace qu'il représente.

Il y a un an, il nous aurait été difficile à nous, Européens, d'imaginer que, après avoir consacré tant d'efforts à la réalisation de la paix et de la stabilité sur notre continent, un nouveau conflit armé surgirait dans notre voisinage. Ce conflit est dangereux tant par sa nature que par ses conséquences. Il y a 20 ans, l'Ukraine renonçait à son programme nucléaire en échange de garanties de sécurité et d'intégrité territoriale de la part des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine, de la France et de la Fédération de Russie. Aujourd'hui, au lieu de célébrer cette avancée majeure dans le domaine de la sécurité et de la stabilité sur le continent européen, nous assistons à un conflit armé et à une instabilité politique. Au lieu de bâtir un monde exempt d'armes de destruction massive, nous encourageons les pays qui recherchent la sécurité à s'abriter sous un parapluie nucléaire mortel.

La Slovaquie condamne fermement les violations de l'intégrité territoriale de tout État. C'est la clef de voûte de sa politique étrangère, le pilier de la stabilité

de l'architecture géopolitique. Nous défendons ce principe, et l'Ukraine et l'annexion de la Crimée ne font pas exception. Nous sommes néanmoins convaincus que le dialogue et l'approche diplomatique, avec la participation de la Russie, mèneront à une paix durable en Ukraine. Nous devons respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine et le droit souverain de son peuple de décider de son sort de façon libre et indépendante. L'Organisation des Nations Unies est appelée à jouer un rôle majeur en la matière. Ce dont l'Ukraine a besoin aujourd'hui, c'est de rétablir la paix et la stabilité et de mettre en œuvre les réformes, tout en recevant des assurances sur l'inviolabilité de son territoire. La Slovaquie est disposée à participer à ce processus.

Le langage diplomatique est riche en allégories, mais même le langage le plus châtié ne saurait masquer la réalité lorsque des gens sont tués. Les images d'actes de barbarie et de cruauté sont facilement accessibles. Elles sont diffusées en direct jusque dans nos foyers. Elles nous rendent insensibles à la violence commise loin de chez nous. En même temps, elles créent le sentiment d'être né dans un monde dangereux, dans lequel les gens se demandent où se trouve le bouclier protecteur des Nations Unies.

Qui aurait pu imaginer, il y a encore un an, la montée en puissance de l'État islamique de l'Iraq et du Levant (EIIL), qui est devenu, en peu de temps, une menace mondiale. Les efforts à long terme déployés par la communauté internationale en Iraq ont été totalement éclipsés. L'idéologie et les actes de l'EIIL ont atteint un niveau sans précédent de brutalité, de même que l'usage dévoyé des médias pour sa promotion personnelle. Il incarne une idéologie dangereuse qui contraint par la force des États frontaliers à des changements violents. Il pratique l'épuration ethnique et religieuse, qui ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Iraq, de la Syrie et des pays voisins mais a l'ambition de s'étendre au-delà du Moyen-Orient. Il incombe à la communauté internationale tout entière d'agir pour mettre fin aux souffrances infligées aux victimes innocentes de la violence et protéger les femmes et les enfants. Aujourd'hui, nous devons faire preuve d'unité en Iraq et empêcher l'EIIL de prendre racine dans le territoire qu'il a occupé et de consolider son pouvoir militaire et économique.

Les idéologies autocratiques et totalitaires provoquent toujours des souffrances, la restriction des droits, les conflits internes, l'injustice et la mort. Nous ne connaissons que trop bien leur prix ultime et

leurs conséquences désastreuses. Parmi les nombreuses tâches qui sont les siennes, l'ONU doit empêcher que de telles idéologies prospèrent, protéger les droits de l'homme, adopter toutes les mesures nécessaires possibles pour prévenir un conflit et instaurer une paix durable.

La Slovaquie, qui a fait sa propre expérience de la transition d'un régime totalitaire vers la démocratie, appuie les efforts visant à réunir les conditions propices à une paix durable. Nous encourageons les réformes engagées en matière de sécurité car elles constituent un facteur déterminant du développement pacifique des régions sortant d'un conflit, et permettent à des États de passer d'un changement de régime à la démocratie. Des institutions de sécurité stables telles que la police ou l'armée peuvent s'acquitter plus efficacement de la tâche qui leur incombe, à savoir la sauvegarde des droits de l'homme et la protection des citoyens, en particulier des membres les plus fragiles de la société, notamment les femmes et les enfants.

La République slovaque honore pleinement ses engagements vis-à-vis de l'Afghanistan. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan est dirigée par un diplomate originaire de Slovaquie. Nous restons convaincus que dans la foulée de la récente élection présidentielle, le nouveau dirigeant afghan sera en mesure de réunir les conditions nécessaires pour réaliser l'unité nationale et sociale et continuer d'appuyer l'assistance internationale. Je relève avec satisfaction que les deux anciens candidats à la présidence sont parvenus à un accord qui, nous le croyons, contribuera à la stabilité en Afghanistan. La Slovaquie est disposée à continuer d'appuyer le peuple afghan dans ses efforts.

Le désarmement est crucial si l'on veut éliminer les sources potentielles de tension et de conflit. La signature l'année dernière du Traité sur le commerce des armes a constitué une étape importante vers la création de normes juridiques communes pour la réglementation et le contrôle du commerce international des armes classiques. La République slovaque figure parmi les 50 premiers pays qui ont ratifié le Traité, et nous espérons que sa mise en œuvre contribuera à l'élimination des dangers liés au commerce illicite des armes et, par là, au renforcement de la sécurité mondiale.

Enfin et surtout, la paix, la sécurité et la stabilité sont des conditions préalables au développement. La primauté du droit, la gouvernance démocratique et les droits de l'homme représentent pour chaque citoyen des principes essentiels. Mais il nous faut traiter et régler des

questions mondiales qui peuvent s'avérer aussi mortelles pour l'humanité que la guerre nucléaire, les changements qui se produisent sur notre planète. La mondialisation a créé des possibilités pour l'entrepreneuriat en abattant les frontières, mais elle a aussi créé de nouveaux défis que nous devons relever pour la pérennité de la vie sur Terre – changement climatique, inégalités en matière de développement et de distribution des biens et services, pauvreté et accès inégal à la santé et à l'éducation.

La Slovaquie est et restera un membre responsable de la communauté mondiale. Nous prenons part aux discussions portant sur le financement du développement durable, en partageant notre expérience en matière de transition économique. Les défis mondiaux exigent une action mondiale et une responsabilité nationale. Nous sommes prêts à apporter notre contribution à cette tâche.

Les peuples du monde ont confié à l'ONU une responsabilité exclusive et mondiale : répondre aux violations de la paix, garantir le respect du droit international, protéger les droits de l'homme et répondre aux menaces qui pèsent sur l'humanité. Assurons-nous tous qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses responsabilités. Depuis des décennies, l'Organisation représente l'instance au sein de laquelle nous pouvons désigner les responsables de crimes perpétrés contre nos propres citoyens à une échelle massive, les dirigeants qui entretiennent le culte de la haine et de l'intolérance et ceux qui font le choix des armes au détriment des accords et du droit international. Mais lorsque nous avons échoué, notre échec a provoqué des souffrances et la mort de personnes innocentes.

Nous, les Nations Unies, ne devons pas renoncer à notre idéal, celui d'être la conscience du monde. L'Organisation doit être l'autorité dotée de la capacité d'identifier, prévenir et résoudre les problèmes et les conflits. Ensemble, nous devons convaincre les peuples à travers le monde que nous protégeons les règles et les principes internationaux sur lesquels repose l'Organisation. Si nous ne parvenons pas à accomplir cela dans le cadre même de l'ONU, nous ne serons pas en mesure de garantir à l'humanité que le totalitarisme, l'injustice, l'impunité et l'amoralité ne l'emporteront jamais.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Slovaquie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Andrej Kiska, Président de la République de Slovaquie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mahama (*parle en anglais*) : Le changement est devenu un thème récurrent dans le paysage social et politique d'aujourd'hui. Nous parlons de la nécessité de changer les comportements, les attitudes et les lois. Nous parlons de la nécessité d'opérer des changements dans les domaines des droits de l'homme et de la justice sociale, de l'éducation et de la gestion de la santé. Nous réalisons que la notion de changement est une constante dans nos vies d'êtres humains, de citoyens de ce monde. Mais la question qui se pose est de savoir si le changement signifie automatiquement le progrès.

Tout le monde ici – j'en suis certain – connaît cette expression : « Plus ça change, plus c'est pareil ». Parfois, lorsque j'entends parler d'événements récents qui se sont produits dans le monde, cette expression me revient à l'esprit, et je suis envahi par une forte impression de déjà vu, comme si nous avions déjà connu cela.

Quand j'entends parler de prise d'otages et de la barbarie des décapitations, je crois revivre 2004, lorsque, semaine après semaine, nous apprenions l'assassinat d'otages étrangers en Iraq. Lorsque j'entends parler d'Israël et de Gaza, je crois revenir en 2005, quand Israël lançait l'opération « Pluie d'été », immédiatement suivie par l'opération « Nuages d'automne ». Les morts dans la bande Gaza se comptaient par centaines, la plupart étaient des enfants. De la même façon, quand j'entends parler, aux États-Unis, de brutalités policières contre un homme noir désarmé, cela me ramène en 1999, lorsque des policiers de New York tiraient à 19 reprises sur un jeune Guinéen de 23 ans, Amadou Diallo, ou, en 1991,

lorsque Rodney King était sauvagement battu par cinq policiers de Los Angeles. Ces deux événements ont suscité une vive indignation dans l'opinion publique, de même que pour le meurtre d'un jeune homme de 18 ans, Michael Brown, dans le Missouri, où l'on a vu des manifestants délivrer ce message clair : « Pas de justice, pas de paix ».

Ces événements traduisent-ils une véritable régression? La difficile maîtrise de certains événements qui se produisent dans le monde signifie-t-elle que, malgré le changement auquel tant d'individus et d'organisations ont œuvré, nos progrès ont été modestes, voire inexistantes? J'aimerais croire qu'il n'en est rien. J'aimerais croire que les événements récents sont de simples revers qui nous inciteront à trouver des solutions plus durables, qu'il ne s'agit que de simples reculs sur la voie sinueuse du véritable progrès.

Dag Hammarskjöld, deuxième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de 1953 jusqu'à son décès tragique dans un accident d'avion en 1961, a dit :

« La quête de la paix et du progrès ne peut, en quelques années, aboutir à la victoire ou à la défaite. La quête de la paix et du progrès, avec ses tentatives et ses erreurs, ses succès et ses revers, ne peut jamais se relâcher ni être abandonnée. »

Ces derniers mois, depuis le déclenchement de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, je me suis rappelé l'importance et la pertinence de ces paroles. Le progrès véritable ne dépend jamais de la victoire ou de la défaite, le progrès véritable dépend de la ténacité, de la persévérance. Lundi de la semaine dernière, en ma qualité de Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), je me suis rendu au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée, les trois pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola. Ces trois nations se relèvent d'un conflit. Les guerres civiles qui ont fait rage au Libéria et en Sierra Leone ont eu des incidences négatives sur la Guinée, qui a des frontières communes avec ces pays. Ces nations ont lutté pour reconstruire leur infrastructure économique et sociale. Avant même le déclenchement de l'épidémie d'Ebola, elles disposaient déjà de ressources limitées, d'un nombre insuffisant de centres de santé et d'une pénurie de personnel médical qualifié.

À ce jour, on recense 5843 cas d'Ebola, dont 2803 décès. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, si la maladie n'est pas maîtrisée, le nombre de

cas pourrait facilement atteindre 20 000 dès novembre prochain. La dangerosité d'Ebola tient au fait que ce virus compromet les élans qui existent au cœur même de notre humanité, le fait de se réconforter mutuellement avec amour, de prendre soin d'autrui grâce au pouvoir de guérison du toucher et de préserver la dignité de nos proches même dans la mort, par des funérailles publiques et une sépulture clairement identifiée.

L'Ebola est une maladie de l'isolement. Les membres de la famille redoutent de s'embrasser. Le personnel de santé redoute de prendre en charge les patients. Les vivants sont contraints de renoncer aux rites ancestraux de la toilette, de l'embaumement et de l'enterrement des morts. Ainsi, les morts sont enfermés dans des sacs sécurisés, transportés sur une civière par des porteurs de fortune en tenue de protection, puis jetés dans une tombe fraîchement creusée.

De même que les personnes touchées par l'Ebola sont souvent mises à l'écart et rejetées par leurs communautés, la lenteur de la riposte de la communauté internationale a, dans bien des cas, contraint les pays touchés à subir leur sort dans la solitude et l'isolement. Lorsque je me suis rendu dans ces trois pays, bien que sachant que certaines compagnies aériennes avaient suspendu leurs vols, j'ai été choqué de trouver des aéroports totalement vides. L'Ebola n'est pas un problème qui ne concerne que le Libéria, la Sierra Leone ou la Guinée, il n'est pas non plus celui de l'Afrique de l'Ouest seulement. L'Ebola est un problème qui concerne le monde entier parce qu'il s'agit d'une maladie qui ne connaît pas de frontières.

L'on ne saurait laisser la peur nous isoler ou compromettre l'élan même qui à la fois caractérise notre humanité et la soutient. Nous devons combattre la stigmatisation. À cette fin, mon pays, le Ghana, a proposé qu'Accra, sa capitale, serve de base d'opération pour les activités d'endiguement de la maladie. Je tiens à saluer le Secrétaire général Ban Ki-moon et le Conseil de sécurité, à qui l'on doit la création de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Je tiens également à remercier le Président Barack Obama et le peuple des États-Unis d'Amérique pour leur engagement sans faille dans la lutte contre l'Ebola.

Des responsables de la santé ont souligné à maintes reprises que, en théorie, il est relativement aisé de stopper la propagation du virus de l'Ebola parce qu'il se transmet par contact avec les sécrétions corporelles. Il a été indiqué que par des changements dans son comportement et ses pratiques, la population

pouvait potentiellement réduire, sinon éliminer les risques d'exposition au virus. Mais, en réalité, le virus de l'Ebola a pu se propager très rapidement en Afrique de l'Ouest en raison de la fluidité de nos frontières.

La CEDEAO encourage depuis plusieurs décennies la libre circulation des personnes, des biens et des services à travers l'Afrique de l'Ouest. Cela a favorisé une interaction et une augmentation des échanges commerciaux entre nos 15 États membres. Toutefois, en l'absence de mesures préventives, cette fluidité permet aussi la libre circulation des maladies, des stupéfiants, des armes, des trafiquants d'êtres humains et des terroristes.

L'Afrique, hélas, est particulièrement vulnérable au terrorisme, sa taille et ses vastes étendues offrant aux terroristes de nombreux lieux pour se cacher et créer des refuges sûrs. Les terroristes ont la possibilité de recruter de nouveaux membres parmi une population composée à 60 % de personnes de moins de 35 ans dont un grand nombre vit dans une extrême pauvreté, en exploitant les lacunes et les désillusions de jeunes qui n'ont ni compétences, ni éducation, ni possibilité de trouver un emploi rémunéré.

La prolifération de la technologie a permis que les zones les plus reculées du continent soient accessibles par le biais du téléphone ou du clavier. Cela facilite la communication au sein des cellules terroristes et entre les organisations terroristes. Aujourd'hui, une nation ferait preuve de beaucoup trop de simplisme, pour ne pas dire d'aveuglement, si elle estimait qu'elle a affaire à une seule organisation terroriste, comme Boko Haram, Al-Chabab, Ansar Dine, Al-Qaïda, Hezbollah, les Taliban, l'État islamique en Iraq et au Levant ou, récemment, le groupe Khorasan. Par l'assistance et la coopération qui les unissent, elles sont devenues les différents tentacules d'un même organisme. C'est pourquoi nous devons nous rassembler pour former un ensemble cohérent, unis dans la lutte pour la défense de nos libertés et de nos valeurs. Nous devons, nous aussi, communiquer entre nous. Nous devons coopérer et fournir l'aide et les ressources nécessaires pour combattre jusqu'à la victoire la menace commune à laquelle nous faisons face.

Depuis le commencement de la récession mondiale, la croissance économique ne cesse de décliner et les peuples sont, d'une façon générale, de plus en plus pessimistes quant à leur avenir. Ce mois-ci, le *Pew Research Center* a publié les résultats d'une étude menée au printemps 2014 dans 44 pays, qui

visait à sonder l'opinion publique sur les changements économiques majeurs intervenus dans le monde. D'après les résultats, une moyenne mondiale de 69 % des personnes interrogées n'est pas satisfaite de la façon dont la situation évolue dans leur pays. Cela concerne aussi bien les pays avancés que les pays en développement. Les préoccupations exprimées portent sur un large éventail de questions, telles que l'inflation, le chômage, les inégalités de revenus et la dette publique.

Mon pays, le Ghana, ne fait pas exception. L'année écoulée, la population a subi une augmentation du coût de la vie. La chute des prix des produits de base a conduit non seulement à une chute des recettes fiscales provenant des sociétés opérant au Ghana, mais elle a aussi entraîné un déclin massif de nos revenus à l'exportation. Cette situation a créé un sentiment général d'instabilité macroéconomique et exercé une pression considérable sur notre monnaie nationale, le cedi.

Ces 22 dernières années, les Ghanéens ont connu une amélioration constante de leurs conditions de vie dans leur nation. Avec le retour de la démocratie et de la primauté du droit, six élections et transitions pacifiques du pouvoir réussies, le Ghana est devenu un exemple pour d'autres nations africaines qui se tournent vers la démocratie et l'ordre constitutionnel. La stabilité a permis de gagner la confiance des investisseurs et de stimuler la croissance. Le Ghana a été rapidement considéré comme l'un des pays dont l'économie connaît la plus forte croissance dans le monde.

Cela ne le met pas à l'abri des défis économiques auxquels de nombreuses nations dans le monde sont confrontées, bien au contraire. L'instabilité sur les marchés mondiaux de produits de base pèse directement sur nos budgets et freine notre capacité à financer notre développement. La récession mondiale a mis en lumière la faiblesse de nos fondamentaux. Elle nous a alertés sur la nécessité d'un changement, la nécessité de mettre sur pied des institutions adaptées à une gestion économique efficace, des institutions qui renforcent nos capacités d'adaptation et nous permettent de mieux faire face aux chocs provoqués par des événements ou des résultats inattendus.

Les craintes et les préoccupations du peuple ghanéen sont compréhensibles. À l'instar de nombreux autres pays africains, le Ghana a connu des périodes sombres sur le plan économique, et nos apparents revers de fortune, avec leur difficile maîtrise, ont suscité une peur de la régression. Mais il ne s'agissait que d'un simple revers, un léger retournement. Les mesures de

stabilisation fiscale que nous avons prises au niveau national portent déjà leurs fruits. Ce mois-ci, le Ghana a surpris ses critiques les plus acerbes en lançant ses troisièmes euro-obligations pour un montant d'un milliard de dollars. Cette introduction réussie représente un retour de la confiance des investisseurs dans les perspectives de l'économie ghanéenne. Cette confiance se reflète dans le rebond récent de notre monnaie nationale, le cedi, qui, ces deux dernières semaines, s'est apprécié de manière significative par rapport aux principales monnaies.

L'année dernière, m'adressant à l'Assemblée (voir A/68/PV.12), j'ai expliqué que ce n'est pas de la compassion que nous voulons en Afrique, c'est un partenariat pour pouvoir tenir sur nos deux jambes. Pour établir ce partenariat, nous avons entamé des discussions avec le Fonds monétaire international (FMI), une organisation qui connaît bien le processus d'auto-évaluation et de mise en œuvre de changements dans la recherche d'un véritable progrès. Le Ghana et le FMI ont tous deux évolué, et ce partenariat peut être porteur d'une transformation grâce à laquelle le Ghana passera du rang de pays à revenu intermédiaire inférieur à celui de pays à revenu intermédiaire à part entière.

L'année à venir marquera le vingtième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'était tenue à Beijing en 1995. Je voudrais souligner avec fierté qu'elle marquera également le quarantième anniversaire de la création par le Ghana du Conseil national sur les femmes et le développement, dénommé aujourd'hui Département de l'égalité des sexes. Le Ghana œuvre depuis longtemps à l'amélioration des conditions de vie des femmes, et mon gouvernement a fait de la poursuite de cette tradition une priorité. Ainsi, l'essentiel, pour ne pas dire la totalité des mesures que nous prenons s'inscrit dans le droit fil des domaines d'intérêt figurant dans le Programme d'action de la Conférence mondiale de Beijing. Mon gouvernement s'enorgueillit d'avoir le nombre le plus élevé de femmes nommées dans l'administration publique dans l'histoire du Ghana. Parmi les ministres du Gouvernement, sept sont des femmes, qui détiennent également des postes dans la haute fonction publique. J'espère que le fait qu'elles soient trop nombreuses pour être énumérées indique que nous progressons vers notre objectif.

Nous avons présenté au Parlement un projet de loi relatif à la succession sans testament, en vertu duquel si l'époux décède sans avoir rédigé ses volontés, l'épouse survivante ne sera pas dépossédée de ses biens

matrimoniaux. Nous avons aussi présenté au Parlement un projet de loi relatif aux droits de propriété des épouses, en vertu duquel les épouses sont en droit de recevoir leur juste part des biens acquis pendant leur union. Il existe également d'autres lois visant à protéger et autonomiser les femmes, je pense à la Loi sur les violences conjugales, à la Loi sur la traite des êtres humains, au projet de loi sur la discrimination positive et à la politique en faveur de l'égalité des sexes.

J'ai parlé précédemment d'isolement. Très peu de nations ont connu une situation d'exclusion comme celle que subit Cuba depuis plusieurs décennies en raison de l'embargo imposé à ce pays par les États-Unis. Le Ghana appelle de nouveau à la levée de cet embargo. Le Ghana demande également qu'il soit mis fin à l'établissement de colonies de peuplement dans les territoires palestiniens. Nous n'avons cessé de prôner la solution de deux États dans le règlement de la question israélo-palestinienne, avec deux nations coexistant de façon pacifique.

L'attention du monde se porte cette année sur la nécessité urgente de s'attaquer au problème croissant de l'inégalité et de la menace qu'elle fait peser sur notre quête incessante de la paix. Je tiens également à appeler l'attention sur l'omniprésence de l'intolérance religieuse. Au cœur de toutes les grandes religions du monde figure l'appel à la compassion, au pardon, à la tolérance, à la paix et à l'amour. Néanmoins, le recours au dogme religieux et à l'extrémisme comme arme de violence perdure.

En cette époque marquée par le terrorisme et les bouleversements politiques, les conflits nationaux, régionaux et ethniques, il peut être tentant d'utiliser les actes de quelques-uns pour justifier les préjugés à l'encontre de nombreuses personnes. Il peut être tentant de confondre fanatisme et foi. Mais ceux d'entre nous qui envisagent un monde juste et pacifique ne peuvent et ne doivent céder à ces tentations. À maintes reprises, l'histoire nous a montré que le changement d'un monde commence avec le pouvoir placé entre les mains du peuple, des citoyens ordinaires. Ou, pour citer l'un de plus grands enseignants et dirigeants de la non-violence, Mahatma Gandhi, « Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde ».

Aujourd'hui, nos frères et sœurs juifs célèbrent Rosh Hashana, le Nouvel An. Je leur dit : « L'shana Tova ». La semaine prochaine, nos frères et sœurs musulmans célébreront l'Eid al-Adha, la fête du Sacrifice. Je leur dis : « Eid Moubarak ». Et à vous, Monsieur le Président, je dis merci pour l'occasion qui

m'a été offerte de m'exprimer devant vous et pour votre aimable attention.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Ghana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rouhani (*parle en farsi; texte anglais fourni par la délégation*) : Je tiens tout d'abord à vous adresser, Monsieur le Président, mes sincères félicitations pour votre élection bien méritée au poste de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Je souhaite également témoigner ma reconnaissance à S. E. M. Ban Ki-moon pour tous ses efforts. J'ai le sincère espoir que la présente session de l'Assemblée générale permettra à ce monde, en cette période difficile, de franchir une étape supplémentaire vers la sécurité et la tranquillité pour les êtres humains, ce qui constitue l'objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies.

Je viens d'une région du monde qui, dans de nombreuses parties, se trouve actuellement sous le feu de l'extrémisme et du radicalisme. À l'est et à l'ouest de mon pays, des extrémistes menacent nos voisins, recourent à la violence et font couler le sang. Ils ne partagent pas une langue commune, ils n'ont pas la même couleur de peau ni la même nationalité. Ils sont venus au Moyen-Orient du monde entier. Ils partagent cependant une même idéologie : la violence et l'extrémisme. Ils ont également un objectif commun : la destruction de la civilisation, donnant ainsi naissance à l'islamophobie et

créant un terrain fertile pour de futures interventions de forces étrangères dans notre région.

J'ai le grand regret de dire que le terrorisme est devenu un phénomène mondial, de New York à Mossoul, de Damas à Bagdad, de l'extrémité est à l'extrémité ouest du monde, et d'Al-Qaida à Daech. Les extrémistes du monde se sont trouvés et ont lancé cet appel : « Extrémistes du monde, unissez-vous ». Mais sommes-nous unis contre les extrémistes?

L'extrémisme n'est pas un problème régional qui concerne uniquement les pays de notre région. L'extrémisme est un problème mondial. Certains États ont contribué à créer ce problème et aujourd'hui, ils ne veulent pas l'affronter. Ce sont nos peuples qui en font les frais actuellement. L'anti-occidentalisme d'aujourd'hui est une conséquence de la colonisation d'hier. L'anti-occidentalisme d'aujourd'hui est une réaction au racisme d'hier. Certains services de renseignement ont armé des fous, qui n'épargnent personne aujourd'hui. Tous ceux qui ont joué un rôle dans la création de ces groupes terroristes, en les finançant et en les appuyant, doivent reconnaître leurs erreurs qui ont conduit à l'extrémisme. Ils doivent présenter des excuses, non seulement aux générations passées, mais aussi aux générations futures.

Pour lutter contre les causes profondes du terrorisme, il faut en identifier les racines et en tarir les sources. Le terrorisme trouve son origine dans la pauvreté, le chômage, la discrimination, l'humiliation et l'injustice, et se développe dans une culture de violence. Pour combattre l'extrémisme à la racine, nous devons promouvoir la justice et le développement et ne pas permettre que des préceptes divins soient déformés pour justifier la barbarie et la cruauté. La douleur est d'autant plus profonde que ces terroristes font couler le sang au nom de la religion et décapitent au nom de l'islam. Ils veulent occulter la vérité historique incontestable qui veut que, au regard des enseignements de tous les prophètes de Dieu, d'Abraham à Moïse, de Jésus à Mahomet, tuer un être humain revient à tuer toute l'humanité.

Je suis stupéfié que ces groupes assassins se qualifient d'islamiques. Le plus étonnant, c'est que les médias occidentaux, à leur suite, répètent cette affirmation mensongère, ce qui provoque la haine de tous les musulmans. Les musulmans, qui chaque jour implorent Dieu le clément et le miséricordieux et ont appris la bonté et l'empathie des enseignements du prophète, considèrent que ces diffamations font partie intégrante d'un complot islamophobe.

Les erreurs stratégiques de l'Occident au Moyen-Orient, en Asie centrale et dans le Caucase ont transformé ces régions du monde en un repaire pour les terroristes et les extrémistes. L'agression militaire contre l'Afghanistan et l'Iraq et l'ingérence induite dans les événements en Syrie illustrent clairement cette approche stratégique erronée au Moyen-Orient. Dans le cadre d'une stratégie qui n'a rien de pacifique, l'agression et l'occupation s'en prennent aux vies et aux moyens d'existence de gens ordinaires. Elles entraînent diverses conséquences psychologiques néfastes et des comportements indésirables qui se manifestent aujourd'hui sous forme de violences et de meurtres au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, attirant même des ressortissants d'autres régions du monde.

Aujourd'hui, la violence se propage à d'autres régions du monde telle une maladie contagieuse. Nous avons toujours été convaincus que l'on ne peut pas importer la démocratie de l'étranger. La démocratie est un produit de la croissance et du développement, pas de la guerre et de l'agression. La démocratie n'est pas un produit d'exportation qui peut être importé de l'Occident à l'Orient. Dans une société sous-développée, une démocratie importée ne peut que donner lieu à un gouvernement faible et vulnérable.

Lorsque des généraux débarquent dans une région, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils soient accueillis chaleureusement par les diplomates. Lorsque la guerre commence, la diplomatie a tendance à se retirer. Lorsque l'effet des sanctions commence à se faire sentir, une haine profonde pour ceux qui les ont imposées apparaît également. Lorsque le climat au Moyen-Orient sera apaisé, alors il y aura la sécurité. Pour protéger leurs intérêts dans notre région, les pays occidentaux doivent accepter les croyances des populations qui la peuplent et reconnaître qu'elles aspirent à une gouvernance démocratique.

L'apparition d'Al-Qaida, des Taliban et d'autres groupes radicaux contemporains a prouvé que l'on ne peut pas utiliser des groupes extrémistes pour lutter contre un État auquel on est opposé et être épargné par les conséquences de la montée de l'extrémisme. Je suis étonné de voir que les mêmes erreurs sont commises encore et encore, en dépit des nombreuses expériences désastreuses dont nous avons été témoins. Rappelons que l'Iran avait invité tout le monde au dialogue avant les actes criminels du 11 septembre. Nous avons également appelé le monde à s'unir contre la violence et

l'extrémisme avant que n'aient lieu les terribles atrocités actuelles.

Au cours de l'année écoulée, très peu de gens auraient pu prévoir la violence qui fait rage aujourd'hui, mais désormais le monde est confronté à la menace imminente d'une violence et d'un extrémisme qui échappent à tout contrôle. Il est évident que sans une bonne compréhension des causes de la situation actuelle, nous ne pourrions pas trouver les bonnes solutions. Aujourd'hui, je mets à nouveau le monde en garde contre la propagation de l'extrémisme et le danger posé par une mauvaise compréhension et une approche erronée de ce phénomène.

Le Moyen-Orient aspire au développement et est las de la guerre. C'est le droit naturel des peuples des terres fertiles du Moyen-Orient que de vivre en paix et dans la prospérité. Par le passé, le colonialisme leur a refusé ce droit. Aujourd'hui, le spectre de la guerre et de la violence constitue une menace pour leur sécurité.

Dans notre région, il y a des personnalités politiques et des élites modérées qui jouissent de la confiance de leurs peuples. Ils ne sont ni pour ni contre l'Occident. Conscients du rôle que le colonialisme a joué dans le sous-développement de leurs pays, ils sont tout aussi conscients du rôle que doivent jouer leurs pays pour parvenir au développement auquel ils aspirent. Ils n'absolvent pas l'Occident de ses méfaits, mais sont également conscients de leurs propres défaillances. Ces dirigeants peuvent exercer un leadership actif en gagnant la confiance de leurs sociétés et peuvent former les coalitions nationales et internationales les plus solides qui soient pour lutter contre la violence.

Les voix de ces leaders sont les vraies voix de la modération dans le monde islamique. Ils représentent la voix familière d'un Afghan fatigué de la guerre, d'un Iraquien victime de l'extrémisme, d'un Syrien qui a peur du terrorisme et d'un Libanais inquiet face à la violence et au sectarisme. À mon avis, si les pays qui veulent diriger la coalition le font dans le but de maintenir leur hégémonie dans la région, ils font une erreur stratégique. De toute évidence, puisque ce sont les pays de la région qui comprennent mieux cette douleur, ceux-ci sont les mieux placés pour former une coalition et prendre la tête des efforts de lutte contre la violence et le terrorisme. Si d'autres pays veulent agir contre le terrorisme, ils doivent leur prêter main-forte. Je le dis, si nous ne mobilisons pas toutes nos forces contre l'extrémisme et la violence, et si nous ne confions pas cette tâche à ceux, qui, au sein de la région, sont

capables de la mener à bien, demain, le monde ne sera plus sûr pour personne.

L'année dernière, j'ai essayé de faire en sorte que mon pays joue le rôle qui lui revient dans l'instauration de la paix aux niveaux régional et international en présentant une proposition pour un monde contre la violence et l'extrémisme violent, laquelle a été largement appuyée. Dans cette région agitée et chaotique qu'est le Moyen-Orient, l'Iran est un des pays les plus paisibles, les plus sûrs et les plus stables. Tous les pays de la région doivent se rappeler que nous sommes dans le même bateau. C'est pourquoi nous avons besoin d'une vaste coopération sur les questions sociales et politiques ainsi que les questions de sécurité et de défense, afin de parvenir à des accords durables. Si la coopération et la coordination avaient été plus grandes au Moyen-Orient, des milliers de Palestiniens innocents à Gaza n'auraient pas été victimes des agressions du régime sioniste.

En République islamique d'Iran, nous considérons que les échanges et l'instauration de la confiance entre les États de la région sont absolument essentiels pour régler les conflits. Nous sommes favorables à toute mesure permettant de promouvoir la coopération entre pays musulmans afin de lutter contre l'extrémisme, les menaces et l'agression et, à cet égard, nous sommes disposés à continuer de jouer le rôle constructif et positif qui a toujours été le nôtre.

Des sanctions oppressives continuent d'être imposées à l'Iran, faisant perdurer une erreur stratégique contre un pays modéré et indépendant dans le contexte délicat qui règne actuellement dans notre région. Au cours de l'année écoulée, nous avons pris part au dialogue le plus transparent possible pour donner confiance dans le programme nucléaire pacifique de l'Iran. Nous avons fait de la tenue de négociations sérieuses et honnêtes un de nos objectifs, non pas en raison des sanctions ou des menaces mais parce que c'est ce que notre peuple souhaite. Nous considérons que la question nucléaire ne peut être réglée que par la négociation, et ceux qui envisageraient d'autres solutions feraient une grave erreur. Tout retard dans la conclusion d'un accord final ne fera qu'alourdir le prix à payer – non seulement pour nous, mais aussi pour l'économie et la balance commerciale des autres parties, ainsi que pour les perspectives de développement et de sécurité de notre région. Nul ne doit douter que le compromis et un accord sur cette question sont dans l'intérêt supérieur de tous, et tout particulièrement des pays de la région.

Les négociations sur la question nucléaire entre l'Iran et les cinq plus un se sont poursuivies avec sérieux et optimisme des deux côtés tout au long de l'année écoulée, et ces derniers mois en particulier. D'après tous les observateurs internationaux, la République islamique d'Iran a tenu ses engagements en toute bonne foi. Bien que certaines observations et mesures de la part de nos homologues aient semé quelques doutes sur leur détermination et leur réalisme, nous espérons que les négociations en cours aboutiront à un accord final dans le peu de temps qu'il reste.

Nous sommes déterminés à poursuivre notre programme nucléaire pacifique, y compris les activités d'enrichissement, et à exercer pleinement, sur le sol iranien, nos droits en matière nucléaire dans le respect du droit international. Nous sommes déterminés à poursuivre les négociations avec nos interlocuteurs avec sérieux, de bonne foi et sur un pied d'égalité, sur la base du respect et de la confiance mutuels et des normes et principes reconnus au plan international, afin de dissiper les inquiétudes de part et d'autre. J'estime que le respect mutuel et rigoureux des engagements et des obligations et la nécessité pour nos homologues d'éviter de formuler des demandes excessives dans le cadre des négociations sont des conditions *sine qua non* pour que ces négociations aboutissent. Un accord définitif concernant le programme nucléaire pacifique de l'Iran peut servir de point de départ à une coopération multilatérale visant à promouvoir la sécurité, la paix et le développement dans notre région et au-delà.

Les Iraniens, qui, ces trois dernières années en particulier, ont subi un lourd fardeau en raison des sanctions persistantes, ne peuvent avoir confiance dans n'importe quel accord de coopération en matière de sécurité entre leur gouvernement et ceux-là mêmes qui ont imposé les sanctions et les ont empêchés de satisfaire leurs besoins les plus essentiels, notamment alimentaires et médicaux. Les sanctions ne peuvent que continuer de faire obstacle à une coopération durable à l'avenir. Les Iraniens sont très attachés à certains principes et à certaines valeurs, l'indépendance, le développement et la fierté nationale en tête. Si nos partenaires de négociation ne parviennent pas à comprendre ce fait évident au sujet de notre pays et font en même temps de très mauvais calculs, une occasion historique et exceptionnelle sera perdue.

L'Assemblée sait que, dans le cadre des négociations en cours cette année sur la question nucléaire, le Gouvernement iranien a pris certaines

initiatives qui ont créé un climat favorable, ce qui a abouti à une nouvelle phase : le Plan d'action conjoint de Genève. Nous sommes déterminés à continuer d'adopter une démarche axée sur la confiance et la transparence dans ce processus. Si nos interlocuteurs manifestent la même détermination et la même souplesse, et si nous parvenons à surmonter les difficultés et à nous entendre sur un accord durable dans les délais fixés, alors un climat entièrement nouveau de coopération aux niveaux régional et international se fera jour. On pourra ainsi se concentrer davantage sur certaines questions régionales capitales, notamment la lutte contre la violence et l'extrémisme dans la région.

M^{me} Al-Mughairy (Oman), Vice-Présidente, assume la présidence.

La conclusion d'un accord global et définitif avec l'Iran sur la question nucléaire serait pour l'Occident une occasion historique de montrer qu'il n'est pas opposé au progrès et au développement des autres et qu'il ne pratique pas le « deux poids, deux mesures » pour ce qui est du respect des règles et règlements internationaux. Un tel accord enverrait un message de paix et de sécurité au monde, indiquant que la négociation et le respect sont le seul moyen de régler les différends, plutôt que l'affrontement et les sanctions.

L'année dernière, la grande nation iranienne a participé massivement et dans un calme remarquable à l'élection présidentielle, et a souscrit au discours de la prévoyance, de l'espoir et de la modération prudente. Depuis, les Iraniens appuient leur gouvernement élu dans ses efforts de construction du pays. Alors que certains de ses voisins sont en proie à la guerre et aux troubles, l'Iran demeure sûr, stable et calme.

La politique de principe de mon gouvernement est de s'employer à mettre en place des échanges constructifs avec nos voisins sur la base du respect mutuel, en mettant l'accent sur nos intérêts communs. L'idée selon laquelle l'Iran cherche à contrôler d'autres pays musulmans de la région est un mythe alimenté ces dernières années dans le cadre d'un projet « iranophobe ». Ceux qui font de telles assertions ont besoin d'ennemis imaginaires pour faire durer les tensions et semer la division et le conflit, poussant ainsi à ce que les ressources nationales soient détournées du développement. Nous nous employons à mettre fin à cette aversion délirante pour l'Iran et à préparer la voie à la mise en place de partenariats stratégiques avec nos voisins.

L'année dernière, j'avais mis en garde contre la progression de la violence et de l'extrémisme. Cette année encore, j'appelle l'attention sur le fait que si nous n'adoptons pas la bonne démarche pour nous attaquer à ce problème, les risques d'avoir une région en proie à l'agitation et aux troubles ne feront que croître, ce qui aura des répercussions dans le monde entier. La solution pour sortir de ce dilemme doit venir de la région, non de l'extérieur. Ce doit être une solution régionale appuyée au niveau international.

Dieu tout-puissant a promis dans le saint Coran à ceux qui ont cru et fait les bonnes œuvres qu'Il leur donnerait la succession sur terre et qu'Il changerait leur ancienne peur en sécurité. J'espère très sincèrement que notre génération s'emploiera à laisser comme legs à celle qui va suivre un monde plus sûr et plus développé. Je souhaite à tous succès et félicité.

La Présidente par interim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mohamed Moncef Marzouki, Président de la République tunisienne

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République tunisienne.

M. Mohamed Moncef Marzouki, Président de la République tunisienne, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Moncef Marzouki, Président de la République tunisienne, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Marzouki (parle en arabe) :
Je voudrais avant toute chose adresser mes sincères félicitations à M. Sam Kahamba Kutesa, représentant de l'Ouganda, pays frère, pour son élection en tant que Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Je voudrais aussi exprimer mes remerciements et ma gratitude à M. John Ashe et à toute son équipe, ainsi qu'au Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon.

Dans un monde où les mauvaises nouvelles se bousculent et viennent éclipser l'action menée par les forces vives, créatrices et réformatrices, je voudrais dire à l'Assemblée que la Tunisie poursuit sa transition pacifique vers la démocratie. Nous avons réussi à mettre fin à un régime dictatorial abject en limitant au minimum le coût humain. Nous nous sommes embarqués dans une délicate phase de transition dans le cadre d'un dialogue national ouvert à tous, nous avons rédigé une constitution consensuelle qui satisfait toutes les parties, nous avons mis en place les institutions constitutives d'un État démocratique, et nous nous apprêtons à tenir des élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année, qui feront de la Tunisie un pays démocratique et stable, aspirant à un avenir meilleur. Il existe, certes, des forces endogènes et exogènes qui se sont employées – et s'emploient encore – à entraver notre transition démocratique en commettant des actes de terrorisme et des assassinats politiques, mais notre peuple est résolument déterminé à poursuivre le processus et à le mener à bon port, quelles que soient les agressions que planifient les forces du mal.

La Tunisie aujourd'hui est un laboratoire en matière de transition démocratique pacifique dans un pays arabe ayant longtemps vécu sous le joug d'un despote. Nous essayons de concilier démocratie et islam politique. Nous éprouvons les mécanismes d'un dialogue national permanent. Nous nous essayons à la répartition des pouvoirs entre laïques et islamistes modérés. Nous essayons de trouver le moyen d'endiguer la contre-révolution en faisant preuve de patience et de modération, et nous essayons de gérer le passif par la justice transitionnelle.

La Tunisie est aussi un laboratoire en matière de transition socioéconomique. Nous essayons de mettre en œuvre des politiques différentes en matière d'élimination de la pauvreté et de réalisation d'un développement global durable; un développement qui ne se fasse pas aux dépens des travailleurs, mais dans leur intérêt; un développement qui ne se fasse pas au détriment de l'environnement, mais en harmonie avec lui. Nous expérimentons un modèle économique fondé sur la justice sociale. Ce faisant, la Tunisie s'intègre pleinement dans la vision et la politique de l'Organisation des Nations Unies, qu'il s'agisse de lutter contre le réchauffement de la planète, d'élaborer le programme de développement pour l'après-2015 ou de mettre en œuvre l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, lancée par le Secrétaire général. La Tunisie est aussi déterminée à appuyer toutes les politiques

visant à instaurer la paix dans le monde, en particulier dans sa région – l'espace arabe dont nous sommes partie intégrante, et l'espace africain dans lequel nous nous investissons avec force afin de rattraper le passé et de participer à sa renaissance tant attendue, qui nous emplit de fierté.

La Tunisie vit sa transition au cœur d'une région en proie actuellement à d'importants troubles politiques, dont les incidences ne manquent pas de nous affecter. Les groupes armés extrémistes transfrontières nous prennent violemment pour cible depuis le début de la révolution en nuisant à notre appareil sécuritaire – ce qui a coûté la vie à nombre de nos soldats et membres du personnel des services de sécurité – dans le but déclaré de faire avorter le processus démocratique et d'imposer une autre voie que la majorité écrasante de notre peuple rejette.

L'instabilité en Libye est source de préoccupation pour nous, car la stabilité de ce pays frère et voisin affecte directement notre stabilité. Notre espoir est que nos frères en Libye s'engagent dans la voie du dialogue national en vue de construire un État stable et démocratique, un État développé, loin de toute intervention militaire extérieure qui ne ferait qu'aggraver davantage la situation. Tous les sages à l'intérieur ou à l'extérieur de ce pays savent qu'il faut favoriser un règlement politique pacifique et appuyer tous les efforts visant à dégager le consensus national le plus large possible pour garantir la sécurité et l'unité de la Libye et en faire une oasis de stabilité et de prospérité. C'est ce que nous désirons ardemment pour nos frères et voisins auxquels nous lient depuis très longtemps des relations solides.

Nous observons avec une vive préoccupation la montée de la violence dans l'ensemble de la partie orientale du monde arabe, où elle a atteint un degré de brutalité sans précédent avec les décapitations, les exécutions de prisonniers et ces mains que l'on coupe. Nous condamnons avec force cette violence épouvantable et en particulier les attaques contre nos frères chrétiens et contre toutes les minorités religieuses, qui sont partie intégrante de notre histoire et de notre civilisation arabo-musulmane. Nous nous démarquons de cette violence et nous nous en indignons, d'autant que ces groupes se réclament de l'islam et prétendent parler au nom d'Allah, le clément, le miséricordieux, ce Dieu qui a dit dans le Coran que quiconque tue sans raison une âme aura tué tous les hommes et quiconque sauve une âme aura sauvé tous les hommes. Combien de fois les extrémistes ont-ils

tué toute l'humanité ces derniers mois, sachant que l'écrasante majorité des victimes de la violence aveugle pratiquée par les groupes extrémistes sont des Arabes et des musulmans? Rien ne saurait justifier cette violence qui a atteint des niveaux terrifiants, et rien ne saurait pardonner de tels actes abjects. Nous condamnons une fois de plus les exécutions de prisonniers, qu'ils soient arabes et musulmans, ou occidentaux – français ou américains. Nous sommes tous des êtres humains et nous appartenons tous à l'humanité. Et nous cherchons à comprendre ce phénomène afin de nous attaquer à ses causes profondes.

La violence et la contre-violence dont nous sommes les témoins aujourd'hui sont le résultat cumulé de cinq décennies de politiques tyranniques mal inspirées, qui ont privé les personnes de leurs droits et libertés fondamentales, et qui ont fait que les richesses s'accumulaient d'un côté, et la pauvreté se creusait de l'autre; des politiques qui ont cherché à mettre la religion au service de la politique, mais le tour de passe-passe s'est retourné contre ceux qui les défendaient. Les organisations qui ont porté l'extrémisme et la violence à des niveaux sans précédent dans la région représentent aujourd'hui un danger énorme non seulement pour certains régimes, mais aussi pour des États, pour la civilisation arabo-musulmane même, et pour la paix dans le monde. C'est pourquoi il s'agit d'un problème autrement plus grave dont on ne saurait confier le règlement uniquement à la police et à l'armée. C'est fondamentalement une bataille de valeurs, de visions et de projets qui ne peut être remportée que par l'adoption de politiques audacieuses qui tiennent compte de tous ces aspects. Ce dont nous avons le plus besoin, c'est de régimes en phase avec leurs peuples; des régimes qui libèrent tous les prisonniers politiques; qui dialoguent avec tous les éléments modérés et attachés à l'action pacifique de l'échiquier politique national; qui acceptent de partager le pouvoir; qui mettent l'économie au service de la majorité; qui diffusent un enseignement favorisant l'ouverture des esprits; qui portent haut l'étendard des valeurs combinant projet libérateur dans le cadre de la culture arabo-musulmane et droits de l'homme qui nous lient à toutes les nations. Seules de telles politiques sont susceptibles de rassembler et de mobiliser des sociétés qui exècrent l'idée d'un retour à la dictature, surtout lorsque celle-ci exploite la religion; qui veulent vivre dans la sécurité; et dont le seul souci est l'amélioration du niveau de vie et la création de perspectives pour les générations montantes.

Pendant des décennies, certaines des grandes puissances ont soutenu des régimes despotiques dans notre pays, sous le prétexte de maintenir la stabilité. Pour que les mêmes problèmes ne se reproduisent pas, elles doivent aider à la réconciliation interne. Le recours à des solutions militaires peut aboutir à des guerres qui n'ont pas de sens et mettent le monde entier en danger. Nous demandons par conséquent la levée du blocus de Gaza pour permettre la construction d'un port et d'un aéroport, ainsi que non seulement l'ouverture des frontières mais aussi la réalisation du droit politique du peuple palestinien à un État indépendant, sûr et géographiquement d'un seul tenant. Les Gazaouis qui n'ont plus de toit en appellent à notre conscience pour reconstruire Gaza et faire en sorte que les enfants retournent en classe et sur les terrains de jeu. Nous prions Dieu pour que cesse le cauchemar du peuple syrien, avec le départ du dictateur et la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

La Tunisie, en tant que Membre de l'ONU, comprend combien il importe que l'Organisation soit capable de relever des défis aussi gigantesques. Nous souscrivons à l'idée d'accorder le statut de membre permanent du Conseil de sécurité à l'Allemagne, au Brésil, au Japon et à l'Inde, puis à un pays africain, pour que l'organe soit mieux à même de s'occuper du monde d'aujourd'hui, qui n'est plus le même que celui qui existait à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette guerre s'est achevée sur la défaite du fascisme, de la dictature et du nazisme et, par la suite, celle du totalitarisme communiste. Le monde s'est démocratisé très vite et à grande échelle, mais il est à présent menacé par des problèmes climatiques, économiques et politiques. Pour s'y attaquer, chaque pays doit préserver ses avancées et créer les mécanismes nécessaires en matière de prévention et de protection et aux fins d'assumer ses obligations.

Il est bon que nous disposions de la Cour pénale internationale (CPI) pour condamner les despotes qui bafouent les droits de leur peuple; toutefois, nous devrions également pouvoir compter sur un outil qui les empêche de survivre et de rester au pouvoir. À cet effet, la Tunisie a proposé d'établir une juridiction constitutionnelle internationale qui pourrait conseiller tous les peuples libérés et prononcer des arrêts contre les élections illégitimes et truquées qui portent au pouvoir par la force, ce qui va clairement à l'encontre de la légitimité internationale et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette idée a été bien accueillie dans les milieux universitaires et les colloques internationaux.

Nous appelons une fois de plus à soutenir la création de telles institutions démocratiques afin que cette proposition puisse être soumise au Comité juridique.

Nous espérons qu'une telle juridiction internationale pourra voir le jour et nous permettre de dissuader les despotes, de promouvoir la liberté et la démocratie et d'éliminer les sources de violence et de conflit. J'espère que l'établissement d'une telle juridiction ne prendra pas des décennies, comme ce fut le cas pour la CPI, et nous espérons que Tunis, notre capitale, aura l'honneur d'accueillir le siège de l'une des institutions des Nations Unies, qui ont jusqu'à présent été la chasse gardée des pays avancés de l'hémisphère nord. Il est grand temps d'envisager de donner aux villes libérées du Sud la possibilité d'accueillir de telles institutions.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République tunisienne de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Moncef Marzouki, Président de la République tunisienne, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Santos Calderón (parle en espagnol) : Tout d'abord, je tiens à exprimer les félicitations du Gouvernement colombien à M. Kutesa pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale, et à l'assurer que la Colombie souscrit à ses efforts visant à promouvoir un programme de développement pour l'après-2015 qui permette de relever les défis qui se posent actuellement à l'humanité. Il convient que les objectifs de développement durable récemment adoptés

à l'issue de négociations ouvertes, transparentes et inclusives soient au centre de ce programme.

Dans un monde perclus de mauvaises nouvelles, de guerres, de terrorisme et de maladies, je veux apporter une lueur d'espoir à cette Assemblée, l'espoir de parvenir à instaurer la paix en Colombie après plus d'un demi-siècle de conflit. Si nous atteignons cet objectif, que les Colombiens poursuivent sans succès depuis si longtemps, alors il y a lieu de croire que la paix peut advenir partout dans le monde, si difficiles que puissent paraître les circonstances à l'heure actuelle. Aujourd'hui, je peux dire à la communauté internationale que nous sommes plus près que jamais de parvenir à cette paix. Le processus que nous menons depuis deux ans à La Havane avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) est sérieux, réaliste, crédible et efficace et produit des résultats concrets.

Nous nous sommes entendus sur un programme composé de cinq grands points, sur trois desquels nous avons à présent trouvé un accord : le développement rural intégral, la participation politique et le problème des stupéfiants. En ce qui concerne le développement rural, nous sommes convenus de réaliser des investissements sans précédent sur le plan agricole, d'œuvrer à ce que les paysans sans terre aient accès au sol et d'améliorer le bien-être des ménages ruraux. S'agissant de la participation politique, ce que nous cherchons à réaliser est très simple : élargir notre démocratie afin d'édifier la paix et de promouvoir l'engagement des citoyens, et rompre pour toujours le lien entre politique et armes. Pour ce qui a trait à la lutte contre les stupéfiants, nous avons décidé de continuer à démanteler les structures mafieuses du trafic de drogues, de lancer un vaste programme national de remplacement des cultures et de développement de substitution et de traiter le problème de la consommation dans une perspective de santé publique. Aux termes de ce pacte, les FARC s'engagent également à contribuer résolument au règlement définitif du problème des drogues illicites et à rompre tout lien avec ce phénomène.

Une Colombie sans coca et sans conflit était un rêve impossible il y a à peine quelques années, ou quelques décennies. Aujourd'hui, je peux dire à l'Assemblée qu'il s'agit d'une possibilité bien réelle. Qui aurait pu l'imaginer? Nous entamons désormais les discussions sur les deux dernières questions de fond : les victimes et la fin du conflit. Cette guerre a laissé derrière elle des millions de victimes qui n'avaient jamais été écoutées

et qui sont aujourd'hui au cœur du processus. Nous œuvrons à la réalisation de leurs droits – leurs droits à la justice, à la vérité, aux réparations et à la garantie que ces actes ne se reproduiront pas. Mais nous œuvrons avant tout à ce qu'il n'y ait plus aucune autre victime.

Dans un processus sans précédent, je crois, dans l'histoire du monde, les représentants des victimes sont en train d'exposer leur situation, leur souffrance et leurs attentes devant les négociateurs du Gouvernement et de la guérilla. Parce que les victimes sont les premiers concernés et les principaux bénéficiaires de la paix que nous recherchons. Constanza Turbay, qui incarne le courage et la valeur de nos femmes, elle qui a perdu presque toute sa famille aux mains de la guérilla, a pu regarder ses bourreaux dans les yeux et les entendre exprimer un repentir sincère. Comme elle l'a elle-même dit, « les victimes subliment leur douleur en espoir de paix ». Une autre femme, Juanita Barragán, qui a passé plusieurs années de son enfance dans les rangs des FARC, a pu, à La Havane, dire à ses anciens chefs : « S'il vous plaît, n'acceptez plus que les enfants se battent pour votre guerre ». Aujourd'hui, elle veut devenir avocate et défendre les enfants. Autant de récits, autant de voix qui sont enfin entendus aujourd'hui.

Nous avons également mis en place une sous-commission, dont la composition inclut des représentants de l'armée et de la police en activité, afin de commencer à étudier la manière dont devront se dérouler le processus de cessez-le-feu bilatéral et définitif et le processus de démobilisation et de désarmement des guérilleros une fois qu'aura été signé l'accord final. Ainsi, je peux aujourd'hui affirmer à la communauté internationale que la Colombie a accompli des progrès majeurs dans ses efforts pour mettre fin au conflit armé qui nous a fait tant de mal et qui, inévitablement, a affecté la région et le monde.

Lorsque commencera la phase d'après-conflit, nous serons confrontés à des défis immenses pour réinsérer les démobilisés, garantir la présence de l'État dans les zones touchées par le conflit et assurer la sécurité de nos concitoyens. Il sera indispensable alors que la communauté internationale nous apporte son appui et son concours, que nous demandons dès aujourd'hui. Dans ce cadre privilégié, je voudrais remercier les très nombreux pays et organismes multilatéraux, notamment l'ONU, pour leur engagement au processus de paix et leur disponibilité à apporter leur aide le cas échéant, non seulement maintenant mais également lors de la mise en œuvre des accords et pendant la phase d'après-conflit.

Je l'ai déclaré le 7 août pendant mon discours d'investiture, lorsque j'ai entamé mon second mandat de Président de la Colombie, et je le répète aujourd'hui devant les nations du monde. Tandis que se multiplient dans le monde les scénarios de conflit, la Colombie aspire à transmettre une bonne nouvelle à l'humanité, avec l'annonce de la fin du dernier conflit armé de l'hémisphère occidental. Si nous réussissons, comme nous l'espérons ardemment, nous aurons à cœur de partager notre expérience avec d'autres pays. Nous sommes certains que notre parcours aura valeur de modèle et de source d'espoir pour les autres pays en conflit dans le monde.

En Colombie, nous recherchons la paix parce que la souffrance de nos compatriotes nous fait mal. Nous ne voulons plus de victimes, ni de femmes et d'enfants entraînés dans la guerre. C'est pourquoi nous comprenons la douleur et sommes solidaires des peuples si nombreux qui souffrent aujourd'hui de la guerre et qui subissent des atrocités sans nom, sous les yeux – il faut le dire – de la communauté internationale impuissante. Nous ne sommes pas sourds à la souffrance de ceux qui vivent aujourd'hui dans des pays et régions comme la Syrie, l'Iraq, la Libye, le Sahel ou l'Ukraine. Nous condamnons le terrorisme implacable de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Nous ne sommes pas indifférents à la souffrance de toutes ces familles en Palestine et en Israël, victimes des affrontements armés, pas plus qu'aux pertes en vies humaines dues aux épidémies, comme celle d'Ebola en Afrique.

À l'approche du soixante-dixième anniversaire de l'Organisation, nous nous trouvons à un moment déterminant pour la consolidation du système international qu'incarnent les Nations Unies. Le plein respect du droit international et des principes et objectifs énoncés dans la Charte est indispensable pour trouver des solutions durables qui permettront de surmonter les conflits et de progresser sur la voie de la satisfaction des aspirations légitimes de la population. Il est impératif dans les situations de conflit de rétablir les principes éthiques fondamentaux de la condition humaine et de faire en sorte que les enfants, les femmes et les civils échappent à cette tragédie.

La Colombie privilégie la recherche de règlements politiques négociés. Aujourd'hui, nous devons poser des questions non pas rhétoriques mais concrètes. Pourquoi certains sont-ils opposés à la paix? Pourquoi certains considèrent-ils que la guerre est la seule issue? Peut-être parce que, sans la guerre, ils perdraient leur pouvoir,

eux qui se sont tant accoutumés à vivre et à s'enrichir de la guerre qu'ils ne peuvent plus imaginer leur vie sans elle. Nous devons persuader les chantres de la guerre, les convaincre qu'ils se fourvoient, et les convertir en champions de la paix. Nous nous y employons en Colombie et nous devons nous y employer dans tous les endroits de la planète. L'Organisation des Nations Unies a été créée précisément pour prévenir les conflits et rechercher la paix.

L'un des moteurs des conflits, en Colombie comme dans le monde entier, est indéniablement le trafic de stupéfiants. La Colombie a encouragé une discussion sérieuse, technique et objective sur les méthodes et les résultats de ce qu'on a appelé la guerre contre la drogue – guerre qui n'a pas été gagnée, même si nous avons obtenu quelques résultats au niveau de notre hémisphère. La semaine passée, à l'occasion de l'Assemblée extraordinaire de l'Organisation des États américains (OEA), au Guatemala, nous sommes parvenus à nous entendre sur une position commune de notre hémisphère et avons adopté une résolution qui montre que nous pouvons avancer ensemble dans cette tâche. Ces résultats nous permettront d'être mieux préparés pour réaliser des progrès à la session extraordinaire sur le problème mondial de la drogue qu'organisera l'ONU en 2016.

Le mois dernier, dans le discours inaugural de mon second mandat, j'ai présenté aux Colombiens une vision qui guidera nos actions, à savoir faire de la Colombie d'ici à 2025 un pays où règnent la paix et l'équité et où le niveau d'éducation sera le plus élevé d'Amérique latine. Cette vision nous rapproche d'ailleurs de ce que seront les objectifs de développement durable pour l'après-2015, des objectifs ambitieux qui tiennent compte des problèmes les plus pressants de l'humanité sur les plans social, économique et écologique.

La période économique favorable que traverse la Colombie, les progrès enregistrés dans les indicateurs sociaux, en particulier dans la lutte contre la pauvreté et dans la création d'emplois, de même que le processus de paix lui-même nous permettent de croire qu'il est possible de concrétiser cette vision. C'est la Colombie qui est en train de vaincre la pauvreté, qui a récupéré son territoire, qui se hisse aux rangs mondiaux les plus élevés et qui réussit à mettre en œuvre des politiques sociales visant une meilleure équité, qui est également en quête de paix.

J'imagine pour l'Amérique latine et les Caraïbes la même chose que ce que j'imagine pour mon pays : que

nous formions une région où règne la paix et jouissant d'une meilleure équité et d'une meilleure éducation; une région qui assure la transition des économies fondées sur les ressources vers des économies fondées sur les connaissances; une région où l'esprit d'entreprise et l'innovation sont les moteurs du développement; une région dotée d'entreprises socialement et écologiquement responsables qui transformeront notre avenir.

Comme je l'avais déjà dit en 2010 devant cette Assemblée (voir A/65/PV.15), cette décennie devrait être celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Je lance de nouveau, devant le monde entier, un appel à ma région, l'Amérique latine et les Caraïbes, pour que nous maintenions le cap. Je demande instamment à la communauté internationale de mettre tout en œuvre – je dis bien tout – pour que le sentiment d'humanité triomphe de la guerre. Nous sommes déboussolés lorsque nous voyons les tragédies s'abattre sur l'humanité sans que cela nous émeuve, sans que le monde se réveille et prenne des mesures décisives pour y remédier. Nous ne pouvons pas nous départir de notre capacité à nous étonner devant la guerre. Il est temps de se réveiller. Il est temps d'agir.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hery Martial Rajaonarimampianina Rakotoarimanana, Président de la République de Madagascar

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Madagascar.

M. Hery Martial Rajaonarimampianina Rakotoarimanana, Président de la République de Madagascar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hery Martial Rajaonarimampianina Rakotoarimanana, Président de la République de Madagascar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajaonarimampianina Rakotoarimanana : Comme mes prédécesseurs, je voudrais tout d'abord, au nom de la délégation de la République de Madagascar et en mon nom propre, adresser à S. E. M. Sam Kahamba Kutesa, toutes nos félicitations pour sa brillante élection en tant que Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Elle fait honneur à son pays, la République de l'Ouganda, tout en étant la fierté du continent africain tout entier.

Je voudrais ensuite saluer le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour son engagement en faveur de la paix et du développement dans le monde et pour ses actions à la tête de l'Organisation. Je saisis par ailleurs l'occasion de cette tribune pour lui réitérer de façon solennelle, à lui et à son équipe, la gratitude du peuple malgache pour l'attention particulière et les moyens que le système des Nations Unies a mobilisés pour contribuer à l'aboutissement du processus de sortie de crise à Madagascar. Nous lui sommes aussi reconnaissants pour le rôle important que les Nations Unies continuent d'avoir aux côtés de Madagascar et de son peuple. J'étends naturellement cette reconnaissance à l'ensemble de la communauté internationale, dont l'accompagnement a été déterminant dans le règlement pacifique de la crise malgache.

En faisant le choix du retour à l'ordre constitutionnel par la voie des urnes, le peuple malgache a confirmé son attachement à la stabilité et à la sécurité. En agissant ainsi, il participe à la construction de la paix et de la sécurité dans la région et, partant, dans le monde. Forts de ces valeurs, nous avons fait de la réconciliation nationale, qui est le socle de la cohésion sociale, la pierre angulaire de notre politique de développement. Nous sommes convaincus que sans paix sociale il ne peut y avoir de développement, et réciproquement. Nous avons d'ores et déjà marqué des étapes importantes dans ce processus, et nous entendons bien avancer. Mais nos moyens ne sont pas encore à la mesure de l'envergure des tâches à abattre. C'est la raison pour laquelle Madagascar souhaite accéder au Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies.

Cinq pour cent de la biodiversité mondiale se trouvent à Madagascar. Il nous incombe par conséquent la responsabilité de préserver cette richesse et d'en assurer une meilleure gestion pour nos générations futures. Dès le lendemain de ma prise de fonctions, en janvier dernier, j'ai déclaré la guerre aux trafiquants de bois de rose ainsi qu'à tous ceux qui s'adonnent au

commerce illégal des espèces protégées. L'instauration d'une bonne gouvernance forestière a été le premier acte de toute une série de mesures concrètes prises à ce titre. Un comité interministériel chargé de l'assainissement de la filière a été mis en place. Les autorités sont à pied d'œuvre pour concrétiser la politique de tolérance zéro contre les trafics de tous genres liés aux ressources naturelles et espèces protégées. En dépit des efforts que nous déployons, toutefois, force est de reconnaître que des trafiquants parviennent encore à déjouer les mesures de surveillance en raison de l'insuffisance des moyens dont nous disposons face à des trafiquants suréquipés.

L'emplacement stratégique de Madagascar dans la zone de l'océan Indien, au carrefour de différentes routes maritimes vitales pour les échanges mondiaux, implique la préservation de l'environnement de nos zones de pêche ainsi que de nos réserves marines. Les risques sont élevés en matière de piraterie, de terrorisme et de trafics en tous genres. Des mesures doivent être prises à cet égard dans le cadre d'une coopération internationale active pour protéger cette zone.

L'État malgache a également porté la surface des aires protégées à plus de 10 % du territoire national, soit au moins six millions d'hectares, avec la collaboration de ses partenaires. Un reboisement à grande échelle en vue de pérenniser la production des bois d'œuvre et des bois d'énergie est inscrit dans l'agenda des engagements du Gouvernement. Nous renforçons aussi notre arsenal juridique en ratifiant plusieurs accords multilatéraux environnementaux, comme l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention de Minamata sur le mercure.

Après plus de cinq années de crise politique assortie de sanctions et de mesures suspensives de toutes sortes, il est clair que la majorité des objectifs du Millénaire pour le développement ne seront malheureusement pas atteints en 2015 pour Madagascar. Toutefois, le pays s'est engagé à recentrer son développement sur la population et a entamé des projets importants dans certains secteurs clefs comme l'éducation, la santé, l'emploi, la sécurité, l'accès aux nouvelles technologies de l'information et des communications, sans oublier les infrastructures. Ainsi, la scolarisation des filles a largement dépassé celle des garçons. De même, l'insertion scolaire et socioprofessionnelle de près de 500 000 enfants et jeunes pour l'année 2014-2015 a pu être menée. Plus d'une centaine de centres de santé de base viennent d'être ouverts ces derniers mois à travers

le pays. Au titre de la lutte que nous menons contre le paludisme, les efforts déployés par Madagascar dans la lutte contre cette maladie ont été reconnus au niveau continental dans le maintien à au moins 95 % de la couverture annuelle des ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide à effet durable et dans la campagne d'aspersion intradomiciliaire, outils les plus importants dans la prévention du paludisme. Par ailleurs, Madagascar reste très solidaire du combat que le monde mène aujourd'hui contre l'Ebola.

Au plan de la sécurité, des résultats tangibles ont été obtenus ces derniers mois avec l'opération « Coup d'arrêt », qui vise à éradiquer les vols massifs de zébus dans le sud et l'ouest du pays. Par ailleurs, le retour de Madagascar au sein de l'African Growth and Opportunity Act (loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique) devrait imprimer un nouvel élan dans le tissu économique et social malgache avec la création massive d'emplois.

Les enjeux du changement climatique sont énormes pour Madagascar, puisque notre économie est basée sur des secteurs de développement sensibles au changement climatique. Les chiffres sont éloquentes à cet égard : 75 % de la population malgache vit en milieu rural, dont 4 millions de personnes dans des régions vulnérables, et 28 % de la population rurale est en état d'insécurité alimentaire. Si nos moyens pour atténuer les effets négatifs du changement climatique sur les activités socioéconomiques du pays sont insuffisants, nous avons toutefois pris des mesures. Elles consistent en l'élaboration de cadres juridiques comme la Politique nationale de lutte contre le changement climatique, la Stratégie nationale du Mécanisme de développement propre et la mise en place d'une politique de transition énergétique qui trouve son fondement dans les énergies renouvelables. Il y a aussi la mise en œuvre du Plan des actions nationales d'adaptation et la création des différentes structures de coordination des activités liées au changement climatique.

Nous adhérons entièrement au thème de cette session, à savoir « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 ». Notre pays est déterminé à créer les conditions de la mise en place d'une nation prospère et moderne. Et c'est tout le sens des actions que nous avons engagées autour des principes de la transparence, de la bonne gouvernance, du respect des droits d'autrui, de la démocratie et des droits de l'homme. Dans cette vision d'une nation moderne et prospère, notre objectif majeur

est de sortir la population de sa situation de précarité. Pour ce faire, nous avons décidé une politique d'amélioration de la production pour augmenter la productivité et développer un secteur agricole performant. Cela permettra de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, et cela permettra aussi à Madagascar de devenir le pivot de la sécurité alimentaire dans l'océan Indien.

Nous avons aussi décidé la mise en œuvre de grands travaux d'infrastructures publiques. Il s'agit de travaux structurants, de construction d'autoroutes, de routes et d'ouvrages d'art, d'embellissements et de construction de bâtiments et de barrages hydrauliques, d'assainissement en eau, sans oublier le secteur de l'énergie. À cet égard, nous développons un partenariat innovant en matière de structures de financement et de partenariats. Outre les financements classiques émanant des bailleurs de fonds traditionnels, nous avons en effet recours au système de partenariat public-privé. Il s'agit d'établir un partenariat mutuellement bénéfique, aussi bien pour les Malgaches que pour les investisseurs. Une attention particulière est portée aux dossiers favorisant l'embauche des jeunes, et les entreprises remplissant les conditions demandées bénéficieront de mesures incitatives fortes et d'avantages fiscaux.

L'autre secteur prioritaire est le tourisme. Les infrastructures touristiques sont encore faibles en quantité, et elles sont à développer. Madagascar aujourd'hui est naturellement la destination opportune pour investir, notamment dans des secteurs porteurs. Nous devons relever les défis de la croissance et faire en sorte que les actions gouvernementales aient un impact positif et palpable sur le quotidien des 22 millions de Malgaches dans le cadre d'un développement inclusif et durable. Madagascar a adopté un programme transformateur pour son avenir. L'élaboration d'un plan national de développement procède de la volonté de l'État d'instaurer les principes de bonne gouvernance et de relance économique. Ce plan national de développement a pour ambition de devenir un référentiel fédérateur du secteur privé avec la société civile, des collectivités territoriales décentralisées, mais également des partenaires techniques et financiers. La mise en œuvre du plan national de développement favorisera la sécurisation et la promotion des investissements nationaux et étrangers, ainsi que l'actualisation des cadres réglementaires s'y rapportant.

Avant de conclure, je réaffirme la détermination de mon pays à renouveler et à renforcer ses engagements en faveur des différentes activités de l'Organisation

des Nations Unies, en sus de la participation effective aux travaux habituels des commissions et aux différentes conférences organisées sous les auspices de l'Organisation. Nous citerons l'implication tous les ans d'éléments de contingents issus de la Gendarmerie nationale, de la Police nationale et de l'Administration pénitentiaire malgaches pour servir au sein de différentes opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique. Plus récemment, le Gouvernement malgache vient de répondre positivement à la demande des Nations Unies d'envoyer 140 éléments d'unités de police constituées pour servir au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.

M^{me} Rambally (Sainte-Lucie), Vice-Présidente, assume la présidence.

Madagascar continue également à plaider pour une représentation équitable au sein du Conseil de sécurité, pour que les pays directement concernés par les crises et les conflits puissent pleinement participer au processus d'adoption des résolutions.

Madagascar aspire à passer rapidement de son statut actuel à celui d'un pays qui se développe et dans lequel grandira une classe moyenne digne qui verra ses revenus progresser pour atteindre rapidement ceux des pays émergents. Je sais que c'est possible et que c'est réalisable. J'ai passé un contrat moral avec le peuple malgache pour parfaire l'utilisation de nos richesses naturelles et de nos ressources humaines pour permettre à notre pays d'accéder à une position solide dans le circuit de la mondialisation, de se reconstruire et de contribuer de manière positive à la résolution des grands problèmes de ce monde.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Madagascar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Hery Martial Rajaonarimampianina Rakotoarimanana, Président de la République de Madagascar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ivo Josipović, Président de la République de Croatie

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Croatie.

M. Ivo Josipović, Président de la République de Croatie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ivo Josipović, Président de la République de Croatie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Josipović (parle en anglais) : Le thème du débat général, « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 », décrit de manière on ne peut plus appropriée notre priorité commune à la veille du soixante-dixième anniversaire de l'Organisation à l'automne prochain. Nous allons préparer la voie à des décisions stratégiques et à des actions concrètes qui devraient mener à des changements complets et radicaux aux niveaux national et mondial.

Les guerres et les conflits armés, les maladies naturelles, les maladies pandémiques, la pauvreté persistante et nombre d'autres menaces actuelles ou potentielles à la vie humaine et aux droits de l'homme persistent. Si nous ne réagissons pas avec force et célérité face à ces périls dès qu'ils se manifestent, nous courons le risque de les voir croître de manière exponentielle et hors de tout contrôle. Plus que jamais auparavant, il nous faut admettre que la sécurité, le développement et les droits de l'homme sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Ils doivent être au cœur du programme de développement pour l'après-2015.

Nous sommes également aujourd'hui les témoins d'un type de discorde dangereuse qui fait craindre le pire, le même type de peur qui a précédé la naissance de l'Organisation. La Charte des Nations Unies est pleine de sagesse : son texte est le résultat de l'expérience du fléau de la guerre et de la misère. Nous devons aujourd'hui retrouver le même degré de détermination que nous avions il y a près de sept décennies et tout faire pour éviter un retour en arrière.

La Croatie est extrêmement préoccupée par la situation en Ukraine. Il ne peut y avoir qu'une solution politique à ce conflit. Les souffrances de la population ne sont hélas que trop familières. La Croatie se fait l'écho de l'appel lancé en faveur de l'arrêt de la violence et d'une solution politique. La Croatie appuie avec force les principes du droit international relatifs à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Nous sommes également très préoccupés par le terrorisme et la violence qui se propagent dans le monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique. L'ampleur des destructions, les pertes en vies humaines et les atrocités sans nom, en particulier celles commises par l'État islamique d'Iraq et du Levant, ne le cèdent en horreur que devant la perspective qu'elles ne vont pas s'arrêter de si tôt ni respecter les frontières, et qu'elles continueront à croître et à dévorer tout ce qui fait notre civilisation. Il faut donc mettre en place une politique de tolérance zéro face au terrorisme et mener un effort mondial concerté. La Croatie appuie tous les efforts déployés actuellement pour former une coalition contre le soi-disant État islamique. Nous sommes prêts à apporter notre contribution aux forces kurdes et iraqiennes.

Par ailleurs, bien que cette tâche soit difficile, il est impératif de parvenir à un accord de paix durable et stable entre Israéliens et Palestiniens. Nous espérons que des efforts sincères et sérieux reprendront en vue de négocier un accord de paix global durable qui jettera les bases de la solution de deux États, coexistant dans la paix et la sécurité, se reconnaissant et se respectant mutuellement, et transformant progressivement le Moyen-Orient tout entier en une région de paix et de coopération.

La situation dans le monde aujourd'hui montre à quel point nous devons veiller à la non-prolifération des armes de destruction massive. À cet égard, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 revêtira une grande importance, et la Croatie espère qu'à l'issue de la Conférence, le Traité se trouvera renforcé. La Croatie se félicite également de l'effort international sans précédent axé sur la destruction des armes chimiques de la République arabe syrienne. Le succès de la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies est la preuve du rôle indispensable des Nations Unies.

Il est vraiment contrariant d'être confronté aux problèmes et aux crises que je viens d'évoquer, quand nous devrions consacrer tous nos efforts à des enjeux comme les changements climatiques, les catastrophes naturelles, ou la pénurie et la dégradation des ressources, en particulier les produits alimentaires et l'eau potable. Ces crises sont liées entre elles. Par conséquent, nous devons prendre des mesures liées entre elles et intégrées pour y faire face. Je le répète : il est impossible de

réfléchir sérieusement au développement durable si la paix et la sécurité ne sont pas garanties.

On aurait pu anticiper, prévenir et même éviter certains conflits si la communauté internationale avait agi avec détermination et au moment voulu. S'il est vrai que c'est à l'État souverain qu'incombe au premier chef la responsabilité en la matière, les organisations régionales et mondiales disposent des outils nécessaires pour aider les États, et elles ont donc l'obligation de le faire. Une méthode efficace à cet égard est la consolidation de la paix, qui nous permet d'aider les sociétés sortant de conflits à se relever. Nous avons acquis une vaste expérience en matière de consolidation de la paix. L'on pourrait mettre à profit cette expérience, y compris celle de mon pays. Par conséquent, nous espérons que le prochain examen de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies permettra de renforcer les connaissances et l'expérience acquise et donnera lieu à de nouvelles idées quant aux moyens d'améliorer le processus global de consolidation de la paix.

Les femmes ont un rôle particulier à jouer dans le maintien de la paix et la promotion du développement. Nous estimons que les femmes ont un rôle particulièrement important à jouer dans les processus de règlement de conflits et dans le développement durable des sociétés sortant d'un conflit. Nous sommes favorables à l'autonomisation économique des femmes en vue de la consolidation de la paix et du développement. C'est pourquoi nous allons organiser le 26 septembre au Siège de l'ONU une réunion de haut niveau sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les efforts de développement durable dans le contexte du relèvement des pays sortant d'un conflit.

Cette semaine, nous avons commencé à examiner la question des changements climatiques, qui est le problème brûlant de notre époque. À cet égard, la Croatie est aussi vulnérable que les autres pays. Les inondations dévastatrices et sans précédent auxquelles nous assistons aujourd'hui en sont la preuve. Hier, nous avons tous réitéré notre engagement de nous montrer audacieux et ambitieux dans notre action face à ce défi mondial, ce qui est à l'évidence très important. La Croatie espère que les conférences qui doivent se tenir prochainement à Lima et à Paris déboucheront sur un accord mondial portant sur des domaines clefs, tels que le financement de l'action climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est l'un des principaux piliers du programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015.

Conscients de la nécessité de faire des progrès, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce travail reste inachevé. La mise en œuvre et l'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement nous ont fait prendre conscience de la nécessité de poursuivre ce processus vital. À cet égard, la Croatie se félicite de ce que nous ayons mis en place, pour les objectifs de développement durable, un cadre véritablement susceptible d'apporter une transformation et centré sur les individus. Ces objectifs sont un investissement fondamental pour notre avenir commun. Nous devons tout mettre en œuvre pour que les objectifs de développement durable deviennent une réalité et appuyer leur mise en œuvre systématique à tous les niveaux. Ces objectifs sont une occasion de parvenir à un développement à long terme que l'humanité ne peut se permettre de manquer. À cet égard, nous comprenons l'importance de la bonne gouvernance et de l'état de droit, qui favorisent le développement durable et en font partie intégrante. Tout le monde a un rôle à jouer : les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires, les médias et diverses parties prenantes.

L'égalité entre tous les êtres humains, indépendamment de leurs croyances, de leur race, de leur sexe, de leur origine nationale, de leur religion, de leurs handicaps, de leur orientation sexuelle ou de toute autre situation est un principe fondamental auquel mon pays attache la plus haute importance. La Croatie appuie pleinement le rôle central que jouent l'ONU et ses mécanismes des droits de l'homme, en particulier le Conseil des droits de l'homme, sur deux volets : développer et renforcer la protection des droits de l'homme et réagir efficacement et en temps opportun aux violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme commises dans le monde entier. Nous sommes fermement convaincus que le développement durable va de pair avec la démocratie, qui doit être abordée de manière globale. Cela dit, il existe un certain nombre de mécanismes internationaux visant à favoriser l'instauration de démocraties stables et le développement durable en éliminant la politique de deux poids deux mesures, l'insécurité et l'impunité. Par conséquent, nous nous joignons à ceux qui ont lancé un appel en faveur de l'adhésion universelle au Statut de Rome et de la compétence universelle de la Cour pénale internationale.

Comme je l'ai déjà indiqué, nous avons récemment assisté à toute une série de catastrophes

naturelles. Avant toute chose, ce type de situations exige l'adoption rapide de mesures aux niveaux national et international en vue de réduire les risques immédiats, et pour les soins aux victimes et la fourniture d'une aide humanitaire. L'apparition des épidémies a également un effet similaire. Un exemple récent à cet égard est l'épidémie à virus Ebola qui s'est déclarée dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. C'est une situation qui exige solidarité et compréhension et qui appelle une riposte immédiate et globale du monde pour faire face à cette crise multiforme, aux dimensions médicales, sociales, économiques et sécuritaires.

La Croatie continuera d'apporter son aide aux personnes les plus vulnérables, d'autant que nous possédons un important savoir-faire en matière de programmes de renforcement des capacités en prévision de crises humanitaires, en matière de sensibilisation aux dangers des mines terrestres et autres engins de guerre non explosés et en matière de services d'accompagnement psychosocial destinés aux victimes de la violence. En outre, je voudrais souligner qu'au printemps dernier, la Croatie a fait preuve de dévouement en s'employant activement à acheminer l'aide humanitaire vers les régions inondées des pays voisins de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, alors que nous devons nous aussi faire face, en Croatie, à de graves inondations et à leurs conséquences. Nous avons tous besoin de plus de solidarité, au niveau mondial et régional.

L'un des objectifs les plus importants de ma présidence a été et demeure de privilégier le dialogue et la coopération plutôt que le conflit pour assurer la sécurité et la stabilité en Croatie et dans tous les autres pays du monde. Je suis fier de dire que la Croatie a parcouru à cet égard beaucoup de chemin.

Au Sommet mondial de 2005, nous avons lancé le processus de réforme du système des Nations Unies. Malgré tous les progrès réalisés, nous n'avons pas encore obtenu de résultats concrets en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité. Par ailleurs, nous aimerions que le Conseil mette davantage l'accent sur la prévention des crises et continue de se concentrer sur les devoirs que lui confère la Charte plutôt que sur des intérêts particuliers. Pour préserver l'autorité, la pertinence et le rôle incontournable du Conseil en matière de maintien de la paix et de la sécurité mondiales, cette réforme doit être globale et effectuée sans plus tarder.

À plusieurs occasions, la Croatie a énoncé sa position sur la réforme du Conseil de sécurité. À notre

avis, il faut augmenter le nombre des membres du Conseil de sécurité aussi bien dans la catégorie des membres permanents que dans la catégorie des membres non permanents, en réservant un siège supplémentaire de membre non permanent aux États d'Europe orientale. L'augmentation du nombre de membres est étroitement liée à la réforme des méthodes de travail du Conseil de sécurité, notamment la question du recours au droit de veto. La Croatie salue et appuie l'initiative visant à mettre en place un code de conduite en vue de la suspension du recours au droit de veto en cas d'atrocités massives.

Dans un autre registre, nous sommes fermement convaincus que la consolidation de l'espace européen ne sera possible que grâce au renforcement de la stabilité et de la sécurité en Europe du Sud-Est. Nous attendons avec impatience le jour où tous les pays de la région seront finalement admis au sein de l'Union européenne. La Croatie a toujours demandé que l'on continue d'accorder une attention particulière à l'Europe du Sud-Est. Les pays de la région ont trouvé de plus en plus de moyens de coopérer et de jeter les bases d'efforts conjoints en vue d'assurer une paix et une stabilité durables, que ce soit dans le cadre des récentes inondations dévastatrices ou pour faire face à un passé difficile, pour faire éclater la vérité et la justice en ce qui concerne les questions liées aux personnes disparues ou pour préparer le terrain à de grands projets d'infrastructure et de transport.

Pour terminer, je voudrais évoquer un élément dont je pense personnellement qu'il est l'un des meilleurs moyens de progresser sur le plan socioéconomique et, par conséquent, de parvenir à la stabilité politique, je veux parler de l'éducation. Pour cette raison, j'appuie fermement l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, qui a été lancée par le Secrétaire général. La connaissance et l'éducation sont des éléments essentiels au sein de toutes les sociétés et font partie des conditions les plus importantes qui permettent de réussir et de parvenir au développement durable. Les disparités en matière de connaissances et en ce qui concerne leur répartition, leur accès et leur application sont aujourd'hui des facteurs déterminants du succès global d'une nation et de son niveau de développement. C'est le meilleur moyen de faire en sorte que le développement mondial aille de pair avec la stabilité et que la paix et la sécurité mondiales soient ainsi plus solides que jamais.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier

le Président de la République de Croatie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Ivo Josipović, Président de la République de Croatie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaullah, Sultan et Yang Di Pertuan du Brunéi Darussalam

La Présidente par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Sultan et Yang Di Pertuan du Brunéi Darussalam.

S. M. le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaullah, Sultan et Yang Di Pertuan du Brunéi Darussalam, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaullah, Sultan et Yang Di Pertuan du Brunéi Darussalam, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaullah (parle en anglais) : Je m'associe aux précédents orateurs pour féliciter M. Sam Kutesa de son élection en tant que Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Je remercie également le Président sortant, M. John Ashe, de l'excellent travail qu'il a réalisé au cours des 12 derniers mois, en particulier de sa contribution au débat sur le programme de développement pour l'après-2015. J'exprime ma profonde reconnaissance aux nombreux fonctionnaires, soldats de la paix et volontaires présents sur le terrain qui travaillent souvent dans des conditions extrêmement difficiles et mettent leur vie en danger.

Il convient également d'exprimer nos remerciements et notre gratitude au Secrétaire général et à son équipe qui appuient sans relâche la cause défendue par cette instance mondiale, notamment en ce qui concerne les problèmes pressants qui ont des effets sur les moyens d'existence et la sécurité de nos peuples. Je lui sais gré également de son appui personnel à l'occasion du cinquième sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de l'ONU, tenu l'année dernière au Brunéi Darussalam.

Cette journée est particulière pour moi, à titre personnel, et pour le Brunéi Darussalam en tant que

pays. Cela fait en effet exactement 30 ans que mon pays est Membre de l'ONU. À l'époque, le monde était divisé par des clivages idéologiques. Aujourd'hui, nous sommes liés par la mondialisation, interdépendants, et en quête d'une démarche unie pour régler les nombreux problèmes rencontrés par l'humanité. Alors que nous nous attaquons à des problèmes anciens et nouveaux, je pense que l'ONU est la mieux placée pour y faire face en bloc. C'est la force de l'Organisation, et cela est aujourd'hui manifeste dans le cadre de nos efforts visant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'échéance fixée pour la réalisation des OMD approche à grands pas et, au Brunéi Darussalam, nous sommes heureux de constater qu'il existe une volonté mondiale concertée et un consensus au sujet de l'élimination de l'extrême pauvreté et de la promotion de la paix et d'un développement durable. Le Brunéi Darussalam contribue activement aux efforts régionaux et internationaux faits en matière de formation et de renforcement des capacités dans le cadre de l'Initiative d'intégration de l'ASEAN et de la coopération établie avec les États-Unis au travers du programme de perfectionnement de l'anglais pour l'ASEAN. Des initiatives semblables ont également été menées au moyen du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique.

Le travail accompli par l'ONU et ses acteurs compétents afin de préparer le terrain pour l'après-2015 est assurément louable. Le fait que nous avons déjà bien avancé dans le contexte de l'initiative en cours est selon moi encourageant. Nous avons également tiré de nombreux enseignements utiles qui nous aideront à poursuivre nos efforts dans les décennies à venir. Il est rassurant de savoir que de vastes consultations ont été tenues pour définir un cadre universel afin d'élaborer et de concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015. J'accueille donc avec satisfaction le nouveau programme de développement et l'accent qu'il met sur l'importance d'un développement humain qui profite à tous, et qui soit durable et axé sur les personnes.

Ces éléments font également partie intégrante du Projet national 2035 du Brunéi Darussalam, dont le but est d'améliorer le bien-être de notre population et de lui garantir une très bonne qualité de vie. Je me félicite aussi qu'il y ait un accord unanime sur l'importance de protéger l'environnement. À cet égard, j'apprécie vivement la tenue du Sommet des Nations Unies sur le

climat afin de mobiliser l'appui pour lutter contre les effets des changements climatiques ainsi que les efforts faits pour que le programme de développement pour l'après-2015 soit dynamique et s'inscrive dans la durée.

Néanmoins, la pleine réalisation de nos nobles aspirations, dans un avenir proche et pour les décennies à venir, se heurte à de nombreux obstacles. La situation internationale et régionale continue d'être menacée par l'instabilité, les injustices, les inégalités sociales et économiques et des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes. Malgré une paix et une stabilité relatives dans le monde, les faits survenus durant l'année écoulée nous rappellent de quelle manière des questions de sécurité complexes peuvent entraîner des troubles et une instabilité qui risquent d'entraver le développement à long terme. Nous sommes extrêmement préoccupés par l'évolution de la situation en matière de sécurité dans de nombreuses régions du monde. Une nouvelle escalade des conflits pourrait entamer la détermination de la communauté internationale à œuvrer de concert pour mener à bien nos initiatives mondiales ainsi que sa capacité de le faire.

Pour sa part, le Brunéi Darussalam participe aux activités de maintien de la paix des Nations Unies, à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban en particulier, et à d'autres missions internationales de surveillance de la paix, telles les activités que nous menons dans le sud des Philippines. Nous restons attachés à ces efforts.

Les perspectives d'ensemble sont encore assombries par des défis d'envergure mondiale, allant des effets du changement climatique aux graves répercussions des pandémies, en passant par l'extrémisme et le terrorisme. Le Brunéi Darussalam est solidaire de la communauté internationale dans sa lutte contre le terrorisme dans toutes ses formes et dans son rejet de l'extrémisme. Nous appuyons tous les efforts déployés aux niveaux régional et international pour lutter contre le terrorisme, et nous continuerons de participer aux initiatives mondiales comme les dialogues interconfessionnels et les dialogues entre civilisations qui visent à promouvoir l'entente, la tolérance et le respect entre communautés mondiales.

J'appelle tous les pays à prendre des mesures concertées visant à faire en sorte que la progression rapide de la mondialisation et de l'interconnectivité profite bien à l'ensemble de nos peuples et de nos communautés. Pour préserver les aspects positifs de la mondialisation, nous devons, en tant que communauté

des nations, œuvrer étroitement ensemble. Nous devons adopter une nouvelle approche en matière de gouvernance et resserrer notre coopération, en particulier s'agissant de régler les nouveaux problèmes qui requièrent une action collective mondiale et une communauté de vues. Je voudrais souligner l'importance d'une approche globale, en particulier s'agissant d'instaurer la paix et la sécurité. La qualité de vie de nos populations ne peut être améliorée davantage que par un développement économique qui profite à tous et le progrès social équitable.

Parallèlement, il ne faut pas que l'ensemble des efforts que nous déployons pour développer nos économies se fassent aux dépens de notre milieu naturel. Il s'agit là de domaines qui exigent de notre communauté mondiale qu'elle renouvelle son engagement, qu'elle noue de nouveaux partenariats et qu'elle fasse preuve de créativité. Je voudrais aussi souligner la nécessité de renforcer nos capacités de gestion des catastrophes. Les catastrophes naturelles qui se font de plus en plus fréquentes et intenses ces dernières années ont infligé d'importantes destructions et posé de graves problèmes de nombreuses communautés dans le monde. L'année dernière, le Brunéi Darussalam a organisé un exercice d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophes pour le personnel militaire de l'ensemble de la région Asie-Pacifique, le premier du genre à se tenir sous l'égide du processus de la réunion des Ministres de la défense plus trois de l'ASEAN. Pendant cet exercice, j'ai trouvé très motivantes l'étroite coopération et l'unité dont ont fait montre les divers participants de différents pays, cultures et expériences, qui s'appliquaient ensemble à apprendre à sauver des vies.

De tels efforts régionaux ne sont qu'un pas modeste. Il importe surtout que les principes fondamentaux de respect et de confiance mutuels, l'abandon des querelles, l'exercice de l'état de droit et de la justice et la promotion de la coopération servent de base au règlement des conflits, afin que nous puissions tous jouir en permanence de la paix et de la stabilité. Dans le même esprit, j'espère aussi que nous arriverons à surmonter nos divergences en vue d'une plus grande ouverture du commerce international.

Tous les efforts que nous déployons pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement seront vains si, dans le même temps, nous n'honorons pas notre engagement à régler les conflits par des moyens pacifiques, tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies. La multiplication des différends et des

menaces à la paix et à la sécurité internationales s'est soldée par des tragédies humaines effroyables, comme la destruction du vol MH17 de la Malaysia Airlines et la grave situation qui règne à Gaza. Quoique les perspectives d'une guerre totale semblent s'éloigner aujourd'hui, la détérioration des situations de conflits, ainsi que des escarmouches et des stratégies du risque calculé maximum ne montrent que trop bien que les menaces de conflit et de violence restent un obstacle à nos aspirations à long terme à un monde meilleur. Pour ce qui est de la Palestine, la liberté et la justice n'ont que trop tardé. Le cycle de souffrances vécues par nos frères et sœurs palestiniens est un exemple frappant de l'insignifiance de nos objectifs de développement en l'absence de paix et de stabilité. Le peuple palestinien doit pouvoir exercer son droit fondamental de vivre dans la dignité et jouir du développement économique. Nous constatons avec satisfaction que le cessez-le-feu actuel est respecté par les deux parties concernées, et je me félicite vivement de l'action qui a été menée par d'autres pays pour que cela soit possible.

Pour ce qui est de l'avenir, je reste optimiste. Je crois toujours fermement que nous avons encore besoin de l'Organisation afin de garantir que les générations futures jouissent d'un avenir sûr et prospère. Le monde a changé radicalement depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, et je suis convaincu que l'Organisation des Nations Unies continuera d'être une source d'espoir. Il importe que tous les États fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour contribuer positivement à l'Organisation.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Sultan et Yang Di Pertuan du Brunéi Darussalam, de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. M. le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzadin Waddaulah, Sultan et Yang Di Pertuan du Brunéi Darussalam, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Zimbabwe.

M. Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Robert Mugabe, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mugabe (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de féliciter M. Kutesa pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Nous sommes fiers de l'honneur que son élection fait au continent africain. Le thème qu'il a choisi pour cette session, « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 », est pertinent, approprié et opportun. Il correspond bien aux efforts que nous déployons pour opérer une transition sans heurt des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable et, plus largement, au programme de développement pour l'après-2015. Nous attendons avec intérêt la tenue d'un débat sincère et complet sur les difficultés que nous continuons de rencontrer aux niveaux national et international dans notre action qui vise à éliminer la pauvreté.

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont contribué à concentrer et mobiliser des efforts de développement à l'échelle mondiale pour enregistrer des progrès dans les secteurs liés aux affaires sociales. Toutefois, en dépit des réalisations notables qui ont été obtenues dans le cadre des OMD, les avancées se sont révélées inégales en fonction des objectifs, des régions et des pays. Dès lors, nous ne pouvons pas donner dans l'autosatisfaction alors que certains pans de la communauté mondiale sont marginalisés, voire laissés au bord de la route. Nous nous réjouissons par conséquent que les objectifs de développement durable proposés reprennent à leur compte les aspects des objectifs du Millénaire pour le développement qui n'ont pas encore été dûment traités. Une partie des buts restant à atteindre concernent la question critique de l'élimination de la pauvreté, qui demeure le plus grand défi à relever au niveau planétaire. Cette question devrait ainsi constituer la première priorité et l'objectif faîtière du programme de développement pour le futur.

Au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe, nous adhérons à l'idée que le programme d'action post-OMD devrait prendre en considération les priorités nationales de développement et que les nouveaux buts fixés devraient mieux rendre compte des conditions locales. À cet égard, le Zimbabwe a adopté sa propre feuille de route économique,

le programme zimbabwéen de transformation socioéconomique durable. Il s'agit d'un programme de développement ambitieux et réalisable qui a pour objectifs une croissance économique inclusive, des emplois décents pour tous, une énergie abordable et fiable, la sécurité alimentaire, une agriculture durable et la mise en place d'infrastructures modernes dont le fonctionnement ne réserve pas de mauvaises surprises. Par l'intermédiaire de ce programme, nous entendons également élargir la base industrielle, ce qui revêt une importance cruciale pour parvenir à un développement général durable de notre pays sur les plans économique et humain. Nous continuons d'encourager vivement la mise à profit de nos ressources diverses et abondantes par l'intermédiaire de la valorisation et de la valeur ajoutée. En conséquence, nous comptons que les propositions énoncées au titre des objectifs de développement durable, qui complètent ces éléments de nos aspirations nationales, seront entérinées et intégrées dans le programme de développement pour l'après-2015.

La meilleure façon d'assurer la justice sociale, la stabilité politique et le développement durable dans les pays africains consiste à favoriser véritablement et de façon déterminée l'appropriation des moyens de production en faveur des pauvres, qui forment le plus gros de la population. Au Zimbabwe, mon gouvernement a beaucoup œuvré pour poser les bases d'une production alimentaire durable par le truchement de notre programme de réforme foncière. La majorité des ruraux se sont vus donner les moyens de prendre une part active à la sécurité alimentaire des ménages et du pays. Le fait de posséder et d'exploiter des terres les a également rendus maîtres de leur propre destin, conférant ainsi un vrai sens à notre indépendance nationale et à notre souveraineté incontestée.

Parce que le Zimbabwe se préoccupe de l'autonomisation économique de sa population, il fait dorénavant l'objet des machinations diaboliques de pays occidentaux, à savoir les États-Unis et les États membres de l'Union européenne, qui persistent à appliquer des sanctions unilatérales et illégales sous couvert de politique étrangère pour atteindre des objectifs politiques à court terme, en particulier un changement de régime. La recherche d'un tel renversement procède d'une politique malfaisante et illicite d'ingérence dans les affaires intérieures de mon pays, et rien de bon ne peut découler d'une entreprise consistant à saper notre économie et à priver nos citoyens de leurs moyens de subsistance. Je pose la question : pourquoi les Zimbabwéens devraient-ils continuer de souffrir sous le

joug américain et européen de sanctions injustifiées et contraires au droit? Ces sanctions malveillantes battent en brèche les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et devraient être condamnées par la communauté internationale. Nous demandons une fois de plus leur levée immédiate et sans condition.

Nous sommes une nation pacifique et éprise de paix et nous sommes prêts à engager un dialogue constructif en vue de relations mutuellement bénéfiques. Tous ceux qui persistent à faire preuve de mauvaise volonté à notre égard, nous les invitons à renoncer à leur hostilité fondée sur des considérations hégémoniques, à revoir leurs positions dures et cruelles et à entamer un nouveau chapitre dans leurs relations avec nous, sur la base du respect mutuel et de la coopération amicale.

Afin de faciliter la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, nous appelons à une réforme diligente des institutions de Bretton Woods, notamment leurs structures de gouvernance. Il est grand temps de remédier au déficit démocratique de ces institutions et de les rendre plus légitimes. Ces réformes doivent refléter les réalités actuelles et permettre la participation pleine et active des pays en développement dans la prise de décisions et l'élaboration de normes.

Le Zimbabwe est convaincu que l'ONU devrait favoriser le dialogue pour la paix, l'état de droit et l'entente entre les États. La paix, la sécurité, la stabilité et le bien-être de l'Afrique et de notre sous-région sont pour nous vitaux. En Afrique, l'Union africaine travaille sans relâche à promouvoir la paix en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, en République centrafricaine et en Somalie. La communauté internationale doit rester intensément impliquée et appuyer l'Afrique dans le maintien de la paix et de la stabilité, en répondant ainsi aux besoins qu'elle a de renforcer ses capacités de maintien de la paix au moyen de formations et d'un appui logistique et financier. L'Afrique reste également saisie de la question du Sahara occidental, dernier vestige du colonialisme en Afrique. L'ONU ne doit pas se soustraire à sa responsabilité de veiller à ce que le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination puisse être exercé.

Nous continuons d'assister aux souffrances et aux persécutions du peuple de Palestine aux mains d'Israël. Nous avons assisté au meurtre de sang-froid de femmes et d'enfants dans les refuges où ils cherchaient à se mettre à l'abri des bombes d'Israël. Nous avons assisté à la destruction brutale et aléatoire des infrastructures de la bande de Gaza. Et tandis que ces actes odieux

étaient perpétrés par Israël, le monde dit civilisé gardait un silence assourdissant. Alors nous demandons : pourquoi?

Une paix durable au Moyen-Orient ne pourra être réalisée qu'au moyen d'une solution à deux États, fondée sur les frontières de 1967. Toute autre manœuvre visant à modifier les réalités démographiques par des activités d'implantation ou par l'emploi de la force ne peut que prolonger les souffrances des Palestiniens.

En conclusion, il importe, à mesure que nous avançons, de mobiliser la volonté politique nécessaire pour créer un environnement international axé sur le développement, qui facilite l'élimination de la pauvreté et favorise une gestion saine de nos ressources naturelles aux fins du développement économique et social, dans le cadre d'un partenariat mondial véritable et renouvelé.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Zimbabwe de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ollanta Humala Tasso, Président de la République du Pérou

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Pérou.

M. Ollanta Humala Tasso, Président de la République du Pérou, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ollanta Humala Tasso, Président de la République du Pérou, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Humala Tasso (parle en espagnol) :
Mon gouvernement accueille avec grande satisfaction le thème proposé pour le présent débat général – « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 » – en ce qu'il aborde de front les problèmes les plus urgents de l'humanité, comme les inégalités, la faim, la pauvreté, l'injustice et le sous-développement, autant de facteurs engendrant à leur tour des situations que notre communauté des Nations Unies ne peut ni ne doit tolérer. Cette tâche, à

laquelle nous devons nous atteler avec détermination, doit être guidée par les principes de notre Charte mais doit surtout reposer sur le ferme engagement de tous les membres de la communauté internationale. Nos peuples, qui réclament la mise en marche d'un programme de développement mondial réellement porteur de transformation, n'espèrent pas autre chose de notre part.

À cet égard, je voudrais souligner que, compte tenu de l'universalité, de l'exhaustivité et de l'ambition du programme, le consensus réuni jusqu'à présent autour de la définition des objectifs de développement durable du programme pour l'après-2015 constitue un point de départ essentiel à ces fins. En ce sens, je considère que le processus en question mérite notre appui le plus énergique et qu'il devra être pourvu en temps voulu des ressources nécessaires à sa mise en œuvre. En conséquence de quoi, le Pérou appuie énergiquement ce processus et il est convaincu que l'adoption, l'an prochain, du programme de développement pour l'après-2015 permettra d'aboutir à un consensus mondial autour du développement durable. Le processus comptera en outre des mécanismes participatifs de vérification et de responsabilisation qui en garantiront dûment le suivi et la supervision.

Je souhaite insister sur le fait qu'il existe une convergence claire entre les grandes orientations que défend le Pérou dans sa politique publique d'inclusion sociale et les objectifs convenus au sein du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable. Dans les deux cas, la priorité est donnée à des orientations permettant de réduire les inégalités et la pauvreté sous toutes leurs formes et d'éliminer totalement l'extrême pauvreté et la faim. De même, l'accent est mis sur la lutte pour l'égalité des sexes, l'autonomisation de la femme, l'accès à une éducation de qualité et l'élimination de toute forme de violence sexiste et de violence contre les enfants. En outre, l'importance du maintien d'une croissance économique soutenue est soulignée, tout comme sont encouragés les emplois dignes, dans le secteur formel. Ces aspects, entre autres, sont d'une importance fondamentale pour le Pérou.

À cette fin, il est nécessaire de réfléchir sur le type d'État que nous avons aujourd'hui et de déterminer s'il nous permet de progresser et de relever ce défi. Dans le cas du Pérou, il nous plaît de mettre en exergue la réalisation d'un ensemble de réformes de l'État qui entraînent notre progression vers l'accomplissement de ces objectifs. Le Pérou s'emploie avec ardeur à asseoir

et consolider les bases d'un développement durable. Notre pays constitue un exemple clair de la façon dont il est possible, en quelques années à peine, de faire des progrès importants sur cette voie sans tourner le dos aux principes fondamentaux inscrits dans la Charte, comme la paix, la sécurité, les droits de l'homme et le développement. De fait, le Pérou est l'un des pays ayant progressé le plus régulièrement dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dont certains ont même été atteints avant l'échéance fixée à l'année 2015. Ainsi, grâce à la croissance économique et à une politique sociale bien articulée et intégrée, nous avons enregistré des progrès importants dans la lutte contre la pauvreté, nous étant fixé comme objectif pour l'année 2016, qui conclut mon mandat, de réduire le taux de pauvreté à moins d'un cinquième de la population.

En une seule génération, nous avons opéré, au Pérou, une véritable transformation reposant sur la pacification du pays, la consolidation de la démocratie, la stabilité, l'ouverture de l'économie, ainsi que la mise au point et le développement d'une politique d'inclusion sociale. C'est précisément la raison pour laquelle nos aspirations, nos buts et nos objectifs sont de plus en plus ambitieux.

Dans cette perspective, nous envisageons d'être un pays émergent doté d'institutions solides, fier de sa diversité culturelle et des capacités de son peuple. Nous avons considérablement réduit la pauvreté et la malnutrition infantile. Notre pays a mis sur pied une plateforme sociale afin de garantir à tous l'égalité des chances, l'équité, la justice et la sécurité.

Mon gouvernement fait d'extraordinaires efforts à cet égard, et accorde la priorité aux domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité et de la politique sociale. Par le passé, j'ai déjà évoqué l'ensemble des programmes sociaux de première et de deuxième générations que nous avons développés, parmi lesquels l'on peut souligner Qali Warma, un programme de repas gratuits dans les écoles publiques; Juntos, un programme de transferts en espèces assortis de conditions; Pensión 65, un régime de retraite non contributif; et enfin, Beca 18, un programme de bourses d'études. Tous ces programmes s'articulent au sein d'une stratégie multisectorielle qui met au centre de l'action la personne et la famille tout au long de leur cycle de vie. Cette stratégie, que nous appelons « l'inclusion pour la croissance », est destinée non seulement à satisfaire les besoins immédiats de la population vivant dans la pauvreté et la pauvreté extrême, mais aussi à renforcer

les capacités des personnes et à ouvrir de nouvelles perspectives pour tous.

Le Gouvernement péruvien a augmenté chaque année le budget alloué aux investissements dans la politique sociale, qui atteint ainsi des niveaux record. Je peux signaler par exemple que le budget pour 2015 s'est accru de 12 % par rapport à l'année précédente, et qu'environ la moitié de cette hausse est consacrée à l'éducation et à la santé. Le reste a été affecté principalement à l'expansion des programmes sociaux, au développement des infrastructures et à l'amélioration de la sécurité des citoyens, laquelle est une autre grande priorité de mon gouvernement. Face à ce défi, nous procédons à un suivi constant des requêtes des citoyens et organisons l'intervention de l'État afin d'y répondre de manière vigoureuse et efficace dans le but d'instaurer le climat de tranquillité et de confiance dont nos familles ont besoin.

Depuis toujours le Pérou s'emploie à surmonter un autre obstacle au développement : la corruption. À cette fin, nous prenons des mesures drastiques contre tous ceux qui trahissent la confiance du peuple en s'acquittant lamentablement de fonctions publiques. À ce propos, au Pérou, nous sommes en train d'imposer un concept d'éducation et d'éthique publique et politique, censé guider non seulement ceux qui dirigent le pays, mais aussi l'ensemble des citoyens, un accent particulier étant mis sur ceux qui ont l'obligation d'appliquer ou de faire appliquer la loi. Nous envisageons par ailleurs de frapper d'inhabilitation politique à vie les personnes qui se rendent coupables d'actes de corruption dans l'exercice de fonctions publiques.

Je voudrais à présent mentionner un autre des grands défis que nous devons relever, à savoir le problème mondial de la drogue. J'exhorte la communauté internationale à continuer d'approfondir le dialogue et la coopération afin de lutter contre ce fléau. Nous pensons donc qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à ce problème sera l'occasion pour la communauté internationale d'en débattre de concert dans un esprit de coopération. Cette menace est évidemment de portée mondiale et nos réponses doivent l'être. Nous prôtons une stratégie globale comprenant la mise en œuvre de programmes d'activités de substitution et d'appui à l'inclusion sociale. Ainsi, nous récupérerons non seulement les terres, mais aussi et surtout la population.

Toutefois, pour relever ce défi de façon définitive, il faut pouvoir compter sur la participation de tous

les acteurs concernés. La responsabilité commune et partagée des producteurs et des consommateurs, de même que des pays de transit et de financement, doit permettre de définir une stratégie d'ensemble dans laquelle toutes les parties prenantes assumeront leurs responsabilités et adopteront des solutions contraignantes.

Sur le plan économique, l'adoption récente d'un plan national de diversification de la production – destiné à élargir notre base de production, en vue d'une transformation historique de la structure économique du pays et de la création d'emplois formels – vise à renforcer nos capacités et nos ressources grâce à la promotion de l'industrialisation durable, à l'entrepreneuriat et à l'accès aux sciences et aux technologies. Ainsi, nous ajoutons de la valeur à notre production, et rendons durables notre croissance et notre développement.

Nous aspirons à continuer d'élargir et d'approfondir nos liens commerciaux, à poursuivre la consolidation des 17 accords commerciaux en vigueur qui couvrent 95 % de notre commerce extérieur, et à avancer vers la conclusion du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce. La vocation intégrationniste du Pérou est largement reconnue. C'est la raison pour laquelle nous accordons une priorité particulière à tous les espaces de participation, tels que l'Alliance du Pacifique, qui est une initiative en faveur de la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux et de la coopération entre ses membres, de même que l'Association de coopération économique Asie-Pacifique. Cette vocation se réfère également au droit de tous les pays à atteindre le plus haut niveau de développement social, économique et commercial. Par conséquent, nous appelons une fois encore à la levée du blocus économique imposé à Cuba, qui nuit à sa croissance économique, ralentit son développement social et humain, et porte atteinte au bien-être de ses citoyens.

Les relations qu'entretient le Pérou avec ses voisins sont excellentes. Je voudrais mentionner le récent règlement de notre différend maritime avec le Chili, qui a pu se faire grâce au droit international et au principe du règlement pacifique des différends, en plus du fait que l'exécution de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice a été la plus rapide de l'histoire. De façon générale, la manière dont l'ensemble du processus a été mené est un exemple que le Pérou et le Chili donnent au monde entier.

Le Pérou confirme sa participation active au sein de la communauté internationale. À cet égard,

nous accueillerons en décembre prochain la vingtième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À cette occasion, les discours seront certes importants, mais les engagements nationaux seront essentiels. J'affirme aujourd'hui que, pour relever ce défi fondamental, nous devons constituer la plus grande alliance de l'histoire, dont les accords définiront l'avenir de notre civilisation. En tant que pays hôte, j'exhorte les chefs d'État et de gouvernement à maintenir cette volonté politique d'avancer de manière constructive, et à envoyer des délégations ayant le pouvoir de décision. Nous devons non seulement traiter de la question de la capitalisation du Fonds vert pour le climat, mais également concrétiser nos engagements nationaux et faire en sorte que l'accord conclu soit contraignant.

Nous devons être conscients que, pour la première fois, l'humanité est dotée d'une capacité de destruction massive sans nécessité de recourir à l'énergie nucléaire. À cet égard, il est impératif que la communauté internationale prenne conscience que les problèmes internationaux tels que le changement climatique requièrent plus des réponses mondiales que des réponses nationales. Selon une étude réalisée en 2011 par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le réchauffement planétaire, qui se manifeste par des inondations, des sécheresses, la fonte des glaces et le réchauffement des eaux, coûte au Pérou environ 4 % de son produit intérieur brut annuel. Si l'on n'agit pas immédiatement, le coût économique du changement climatique pourrait dépasser 5 % du produit intérieur brut en 2030 et atteindre 20 % en 2050. Le Pérou a par ailleurs ratifié récemment le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, qui entrera bientôt en vigueur, en vue de promouvoir une distribution juste et équitable des bénéfices générés par les ressources génétiques.

Le débat général en cours se déroule dans un contexte complexe marqué par de graves crises politiques, humanitaires et économiques. Nous sommes confrontés à de graves problèmes mondiaux en termes de sécurité internationale et de gouvernance mondiale. La capacité de réaction du Conseil de sécurité face aux diverses crises qui touchent le monde a mis en évidence la nécessité de réformer ses méthodes de travail, notamment en ce qui concerne le droit de veto. Le Conseil de sécurité doit réagir efficacement à ces situations, et il faut pour cela mener une réforme globale prévoyant

l'augmentation du nombre des membres permanents et non permanents, et ce afin de rendre cet organe plus efficace, plus démocratique, plus transparent et plus représentatif.

S'agissant de la question de Palestine, mon gouvernement réaffirme la nécessité de remédier aux causes profondes du conflit dans le cadre de négociations en vue de régler durablement la situation et de mettre un terme au statu quo, et pour permettre aux Palestiniens et aux Israéliens de coexister dans la paix et de prospérer à l'intérieur de deux États aux frontières sûres et reconnues.

La communauté internationale est de plus en plus fréquemment confrontée à des phénomènes qui transcendent les frontières. Je fais référence au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée, au problème mondial de la drogue, à la corruption, à la traite des personnes, à l'exploitation sexuelle, à la traite des garçons, des filles et des adolescents et au trafic d'armes, entre autres. Mon pays ne connaît que trop les conséquences des actes commis ces derniers mois par des groupes terroristes dans le monde entier, et mon gouvernement les rejette dans les termes les plus énergiques.

La lutte contre le terrorisme est une responsabilité que la communauté internationale doit honorer dans la légalité, en respectant pleinement les droits fondamentaux de toutes les personnes et la souveraineté des États. En réaction aux terribles événements qui se déroulent dans diverses régions du monde, le Gouvernement péruvien a exprimé son ferme rejet des actes de terrorisme et de barbarie perpétrés par des groupes extrémistes contre des otages civils innocents et des minorités religieuses et ethniques. Ces actes intolérables méritent la plus ferme condamnation de la communauté internationale.

Le Pérou n'est pas uniquement un pays qui a sa propre histoire; il a également sa propre civilisation. Sa culture fait partie du patrimoine mondial de l'humanité, comme l'a reconnu l'UNESCO. Cela confère une reconnaissance universelle au travail extraordinaire accompli par nos ancêtres, qui ont su harmoniser le développement et l'environnement de manière responsable et créative.

Je termine mon intervention en réaffirmant une fois de plus l'attachement du Pérou à l'élaboration et à la concrétisation du programme pour l'après-2015, qui doit être axé sur les objectifs de développement durable, et en renouvelant mon appel à la mobilisation des moyens de

mise en œuvre nécessaires à cette fin. Dans le contexte de la prochaine Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra à Lima, je réaffirme mon attachement et celui du Gouvernement péruvien aux objectifs de la Conférence, et j'exhorte la communauté internationale à participer activement et de manière constructive au développement durable dans l'intérêt de nos peuples. Le Pérou, berceau de la civilisation inca et capitale internationale de la bonne gastronomie, est prêt à accueillir tout le monde.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Pérou de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Ollanta Humala Tasso, Président de la République du Pérou, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Japon.

M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Abe (Japon) (parle en anglais) : L'humanité est confrontée à des crises graves sans précédent. L'heure est venue de nous unir sous la bannière de l'ONU pour lutter ensemble contre ces crises. Le Japon est déterminé à continuer d'assumer d'importantes responsabilités, en œuvrant de concert avec la communauté internationale.

Le Gouvernement japonais déploie tous les efforts possibles dans le cadre de la lutte contre le virus Ebola. La communauté internationale doit s'unir pour lutter contre cette crise, qui a des répercussions directes sur la paix et la sécurité en Afrique. À cet égard, le Japon, en tant que l'un de ses coauteurs, a fermement appuyé l'adoption de la résolution 2177 (2014) du Conseil de sécurité. Il a également appuyé l'initiative prise par le Secrétaire général, Ban Ki-moon, et S. E. M. Sam Kahamba Kutesa, Président de l'Assemblée générale,

de créer la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola.

À la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenue au Japon l'année dernière, le Gouvernement japonais a annoncé la mobilisation de 500 millions de dollars pour lutter contre les problèmes de santé en Afrique et le lancement de programmes de formation à l'intention de quelque 120 000 prestataires de santé et de services médicaux. En réponse à l'épidémie d'Ebola, nous avons envoyé des experts hautement qualifiés et expérimentés dans les missions de l'Organisation mondiale de la Santé. Nous avons également versé une aide financière de 5 millions de dollars et fournissons pour 500 000 dollars de combinaisons de protection aux travailleurs sanitaires. De plus, nous nous engageons à fournir à l'avenir une assistance additionnelle se chiffrant à 40 millions de dollars. Nous restons prêts à prendre d'autres mesures, et envisageons également d'envoyer d'autres experts en Afrique et de partager un médicament potentiellement prometteur développé par les entreprises japonaises Toyama Chemical et Fujifilm Holdings Corporation, qui pourrait s'avérer efficace pour les personnes ayant été exposées à l'Ebola.

La région du Moyen-Orient est en période de troubles. Plus particulièrement, le Japon considère que les activités de l'État islamique d'Iraq et du Levant – qui s'étend par-delà les frontières nationales et a déclaré de manière unilatérale la création de cet « État » – font peser une grave menace sur l'ordre international. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est empêcher l'extrémisme de s'enraciner, tout en réagissant rapidement face aux crises humanitaires de la région. Dans cette optique, le Japon va immédiatement fournir une aide d'urgence de 50 millions de dollars.

Accordant une grande importance à la stabilité de l'Ukraine, en mars, le Japon a rapidement annoncé une assistance économique de 1,5 milliard de dollars, actuellement mise en œuvre. Nous préparons également un nouveau programme d'aide à la reconstruction de la partie orientale du pays.

L'année prochaine sera un moment historique pour l'ONU. Nous célébrerons son soixante-dixième anniversaire. Lorsque l'ONU a été créée, le Japon se relevait de ses cendres. Depuis, le Japon n'a jamais oublié les horreurs de la guerre. Après la guerre, il s'est engagé à ne plus jamais tolérer les atrocités d'une guerre qui avait fait souffrir tant d'innocents, tant au Japon que dans d'autres pays, et il a de nouveau pris position

en faveur de la paix. Nous nous sommes également engagés sans réserve à assumer les responsabilités inhérentes à un membre de l'ONU, tant au niveau national qu'international.

L'avenir du Japon s'inscrit directement dans l'histoire qui a été la nôtre ces 70 dernières années. Notre engagement à ne plus jamais faire la guerre sera poursuivi et renforcé par les prochaines générations de Japonais. La paix ne prendra racine que lorsque les conflits n'auront plus de place dans nos cœurs et dans nos modes de vie. C'est précisément la raison pour laquelle le Japon continue de mener, partout dans le monde, des actions au niveau communautaire. Le Japon a été et continue d'être une force proactive pour la paix.

Par ailleurs, je souhaite également dire et assurer que le Japon est une nation qui a œuvré à éliminer des cœurs la culture de la guerre. Et il continuera avec acharnement sur cette voie. Dès le milieu des années 80, le Japon a lancé à Gaza un programme de coopération en vue de la mise en valeur des ressources humaines. Plus de 400 responsables administratifs et experts sont allés au Japon suivre un programme de formation intensive. L'un d'entre eux, M. Najjar Osama, jeune cadre de l'Autorité palestinienne de l'énergie et des ressources naturelles, a déclaré :

« Gaza n'a aucune ressource naturelle. La seule chose que nous ayons, c'est notre population, une situation similaire à celle du Japon. Ce que j'ai appris au Japon, c'est la volonté de ne jamais, jamais renoncer. »

Après un mois de formation au Japon, Najjar Osama est rentré chez lui fort de la connaissance de la technologie solaire qu'il a installée dans les locaux ayant le plus besoin d'un système à énergie solaire autonome. Le matériel que lui-même et ses collègues ont installé dans le plus grand hôpital de la bande de Gaza a survécu aux troubles et permis le fonctionnement de la salle d'urgence.

Ce n'est peut-être pas une simple coïncidence si l'histoire somalienne que je voudrais rapporter a également trait à la lumière. La chose la plus importante pour Hamidah Hassan, une fillette de 10 ans qui vit dans un camp de personnes déplacées à Mogadiscio, c'est la lumière qui éclaire les tentes la nuit. Une tente éclairée est un bon moyen de dissuader la violence sexuelle. Ces deux dernières années, le Japon a distribué aux personnes déplacées, et notamment à des fillettes comme Hamidah, quelque 2 500 petites lanternes fabriquées

par Panasonic qui gardent l'électricité générée par la lumière du soleil pendant la journée et la transforment en électricité la nuit. Hamidah travaille avec assiduité dans l'espoir de devenir docteur.

Nous devons continuer à éradiquer la peur et l'angoisse des cœurs, et en éliminer la haine. Le Japon et le peuple japonais continueront à faire de leur mieux et à offrir leur bonne volonté et leurs capacités, leurs connaissances et leur expérience pour atteindre cet objectif. Tout d'abord, nous allons continuer à contribuer à l'amélioration de l'enseignement – de l'enseignement primaire à la formation professionnelle –, qui sera la base de la croissance économique pour ceux qui en ont besoin. Nous visons toujours à faire en sorte que la joie du travail devienne une deuxième nature chez les personnes concernées. Nous aspirons à ce que chacun prenne conscience du fait que la sueur de son front est un investissement dans l'avenir.

Le développement des infrastructures routières, des ports et des réseaux électriques qui sont de plus en plus reliés entre eux, accompagné d'une gouvernance efficace correspondant à ces améliorations, contribuera à créer des sociétés prospères et pacifiques qui accordent l'importance voulue aux droits de l'homme. Quand cette notion bénéficie d'un large appui, les peuples deviennent maîtres de leurs sociétés dans le vrai sens du mot. Pour développer ce genre de société en passant d'un niveau à un autre, le Japon s'est toujours employé à asseoir les fondements de la paix. Notre philosophie en matière d'aide publique au développement s'est toujours basée sur cette approche.

La bannière d'une contribution dynamique à la paix que porte le Gouvernement japonais est le résultat de l'évolution naturelle d'une conviction et d'une assurance que nous avons acquises pendant de nombreuses années de promotion de la sécurité humaine, durant lesquelles nous avons œuvré inlassablement pour l'édification d'une société qui place l'être humain au premier plan. Nous allons poursuivre ces efforts, dans l'espoir de créer, en fin de compte, une société juste et équitable qui place les êtres humains au premier plan et une démocratie qui reconnaît l'importance des droits de l'homme.

Il y a 70 ans, l'Organisation des Nations Unies a proclamé sa volonté de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » et de « pratiquer la tolérance ». L'ONU ne doit pas s'écarter de ces idéaux. C'est précisément avec la même détermination que le Japon aspire à siéger de nouveau au Conseil de sécurité

en tant que membre non permanent l'année prochaine, qui marquera le soixante-dixième anniversaire de la création de l'ONU.

Le Japon est devenu le quatre-vingtième Membre de l'ONU en 1956 et depuis, pendant 58 longues années, notre pays a œuvré sans relâche pour les causes de l'Organisation. Nous pensons que nous avons déployé plus d'efforts que quiconque. À l'occasion de ce soixante-dixième anniversaire qui devrait marquer un tournant, je formule l'espoir que les pays qui partagent les mêmes objectifs puissent œuvrer de concert pour résoudre finalement le problème de longue date qu'est la réforme de l'Organisation des Nations Unies, afin qu'elle reflète les réalités du XXI^e siècle. Dans ce contexte, le Japon souhaite devenir un membre permanent du Conseil de sécurité et jouer le rôle correspondant à ce statut.

L'an dernier, à la même occasion, j'ai parlé de l'intérêt et de l'importance de renforcer le pouvoir des femmes et lancé un appel en vue de créer une société dans laquelle les femmes brillent (A/68/PV.12). Le Japon s'est attelé à résoudre les nombreux problèmes auxquels nous sommes confrontés, en collaboration avec le secteur privé, afin que davantage de femmes puissent dès que possible participer à la vie de la société. Nous devons créer des environnements dans lesquels il est possible de trouver un équilibre entre la garde des enfants et la prestation des soins, d'une part, et le travail, d'autre part. En outre, il ne fait aucun doute qu'il est fondamental d'éliminer les préjugés qui persistent encore au sein de la société sur les rôles des femmes.

Nous venons d'organiser une conférence internationale de grande envergure afin de promouvoir la participation dynamique des femmes. Dans le but d'assurer le développement économique et de résoudre les problèmes auxquels le monde est confronté, environ 100 dirigeants en provenance de toutes les régions du monde et représentant tous les secteurs de la société ont envoyé un message au monde, exprimant leur engagement à faire du pouvoir des femmes une réalité. En moins d'un an, l'autonomisation des femmes est devenue un principe directeur sur lequel se fondent les politiques du Japon au niveau national et à l'étranger. Le Japon a mis l'accent sur l'amélioration de la condition des filles et des mères en Afrique, une région à laquelle nous accordons une attention toute particulière dans le cadre de notre aide étrangère.

Le XX^e siècle a été marqué par des violations graves de l'honneur et de la dignité des femmes en période de conflit. Partout dans le monde, il existe

toujours des situations tragiques où les femmes n'ont pas accès aux services de base, tels que les soins médicaux et l'éducation, tout simplement parce qu'elles sont nées femmes, ce qui les prive de toute chance de devenir autonomes. Le Japon aspire à être un pays solidaire de ces femmes dans le monde entier. Nous avons l'intention de promouvoir et d'appuyer, à travers le monde, l'autonomie des femmes dont les cœurs ont gravement souffert.

Nous avons l'intention de faire du XXI^e siècle un siècle où les violations des droits fondamentaux des femmes seront éliminées dans le monde. Le Japon sera au premier plan pour diriger les efforts de la communauté internationale visant à éliminer les violences sexuelles en période de conflit. C'est pour cette raison que le Japon entend renforcer sa coopération avec le Bureau de M^{me} Zainab Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Les droits fondamentaux tels que l'éducation et la santé doivent être garantis partout dans le monde. Il faut que les Nations Unies, voire le monde, agissent à l'unisson pour que les filles et les garçons puissent fréquenter l'école en toute égalité et pour que les femmes enceintes puissent recevoir des soins médicaux en toute sérénité. En outre, pour que les femmes puissent mener une vie pleine de fierté et d'espoirs, je considère qu'il est essentiel de leur donner plus de moyens d'être, avant tout, autonomes au niveau économique. Je n'ai pas le moindre doute sur le fait que la création d'une société dans laquelle les femmes se distinguent est la clef de la transformation de la société dans son ensemble.

L'année dernière, j'ai annoncé ici, dans le cadre de l'allocution que j'ai prononcée devant l'Assemblée générale, que le Japon fournirait une assistance de plus de 3 milliards de dollars sur trois ans, principalement dans le but d'améliorer la condition de la femme. Durant l'année écoulée, un montant de 1,8 milliard de dollars a déjà été décaissé, soit plus de la moitié du montant total promis. J'ai également déclaré que le Japon respectait les activités d'ONU-Femmes, chargée d'examiner les questions concernant les femmes au sein du système des Nations Unies, et qu'il entendait en devenir l'un des principaux contributeurs, et donc un pays exemplaire dans ce domaine. Au cours des 12 derniers mois, le Japon a multiplié par 5 ses contributions à ONU-Femmes et il entend appuyer à l'avenir un nombre encore plus important de projets. Nous sommes également très heureux qu'ONU-Femmes ait prévu d'ouvrir un

bureau à Tokyo l'année prochaine. J'espère que, grâce à ce nouveau bureau, le Japon pourra encore mieux coordonner ses activités avec l'ONU.

Alors que nous mettons sur pied le programme de développement pour l'après-2015, le Japon entend de continuer à y contribuer très activement, comme il l'a fait jusque-là. Néanmoins, j'insiste beaucoup sur le fait que, si nous voulons atteindre les objectifs d'ouverture, de viabilité et de résilience fixés dans ce programme, la protection et l'autonomisation des personnes vulnérables, indépendamment de leur origine ethnique, de leur sexe ou de leur âge sont importants.

Cette année, le Japon célèbre le soixantième anniversaire du lancement de son programme officiel d'aide publique au développement (APD). Ayant tiré des enseignements de la détermination de ceux qui l'ont précédé, qui s'étaient employés à augmenter l'APD neuf ans à peine après avoir subi les effets dévastateurs de la guerre, le Gouvernement japonais établit actuellement de nouveaux principes directeurs pour notre APD. Nous avons l'intention de mettre de nouveau l'accent sur des objectifs prioritaires tels qu'une croissance économique de grande qualité, la garantie de l'état de droit et la construction d'une société paisible et stable.

Il n'y aura pas le moindre changement en ce qui concerne les objectifs que le Japon n'a cessé de se fixer durant ces 60 années dans le cadre de son aide publique au développement. Nous ne modifierons pas notre conception foncière de la lutte contre la pauvreté, dont l'axe central tourne autour de l'adhésion de la population concernée et de l'encouragement des initiatives locales. Nous n'apporterons également aucun changement à nos efforts visant à garantir pleinement la sécurité humaine. En outre, parce que nous continuons de favoriser l'autonomisation des femmes pour ses effets multiplicateurs, je considère que nous nous rapprochons encore plus de la réalisation de nos objectifs.

Ces 20 dernières années, le Japon a déployé quelque 9 700 personnes dans 13 opérations différentes de maintien de la paix des Nations Unies. Depuis la création de la Commission de consolidation de la paix, il y a près de 10 ans, les contributions versées par le Japon au Fonds pour la consolidation de la paix ont dépassé 40 millions de dollars. À l'avenir, nous avons l'intention de continuer de développer nos ressources humaines, tant au niveau quantitatif que qualitatif, pour contribuer à la consolidation de la paix.

Seul pays à avoir jamais subi les effets dévastateurs de bombardements atomiques en temps de guerre, le Japon est prêt à mener les discussions qui se tiendront dans le cadre de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'année prochaine, année du soixante-dixième anniversaire des bombardements atomiques.

S'agissant de la Corée du Nord, le Japon travaillera en coordination avec les pays concernés en vue d'un règlement global des questions en suspens, y compris la question des enlèvements, la question nucléaire et celle des missiles.

Le Japon est l'un des pays qui ont le plus bénéficié de l'existence de l'ONU. À l'avenir, nous nous efforcerons plus que jamais de faire appliquer les principes formulés par l'ONU. Le Japon – je conclurai sur cette observation – est un pays qui ne manque jamais d'honorer ses engagements.

La Présidente par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Japon de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie

La Présidente par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie.

M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Dessalegn (Éthiopie) (parle en anglais) : J'ai réellement grand plaisir à voir un diplomate africain expérimenté présider l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Je tiens à le féliciter vivement de son élection à ces hautes fonctions. Je sais qu'il est parfaitement conscient, tout comme nous, qu'il assume cette responsabilité à l'un des moments les plus critiques de l'histoire de l'Organisation et du multilatéralisme

en général. Ceux d'entre nous qui sont de l'Afrique de l'Est le connaissent très bien en tant qu'ami et en tant que fin diplomate. Nous sommes convaincus qu'il usera de sa sagesse et de son expérience pour forger, en cette session historique, le consensus sur nombre de questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et guider efficacement ses travaux. Je voudrais par conséquent l'assurer du plein appui et de l'entière coopération de ma délégation dans l'accomplissement de ses lourdes fonctions. Je tiens aussi à féliciter son prédécesseur de l'excellente manière dont il a contribué au succès de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Ce fut véritablement une session remarquable, qui a préparé le terrain pour la tâche majeure qui nous attend.

La présente session se tient à un moment historique, alors que nous nous sommes lancés dans une entreprise majeure qui vise à modeler l'avenir que nous voulons pour les générations présentes et futures. Si nous faisons le nécessaire, l'histoire retiendra de cette session qu'elle aura permis d'amorcer un tournant s'agissant de préserver véritablement l'environnement et de garantir la justice et la responsabilité sociale. Ce dont nous sommes convenus à Rio, il y a deux ans, est ce qui doit galvaniser nos efforts communs. Et à Rio, nous avons proclamé que l'élimination de la pauvreté est le plus grand défi auquel est confronté le monde aujourd'hui et un réquisit indispensable pour le développement durable.

Le mois dernier, nous avons passé le cap des 500 jours restant d'ici à l'échéance fixée pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), que nous avons convenus d'atteindre avant la fin de 2015. En Afrique, il y a eu une croissance économique robuste au cours de la dernière décennie, et le discours stéréotypé à propos du continent est lentement en train de changer. L'Afrique est aujourd'hui le continent qui monte, offrant d'énormes possibilités en matière de commerce et d'investissement. Des progrès notables ont également été faits dans la réalisation des OMD, y compris dans mon pays, l'Éthiopie. Il reste toutefois de nombreux défis à relever, comme celui de réduire le taux de mortalité maternelle.

C'est pourquoi il est nécessaire, alors que nous avançons dans les négociations sur la formulation du programme de développement pour l'après-2015, de ne pas oublier que la réalisation des OMD demeure un travail inachevé. Le programme de développement pour l'après-2015 ne sera complet que s'il s'appuie

sur des résultats satisfaisants en ce qui concerne la réalisation des OMD. Par conséquent, les mois qui restent doivent être mis à profit pour accélérer leur mise en œuvre. En outre, le programme de développement pour l'après-2015 devra tenir compte de la nécessité d'incorporer toutes les cibles des OMD qui n'auront pas été atteintes d'ici à 2015.

Ce que nous avons accompli jusqu'à présent pour ce qui est de préparer le terrain à l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, tant au niveau intergouvernemental qu'au niveau du Secrétariat, est encourageant. Le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable a mené à bien ses travaux, et ses deux coprésidents peuvent être félicités pour les contributions qu'ils ont apportées. Il serait souhaitable, comme l'Assemblée l'a décidé à sa soixante-huitième session, que les propositions formulées par le Groupe de travail ouvert servent de point de départ à l'intégration des objectifs de développement durable dans le programme de développement pour l'après-2015.

Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général des efforts qu'il a déployés à cet égard, conformément à la demande figurant dans le document final du Sommet de 2010 sur les OMD (résolution 65/1). Les travaux du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 ont été très utiles. Nous savons particulièrement gré à l'Équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015 de sa précieuse contribution. Nous attendons avec intérêt le rapport de synthèse du Secrétaire général qui facilitera, nous en sommes convaincus, un débat véritable entre les États Membres et des négociations intergouvernementales productives en vue de formuler, d'ici à l'année prochaine, un programme de développement pour l'après-2015 reflétant les intérêts des générations présentes et à venir.

Pour nous, il ne fait aucun doute qu'un programme de développement pour l'après-2015 qui réponde aux défis majeurs auxquels le monde est confronté doit reposer sur une volonté d'encourager la coopération sur la base du principe de la responsabilité commune équitable mais différenciée. Il est difficile d'imaginer que les questions, certes épineuses mais tout à fait essentielles, relatives aux moyens de mise en œuvre puissent être réglées, s'il n'est fait preuve d'aucune souplesse sur la question des responsabilités communes mais différenciées.

Une chose est claire dans tout cela. Le monde a les moyens et les ressources nécessaires pour répondre efficacement aux besoins urgents que nous observons, pour éliminer la pauvreté et pour réaliser le développement durable pour tous. La version non éditée du rapport préliminaire du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable le confirme. Le Comité ne nous a pas livré de propositions définitives, mais plutôt des recommandations destinées, comme il le dit, à stimuler les discussions. Il a toutefois exprimé l'espoir que des progrès seront faits sur le financement du développement à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui doit avoir lieu à Addis-Abeba en juillet 2015. Je voudrais dire que nous sommes déterminés à faire de notre mieux pour que cette conférence historique et extrêmement cruciale soit couronnée de succès. Il nous semble manifeste que l'efficacité du programme pour l'après-2015 dépend, entre autres choses, du succès de la conférence d'Addis-Abeba. Toujours est-il que c'est avec conviction que nous assumerons nos responsabilités de pays hôte.

Le moment est aussi venu de nous efforcer réellement d'atteindre l'ambitieux objectif que nous nous sommes fixés, à savoir conclure un accord mondial contraignant sur le climat d'ici à 2015 limitant la hausse de la température mondiale moyenne à moins de 2°C. Je voudrais une fois de plus remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon d'avoir convoqué le Sommet sur le climat, tenu il y a deux jours. J'espère que les conclusions du Sommet nous permettront de progresser dans la réalisation de cet objectif fondamental en mobilisant l'action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la capacité de résistance aux changements climatiques.

Nul besoin de rappeler qu'en Afrique, nous sommes déjà frappés de plein fouet par les changements climatiques, ce qui entrave nos efforts pour réaliser notre aspiration au développement, y compris en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement. Pour nous, l'adaptation et l'atténuation restent une priorité, et nous avons besoin à cet égard que la communauté internationale appuie d'urgence nos efforts. Alors que nous n'avons aucunement contribué au réchauffement de la planète, nous jouons de fait un rôle de premier plan en termes d'atténuation par l'intensification de nos efforts en faveur des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. Il n'est que justice que cela soit dûment reconnu et appuyé.

Il ne fait aucun doute que le défi posé par les changements climatiques exige de faire preuve de leadership et d'engagement politique à tous les niveaux. Nous n'avons d'autre choix que d'être à la hauteur de ce défi en prenant des mesures concrètes pour réduire les émissions et en faisant montre de la volonté politique requise pour conclure un accord mondial contraignant en 2015 à Paris. L'échec n'est pas envisageable.

On observe ici à l'ONU que les États ont la volonté de voir les choses dans leur ensemble et de se focaliser sur ce qui nous unit. Ces principes sous-tendent d'ailleurs les complexes négociations autour du programme de développement pour l'après-2015. Mais cela contraste fortement avec la détérioration générale de la situation mondiale en matière de sécurité à laquelle on assiste aujourd'hui. Le monde traverse une zone de turbulences, et je n'exagère point. Le nombre de conflits et leur intensité s'accroissent de façon exponentielle.

Dans notre région du monde, les progrès enregistrés au cours de la dernière décennie sont en train d'être remis en cause par de nouveaux cycles de violence et de conflit. La crise au Soudan du Sud illustre bien le problème. Au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), nous faisons tout ce que nous pouvons pour régler cette crise par des moyens pacifiques, avec l'appui de l'ONU, de l'Union africaine et des partenaires internationaux. Toutefois, il n'est pas aisé d'obtenir des progrès, moins encore des avancées décisives. La situation fait ressortir un problème souvent rencontré. On peut difficilement envisager l'édification de la paix lorsque les parties au conflit ne sont pas assez attachées à un règlement pacifique. L'IGAD est néanmoins déterminée à déployer tous les efforts possibles pour trouver une solution durable à la crise par l'intermédiaire d'un dialogue politique engageant la totalité des acteurs.

Par contraste avec l'évolution observée au Soudan du Sud et dans de nombreuses parties du monde, la situation en Somalie s'est améliorée au cours de l'année. La menace des Chabab n'a peut-être pas encore été entièrement éliminée, mais on est parvenu à l'atténuer considérablement. La récente déconvenue que ce groupe a subie promet d'en accélérer la défaite. Les gains militaires obtenus sur le terrain ne peuvent cependant pas être entretenus sans que des progrès soient accomplis dans le domaine politique par l'établissement d'administrations locales et le maintien de l'ordre et de l'état de droit dans les zones nouvellement libérées. À cet égard, nous nous réjouissons de la création

d'administrations locales intérimaires dans le centre et le sud-ouest de la Somalie, conformément aux dispositions de la Constitution fédérale provisoire. Il nous faut conserver notre appui à la Somalie dans ses efforts visant à se reconstruire et à opérer une transition réussie d'ici à 2016.

Les conflits ne sont pas un phénomène exclusivement africain. La mesure dans laquelle la situation de la sécurité à l'échelle mondiale est à présent source de préoccupation a récemment pris un tour manifeste. Depuis la fin de la guerre froide, jamais cette situation n'avait été aussi fragile qu'aujourd'hui. La menace terroriste touche des parties de plus en plus vastes du monde. À aucun moment au cours des décennies passées la nécessité d'une coopération efficace aux niveaux international et régional n'avait été aussi pressante et urgente que maintenant. Que le problème des combattants étrangers soit devenu pour beaucoup une source de préoccupation majeure va sans dire. Pour mieux lutter contre ce fléau, il faut être prêt à nouer des liens de coopération qui ne reposent pas sur la logique du deux poids, deux mesures. Nous devons nous montrer inflexibles dans notre détermination à travailler ensemble.

Tout cela signifie que jamais, de mémoire récente, le multilatéralisme n'avait été aussi éminemment crucial pour l'avenir du monde qu'il ne l'est aujourd'hui. Le fait que les nations fondent leurs politiques sur la poursuite d'intérêts nationaux a toujours relevé de l'évidence. Néanmoins, à ce carrefour de l'histoire mondiale et au vu des multiples difficultés communes auxquelles il nous faut tous faire face, nous n'avons pas d'option plus réaliste que celle qui réside dans un intérêt national éclairé, dont la promotion ne peut intervenir que dans le cadre du multilatéralisme.

Tel est selon nous le sentiment que nous devrions tous partager à l'entame de cette soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Nous ne pouvons pas ignorer le lien qui existe entre notre programme de développement durable et la situation mondiale en matière de paix et de sécurité. « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 », le thème de la présente session, suppose un environnement mondial pacifique et stable. C'est également dans ce contexte qu'il faut aborder la menace de propagation du virus Ebola. Il s'agit d'un défi à la fois humanitaire et de l'ordre de la sécurité. Endiguer la propagation de ce virus meurtrier devrait constituer une priorité du plus haut niveau.

Permettez-moi de rappeler qu'il est capital que nous relevions collectivement la pléthore de défis relatifs à la paix et à la sécurité qui se posent à notre monde, de manière à faciliter les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement durant le temps qui reste et à poser des bases solides pour l'exécution de notre programme de transformation après 2015, de même qu'à parvenir à un accord décisif sur les questions climatiques.

Pour terminer, je tiens à souligner l'attachement de l'Éthiopie au multilatéralisme, à l'action conjointe avec tous les pays qui partagent nos vues pour contribuer à la paix et à la sécurité régionales et internationales, ainsi qu'à la bonne réalisation des projets majeurs que nous entreprendrons en rapport avec le programme pour l'après-2015. En tant que Membre fondateur de l'Organisation et membre de la Société des Nations – bien que mon pays ait été abandonné par la Société –, l'Éthiopie accorde la plus grande importance à la coopération entre les peuples et les pays en vue de régler les problèmes qui leur sont communs. Nous sommes convaincus que la puissance ne confère pas la légitimité. Rien ne remplace la recherche du profit mutuel comme principe directeur d'une politique étrangère réaliste et juste. C'est ce sur quoi nous fondons toutes les relations d'amitié et de partenariat que nous avons nouées et que nous continuerons de renforcer.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Matteo Renzi, Président du Conseil des ministres de la République italienne

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil des ministres de la République italienne.

M. Matteo Renzi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Matteo Renzi, Président du Conseil des

ministres de la République italienne, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Renzi (Italie) (*parle en italien; interprétation assurée par la délégation*) : Je voudrais saluer l'Assemblée générale et avouer combien je suis profondément ému d'être ici. Pour ceux qui n'y ont jamais pris la parole, cette salle reste un endroit extraordinaire et fascinant. Ceux qui ont pris l'habitude d'intervenir à des tribunes comme celles-ci considèrent sans doute que c'est somme toute quelque chose d'assez banal. En revanche, pour quelqu'un comme moi, qui se trouve aujourd'hui dans cette salle pour la première fois, l'émotion est très grande de parler en un lieu où plane le sentiment de pouvoir encore bâtir un horizon de droits de l'homme, de respect, de liberté et de paix. Je ressens l'émotion de l'avenir dans un endroit où un grand Secrétaire général, M. Dag Hammarskjöld, a eu la force, la vision et l'intuition de concevoir un monde différent. Pour ceux, comme nous, qui ont grandi avec ce modèle, avec en tête la déclaration de Dag Hammarskjöld dans son journal, « Pour tout ce qui a été : merci. Pour tout ce qui sera : oui », l'ONU était plus qu'un programme politique, elle incarnait l'idée même d'une définition de la politique.

Aujourd'hui, toutefois, le futur apparaît lourd de menaces. Le futur est effrayant. Le futur n'est plus prometteur. Nous voulons croire qu'il est possible de revenir à l'idée de demain. C'est le rêve de l'ONU que de revenir au but consistant à préserver les générations futures des horreurs de la guerre. Aujourd'hui, toutefois, nous devons avoir le courage de dire, en portant notre regard sur l'histoire de l'Organisation, que les erreurs du passé ne peuvent être effacées. L'année 2015 marquera le vingtième anniversaire de ce qui s'est passé à Srebrenica, lorsque les institutions internationales sont demeurées silencieuses devant l'un des pires massacres, l'un des pires génocides que le monde ait connu, et qui aujourd'hui encore ne trouve pas de justification. C'est pourquoi nous devons répéter dans cette salle aujourd'hui qu'il est temps que la politique revienne à la tâche de définir un avenir fait d'espoir.

Ma génération a grandi en entendant que l'Histoire avait pris fin, que le siècle qui venait de s'écouler avait été un siècle court durant lequel nous avons déjà tout vu. Néanmoins, l'Histoire n'a pas pris fin, le siècle que nous avons laissé derrière nous n'a pas été court, et aujourd'hui nous devons dire que la voie politique est la seule manière d'arrêter la saignée qui cause tant de malheur en Méditerranée, au Moyen-Orient, en Ukraine et dans bien des régions d'Afrique.

Du fait de son emplacement central, jouer un rôle plus important sur le pourtour méditerranéen est pour l'Italie autant un souhait qu'une nécessité. L'Italie, qui a offert au monde l'image de la cité et de la place publique – au sens d'espace de rassemblement ouvert à la communauté – ne peut rester silencieuse face à la transformation de la Méditerranée, laquelle devrait être au cœur de l'Europe et constituer la place publique où se tiennent dialogues et débats, mais qui, trop souvent, a été transformée en cimetière.

Je prends la parole aujourd'hui, un an après que le Gouvernement italien a lancé une importante opération baptisée Mare Nostrum. Grâce à cette opération, je peux me tenir devant l'Assemblée et déclarer que les hommes et les femmes des garde-côtes italiens, ainsi que les services de bénévoles, ont sauvé 80 000 vies humaines, 80 000 personnes qui pourront devenir médecins, musiciens, ouvriers, 80 000 personnes qui ont été extirpées de la Méditerranée comme d'un cimetière, grâce à une opération dont nous sommes certes fiers mais qui ne saurait être laissée à la seule charge de l'Italie aujourd'hui. Nous devons dire avec force qu'une intervention dans l'espace méditerranéen est une intervention stratégique pour la communauté internationale, intervention qui ne saurait être abandonnée à une force unique.

Cela étant, nous devons ajouter que la priorité dans cette région aujourd'hui est la Libye et notre ami, le peuple libyen, qui traverse une douloureuse période de transition apparemment sans fin. Nous sommes déterminés à ne pas sous-estimer cette zone sensible au milieu de l'espace méditerranéen, qui pourrait atteindre un point de non-retour dans la spirale de violence et d'instabilité qui touche la région. L'Italie continuera à jouer son rôle, mais nous devons souligner avec force et détermination, dans cette instance prestigieuse, que le risque d'une fragmentation progressive de la Libye, et les répercussions négatives que cela aurait sur toute l'Afrique du Nord, seraient catastrophiques pour la paix et la stabilité de toute la région. Nous sommes déterminés à appuyer une Libye forte et stable, et nous continuerons à œuvrer avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, par le truchement de notre ambassade, qui est toujours ouverte; mais nous tenons à dire avec une grande fermeté que la situation en Libye doit être une priorité pour tous.

L'autre priorité, en particulier pour ceux qui aujourd'hui se préparent à débattre de la menace terroriste au Moyen-Orient et ailleurs, c'est de prendre

conscience que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), comme cela a été dit hier avec beaucoup de conviction, ne fait pas peser une menace terroriste uniquement sur une seule région, mais représente un risque pour toute la communauté d'hommes et de femmes qui se définissent comme êtres humains. Nous n'avons pas affaire à une forme d'expression religieuse. Les religions peuvent attiser les flammes du conflit autant que soigner les plaies. Nous pensons que l'EIIL et la menace qu'il représente ne sont aucunement assimilables à une guerre de religions.

Dans le même temps, nous disons avec force que ceux d'entre nous qui ont eu la responsabilité – ou la chance, si je puis me permettre cette provocation – de visiter un camp de réfugiés, comme ce fut mon cas pendant la deuxième quinzaine d'août, à Erbil, dans la région du Kurdistan en Iraq, ceux-là comprendront que nous ne pouvons pas rester sans rien faire face à la détresse de tant de victimes du fanatisme. Voir, sur le téléphone portable d'une travailleuse humanitaire internationale, des images d'enfants qui ont été exécutés, qui ont été alignés contre un mur et abattus; entendre l'histoire de jeunes femmes qui, dans les casernes du centre de Mossoul, ont été contraintes, silencieuses et impuissantes, à satisfaire tous les désirs de violents terroristes; penser à ce que subissent les journalistes et les otages – tout cela exige que nous disions ce qui doit être dit. Un génocide est en cours et, confrontés à de tels actes, nous savons que seule une communauté internationale unie pourra remporter cette bataille de la civilisation. C'est la raison pour laquelle j'ai dit hier au Président Obama que la coalition internationale pouvait compter sur l'appui de l'Italie pour éliminer la menace de l'EIIL, et je continue à insister sur le fait que l'engagement de notre pays dans toutes les régions et dans toutes les zones de cette région, sera déterminé et, je l'espère, déterminant.

L'Italie est présente et continuera d'être présente au Liban, grâce à nos soldats et à leur engagement aux côtés de la mission de paix des Nations Unies déployée dans le sud du Liban. Je saisis cette occasion pour remercier les femmes et les hommes qui, du Liban à l'Afghanistan, portent l'uniforme de notre pays et contribuent concrètement à la stabilité et à la paix. Mais je sais, nous savons, toutefois, qu'il n'y aura pas de paix dans la région tant que la « paix des enfants d'Abraham », pour reprendre les paroles de Giorgio La Pira, ce grand prophète de la pensée politique italienne, n'aura pas mis fin au conflit qui perdure entre Israéliens et Palestiniens.

Nous ne nous lasserons jamais de demander la paix pour Jérusalem, et un cessez-le-feu à Gaza ne sera consolidé et respecté que si nous reconnaissons tous la solution des deux États et le droit du peuple palestinien à disposer enfin d'une patrie. Je l'ai déjà dit, et je le répète ici, Israël n'a pas seulement le droit mais également le devoir d'exister – pour l'histoire, pour la mémoire, pour l'innovation, pour la démocratie, pour la liberté, que le peuple israélien symbolise en permanence. Toute la communauté internationale doit appuyer ce processus. Ces paroles doivent être clairement entendues dans cette salle, où quelqu'un a eu un jour l'audace de remettre en question le droit d'Israël à exister.

Ce sont le dialogue et la politique qui peuvent prévenir la résurgence de la rhétorique de la guerre froide. Nous pensions que cette époque était révolue, mais aujourd'hui les tensions qui règnent aux frontières de l'est de l'Ukraine risquent de remettre en cause le plus grand accomplissement du processus d'intégration européenne – un continent de paix et de stabilité. Nous n'avions jamais encore traversé une période de paix aussi longue que celle que nous connaissons actuellement en Europe.

Mais la crise en Ukraine nous a obligés à faire face à des difficultés inattendues. J'estime qu'il y a un lien entre deux principes fondamentaux : le droit du peuple ukrainien à ce que soit reconnue l'unité de son propre territoire, face à une agression qui en a violé l'intégrité. Parallèlement, je plaide pour le règlement des tensions avec la Fédération de Russie, qui, j'espère, retrouvera le rôle d'acteur mondial dont a besoin la communauté internationale.

Nicolas Machiavel, ce grand expert italien de la politique à l'époque de la Renaissance, a écrit : « Il n'y a chose qui profite tant en la guerre que de savoir connaître l'occasion et de la prendre quand elle se présente ». Ces paroles de Machiavel nous aident aujourd'hui à comprendre que, dans le contexte de la guerre en cours en Ukraine, l'accord de Minsk représente une grande chance que nous devons saisir dans l'intérêt du peuple ukrainien et dans celui de la communauté internationale.

Le dialogue et la réconciliation sont des outils indispensables au Soudan, en Somalie et dans la région de l'Afrique centrale. Ils sont les atouts maîtres de notre communauté alors qu'elle se heurte aujourd'hui à de nouvelles difficultés, à commencer par le virus Ebola et ses tragiques répercussions humanitaires, sociales, et économiques. L'Italie assume sa part de responsabilité, et continuera à le faire, en suivant le leadership et

l'exemple du Secrétaire général, que je remercie pour la rapidité de son action.

Mais je dois également souligner que les solutions politiques constituent la seule voie possible pour 2015, une année durant laquelle l'ONU aura bien des défis complexes et difficiles à relever. Je pense notamment à la mise en place d'une nouvelle gouvernance mondiale de l'Internet, comme l'a dit hier la Présidente brésilienne (voir A/69/PV.6), et à la volonté de s'engager enfin pleinement dans un effort en faveur de l'égalité des sexes, afin que la nomination d'une femme à un poste à responsabilités ne soit plus une nouvelle digne d'être mentionnée. Je suis fier de pouvoir dire que, et c'est une première dans l'histoire de mon pays, mon gouvernement se compose pour moitié de femmes. J'affirme avec joie et enthousiasme que nous nous engagerons toujours à accorder aux femmes des rôles à responsabilités, mais par-dessus tout que nous lutterons pour faire en sorte que les jeunes femmes puissent être libres dans les pays en développement et dans les pays confrontés à des situations particulièrement difficiles.

Je ne soulignerai jamais assez que 2015 sera une année particulièrement importante pour la lutte contre la discrimination religieuse. Toutes les minorités religieuses ont le droit d'être défendues. Jamais auparavant autant de chrétiens n'ont été tués à travers le monde à cause de leur foi, et jamais auparavant l'on n'a autant sous-estimé l'une des véritables tragédies de notre époque. Au sein de la communauté internationale, il est absolument crucial que nous affirmions avec force les valeurs d'égalité, de respect et de tolérance, qui revêtent une importance particulière pour nous en Italie lorsqu'on évoque la peine de mort. C'est la raison pour laquelle cette nouvelle session de l'Assemblée générale coïncidera avec la présentation d'un nouveau projet de résolution relatif à un moratoire sur la peine de mort. J'espère que le nombre de pays qui appuient ce texte continuera de croître.

Je tiens à dire que je suis particulièrement ému de pouvoir m'exprimer sur ce sujet au nom de l'Italie, pays qui a toujours lutté, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des organisations internationales et non gouvernementales, pour faire de cette question une priorité. Au début de ma carrière, j'ai été maire de la ville de Florence, première de l'histoire à abolir la peine de mort. Un héraut descendit un jour les marches du Palazzo Vecchio pour annoncer que la peine de mort avait été abolie dans cet État, ce Grand-Duché. N'ajoutons pas la barbarie à des actes déjà barbares. Je

demande à tous les États de se joindre à nous dans cette lutte pour la civilisation.

L'année 2015 sera également une année importante avec l'Exposition universelle de Milan et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris, dont nous avons parlé il y a deux jours. Elle sera aussi déterminante pour des questions qui nous rappellent la nécessité d'amorcer un virage, tel le débat sur la réforme du Conseil de sécurité. Nous sommes tous d'avis que le Conseil doit être plus efficace, plus représentatif, plus transparent et plus responsable devant les membres de la communauté internationale. Mais les opinions sur la manière d'atteindre cet objectif divergent encore. Le Groupe du consensus, auquel appartient mon pays, et qui a pour but de rapprocher les divers modèles de réforme, continue d'affirmer que l'ajout de nouveaux membres permanents mettrait en péril cet objectif. Nous réitérons notre volonté de trouver des solutions de compromis.

Je pense qu'il est capital que tous ces défis soient considérés comme faisant partie intégrante du plus grand des défis qui nous est posé, celui pour lequel nous devons tous être engagés en première ligne. Il ne saurait y avoir de paix, de liberté ou de respect tant que la communauté internationale n'intégrera pas au cœur de sa stratégie un grand, un gigantesque investissement dans les écoles, dans l'éducation, dans les universités, dans sa capacité d'aller de maison en maison, de village en village, de place en place pour dire que l'arme la plus puissante pour affirmer les valeurs de la paix et de la liberté est l'arme de l'éducation, l'arme de la culture, l'arme du capital humain, l'arme de l'investissement dans la personne, dans l'histoire et dans la liberté de chaque homme et de chaque femme.

C'est pourquoi je pense que, même si nous vivons des temps difficiles, nous vivons à une époque où il est nécessaire, comme l'a dit l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld, de dire oui à l'avenir. Dag Hammarskjöld a également déclaré : « Nous ne choisissons pas la forme de notre destin, mais nous pouvons lui donner son contenu ». Il ne nous a pas été donné de choisir la forme de notre destin. Nous vivons à une époque de menaces et de problèmes. Mais, tout ce que nous en faisons est entièrement nôtre. Et en cette époque qui est celle de notre destin, nous pouvons réussir à insuffler de nouveau les valeurs de l'éducation, de la liberté et de la paix, à condition d'être fidèles à notre histoire et épris de notre avenir.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil des ministres de la République italienne de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Matteo Renzi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil européen.

M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Van Rompuy (Conseil européen) : Le monde est aujourd'hui bien plus dangereux que lorsque l'année passée nous étions ici réunis; l'effroi plus fort que l'espoir. Des événements tragiques ont marqué les esprits. Plus de 200 jeunes filles, enlevées au lycée, réduites en esclavage. Un avion de ligne – empli de parents, d'enfants, de scientifiques, de vacanciers, de personnel de bord – fauché en plein vol. Un peuple sur une montagne, poursuivi, pris au piège, massacré. Et la semaine dernière, en pleine mer, un demi-millier de naufragés, victimes de passeurs assassins.

Ces sombres épisodes inquiètent aussi en ce qu'ils semblent annoncer des mouvements plus profonds. Nos opinions publiques craignent que le monde nous échappe, qu'il change en mal. Ce qu'elles voient contesté, ce sont les fondements politiques mêmes de notre vivre-ensemble, comment l'on se comporte, entre personnes et entre États. Nos concitoyens voient la montée de l'obscurantisme, de forces fanatiques; ils voient resurgir les frontières d'un monde d'hier, d'un monde d'avant-hier, d'un monde fou. Oui, comme disait mon compatriote Paul-Henri Spaak, il y a 66 ans à la tribune de cette même Assemblée, nous avons peur. Cette peur n'est pas celle d'un lâche, mais celle qu'on éprouve en regardant vers l'avenir et en considérant tout ce que cet avenir comporte peut-être encore d'horreur, de tragédie, et de terribles responsabilités. (voir A/PV.147, p. 280)

(l'orateur poursuit en anglais)

Lorsque les valeurs que nous partageons sont menacées, lorsque l'ordre des choses semble se disloquer, il nous faut agir. Nous devons ramener nos filles et les libérer de Boko Haram. Nous devons permettre aux familles des victimes du vol MH17 de la Malaysia Airlines de rendre un dernier hommage à leurs proches, et garder vivant le souvenir des migrants emplis d'espoir qui se sont noyés en Méditerranée. D'autre part, nous devons tous nous mobiliser contre le groupe barbare qu'est l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Ensemble, nous pouvons rendre le monde plus sûr.

Si l'on se penche sur les événements de l'année écoulée, l'acte le plus invraisemblable commis dans notre région, en Europe, a été l'annexion soudaine et illégale de la Crimée en mars. Cette violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine a fait naître la plus grave menace qui ait pesé sur la sécurité européenne depuis des décennies. Le continent européen est loin d'être le seul concerné. L'enjeu est en effet de rejeter l'emploi de la force et de défendre l'état de droit, qui est le ciment de notre société de nations. L'Assemblée générale a pris ses responsabilités en adoptant la résolution 68/262 relative à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les membres ont défendu les valeurs mêmes sur lesquelles est fondée la Charte des Nations Unies. L'Union européenne se félicite du message fort ainsi envoyé, à savoir qu'aucun manquement aux règles ne sera toléré. Qui porte atteinte aux frontières porte atteinte à la paix.

L'Union européenne reste solidaire de l'Ukraine. Le peuple ukrainien a le droit de décider de son avenir politique. L'Europe a répondu à cette agression et à cette violation du droit international en adoptant une série de sanctions politiques, économiques et financières. Nous savons que cela risquait d'avoir des effets néfastes sur nos économies, mais, comme nos partenaires internationaux, nous n'avons pas cédé, car la stabilité même de la maison européenne était en jeu. Chacun de nous doit maintenant veiller à ce que le processus de paix lancé à Minsk progresse et à ce que toutes les parties respectent le cessez-le-feu et appliquent le plan de paix. Les sanctions ne sont pas un objectif en soi, et elles peuvent être révisées, pourvu que des progrès tangibles soient accomplis. Nous pouvons rétablir la confiance si les engagements sont respectés.

Dans le même temps, il est essentiel que les autorités ukrainiennes continuent de mener des réformes. De ces réformes – économique, politique

et constitutionnelle – dépendra le règlement politique durable de la situation. La vie politique et la prospérité du pays doivent appartenir à tous les citoyens. Une Ukraine pour tous qui s'appuie sur un nouveau contrat social et un juste équilibre entre les parties et le tout est le meilleur moyen d'assurer l'avenir du pays.

Les pays et les institutions de l'Union européenne sont pleinement déterminés à accompagner l'Ukraine dans cette voie. L'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine, qui a été ratifié pas plus tard que la semaine dernière par la Verkhovna Rada ukrainienne et le Parlement européen, offre à l'Ukraine une orientation et la possibilité de se transformer en cette démocratie dynamique, moderne et ouverte que la population est en droit d'attendre. Les prochaines étapes de ce processus de coopération seront franchies dans le cadre global du processus de paix. Nous sommes prêts à dialoguer avec la Russie, notre plus grand voisin, et à repartir sur des bases fondées sur la confiance et les promesses tenues.

Il y a près de 200 pays dans le monde, mais des milliers de minorités. Il est clair que la seule voie possible est de garantir l'intégration de tous, dans le respect des identités, et de donner à la population la possibilité de s'exprimer. En tant que Belge et Européen, je sais que rester unis demande un vrai effort. Cela suppose une attention, un esprit d'ouverture, une empathie et une volonté de s'adapter de tous les instants. Il n'est pas nécessaire que les pays se fracturent pour permettre à des identités souvent multiples et complexes de coexister. L'unité dans la diversité peut fonctionner.

Les préoccupations les plus pressantes qui occupent tous nos esprits aujourd'hui sont l'Iraq, la Syrie et la région du Moyen-Orient. Nul besoin de broser le sombre tableau des actes sinistres et des souffrances indicibles dont cette région est le théâtre. Les événements dont nous avons été témoins cet été n'ont rien à voir avec l'islam. Nous assistons au retour des fantômes barbares d'un passé oublié depuis longtemps et à des actes ignobles qui nient le fait que l'humanité ne fait qu'un et les valeurs fondamentales de la civilisation.

Comme me l'a dit le grand mufti d'Égypte il y a deux semaines, l'EIIL détourne le nom de l'islam et les valeurs mêmes de l'islam et de toutes les religions. Je salue les déclarations faites par la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et plusieurs pays musulmans ainsi que les mesures qu'ils ont prises contre l'EIIL. Il est primordial que les parties et les voisins les plus concernés soient en première ligne

de cette lutte commune, mais nous devons tous jouer notre rôle pour combattre et isoler l'EIIL, bloquer les flux financiers, les flux d'armes, stopper les recettes pétrolières illégales et l'arrivée des combattants étrangers. Les gouvernements de l'Union européenne déploient des efforts acharnés sur tous ces fronts.

L'expérience de nos pays nous l'a appris : la radicalisation peut frapper n'importe où. Prenons le cas par exemple de ce jeune jihadiste fanatique venu de France et devenu bourreau en Syrie et qui, de retour en Europe, a assassiné quatre innocents au Musée juif de Belgique, dans ma ville natale, à Bruxelles. Nous devons prendre d'urgence des mesures collectives pour empêcher ces combattants étrangers de rejoindre les rangs de l'EIIL, comme l'ont souligné beaucoup d'entre nous durant le débat de haut niveau organisé hier au Conseil de sécurité (voir S/PV.7272). Nous devons également conjuguer nos efforts pour venir en aide aux pays touchés. Le nouveau Gouvernement iraquien, qui souhaite diriger dans un esprit d'ouverture, mérite le plein appui de tous, et il peut certainement compter sur le nôtre.

Néanmoins, la crise ne pourra être réglée sans un règlement politique en Syrie. Nous le devons aux près de 200 000 victimes et aux millions de personnes qui ont dû fuir leurs maisons. Il s'agit tout simplement d'une catastrophe, l'un des pires échecs de la communauté internationale. Il faut un règlement régional global qui passe notamment, comme les événements tragiques survenus à Gaza cet été l'ont une fois de plus souligné, par la solution des deux États et la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël et ses autres voisins.

Les dynamiques de la violence répandent l'instabilité dans toutes les directions – dans la région du Sahel et au sud jusqu'au Nigéria, mais également à l'est. Ces dynamiques nourrissent le terrorisme, la criminalité organisée, les flux d'armes, le trafic de drogue, la traite des êtres humains et la radicalisation, comme on le voit également en Libye. Je tiens à rendre hommage à la France pour les efforts qu'elle déploie afin d'aider, à leur demande, les Gouvernements malien et centrafricain à rétablir l'état de droit et à promouvoir la participation de tous et la réconciliation, en étroite collaboration avec l'Union africaine, l'ONU et tous les membres de l'Union européenne. Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités, sachant qu'en tant qu'Européens, nous n'avons aucun objectif géostratégique personnel dans la

région. Nous avons tourné cette page de l'histoire il y a plusieurs décennies.

Il importe d'agir de manière collective pour traiter un autre symptôme tragique de l'implosion du Moyen-Orient : les migrations dramatiques en Méditerranée. Nous avons vu des millions de personnes fuir la guerre en Syrie vers des pays comme la Jordanie, le Liban et la Turquie. Les garde-côtes européens secourent jusqu'à un millier de personnes par semaine – des personnes qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée sur de petites embarcations dans l'espoir de pouvoir vivre à l'abri de la peur. Beaucoup d'entre elles viennent de pays où les structures publiques se sont effondrées, où la violence est endémique et où les besoins les plus fondamentaux ne peuvent pas être satisfaits.

(l'orateur reprend en français)

La seule réponse durable au désespoir, c'est le développement. Je souhaite saluer l'engagement inlassable de l'Organisation des Nations Unies et de son Secrétaire général pour promouvoir également les objectifs du développement pour l'après-2015, pour maintenir pour nos actions un niveau d'ambition à la mesure des défis.

Et il en va de même pour le défi climatique, où l'Europe reste engagée en première ligne et le démontrera l'année prochaine dans les négociations de Paris. J'espère que toutes les nations – grandes et petites, riches et pauvres – y assumeront leurs responsabilités.

La crise de l'Ebola nous rappelle cruellement comment l'avenir d'un pays dépend aussi de ses structures de santé, que de ces dernières peut dépendre, en définitive, la santé de tous. L'Ebola est la peste des temps modernes.

Ce sont les équipes de médecins, d'infirmiers, de volontaires qu'il faut renforcer. Et l'Europe est là, avec d'autres, pour aider, pour soulager, pour guérir.

En cet automne de 2014, nous commémorons le centenaire d'un grand conflit qui fut le premier à entraîner le monde entier dans sa spirale destructrice. Il fallut une seconde grande guerre pour que nos nations se ressaisissent et tentent de construire la paix ensemble, permettant l'émergence de notre union des nations. Nous avons certes, depuis, su éviter une nouvelle guerre mondiale, mais nous n'avons point mis un terme à la violence entre pays ou au sein des États. Nous sommes réunis ici non pas pour déplorer l'impardonnable,

mais pour nourrir l'espoir, réaliser l'indispensable, l'indispensable, c'est-à-dire agir ensemble.

(l'orateur reprend en anglais)

Nous devons triompher de la peur. Nous devons triompher de la peur en luttant contre le danger, en restaurant la justice, en nous battant pour la paix, afin que l'an prochain, lorsque notre société des nations se réunira à nouveau à New York, nous puissions dire, « La malédiction de cet horrible été de 2014 a été levée. Pas à pas, nous avançons. Patiemment mais inlassablement, nous redonnons sa place à l'espoir. »

La Présidente par intérim *(parle en anglais)* :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil européen de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance d'entreprise d'Antigua-et-Barbuda

La Présidente par intérim *(parle en anglais)* :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance d'entreprise d'Antigua-et-Barbuda.

M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance d'entreprise d'Antigua-et-Barbuda, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim *(parle en anglais)* :

J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance d'entreprise d'Antigua-et-Barbuda, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Browne (Antigua-et-Barbuda) *(parle en anglais)* : Je tiens d'emblée à féliciter très sincèrement le Président pour son élection à la présidence de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Antigua-et-Barbuda place de grands espoirs dans son leadership et dans l'orientation qu'il imprimera à cette session. Je félicite également son prédécesseur, S.E. l'Ambassadeur John Ashe, pour son excellent travail et pour les services inlassables qu'il a rendus à la communauté des Nations Unies, en particulier aux petits États insulaires en développement.

Aujourd'hui devant cette soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, je suis peut-être le plus nouveau des chefs d'État. Le parti politique que j'ai l'honneur de diriger a été élu démocratiquement et à une majorité écrasante pour gouverner Antigua-et-Barbuda il y a un peu plus de trois mois. Je suis probablement aussi l'un des chefs d'État les plus jeunes ici présents. Toutefois, bien que je sois relativement jeune et mon gouvernement nouveau, j'ai toujours été convaincu, depuis que j'ai atteint l'âge de raison, de la grande valeur de l'Organisation des Nations Unies. L'idée qu'il puisse y avoir un monde sans un dispositif où les dirigeants se réunissent dans le seul objectif d'améliorer la situation de l'humanité tout entière, évoque une vision effrayante de désordres, de carnages et de catastrophes. Si d'aucuns font valoir que l'ONU n'a pas toujours été à la hauteur des ses nobles objectifs, et que les désordres, les carnages et les catastrophes ont profondément marqué notre planète, je suis néanmoins pleinement conscient du fait que, sans l'ONU, les malheurs et les blessures auraient été bien plus graves.

Cependant, même si je me réjouis de l'existence de l'ONU, je déplore aussi que ses nations les plus grandes et les plus puissantes aient trop souvent usé de leurs positions privilégiées pour affaiblir l'autorité de l'Organisation au profit de leurs propres intérêts étroits. Il est également très triste de constater que, par le passé, les États puissants ont contourné cet organe dans l'optique de réaliser leurs objectifs nationaux, même au défi de la solidarité de l'ensemble des nations du monde.

C'est pour ces raisons que mon gouvernement et le peuple d'Antigua-et-Barbuda appuient avec force la réforme de l'Organisation. Nous souhaitons une réforme qui démocratise l'ONU afin de donner une plus grande voix au chapitre aux pays, comme le mien, qui sont marginalisés en matière de prise de décisions car nous sommes considérés trop petits pour faire une différence. Nous souhaiterions une réforme globale du Conseil de sécurité qui mette fin à l'anachronisme du droit de veto des cinq membres permanents – un système qui n'est ni légitime ni équitable et qui, au niveau mondial, a souvent empêché le Conseil de sécurité de prendre des mesures qui rallient l'appui et l'approbation du monde entier.

Il est paradoxal que ces nations, notamment celles qui défendent avec le plus de force le respect de la démocratie et de l'état de droit, appliquent ces principes chez elles, mais refusent de le faire à l'extérieur. Le respect de l'état de droit et des principes démocratiques

qui confèrent aux nations des droits aussi inaliénables que ceux des citoyens des États puissants doit faire partie intégrante du processus et des systèmes de gouvernance utilisés pour gérer les affaires du monde. En effet, les petits États comme le mien comptent sur la force de l'ONU et sur le respect international de l'état de droit pour se protéger contre toute atteinte à leur souveraineté et à leurs droits. Il y a plusieurs siècles, le philosophe Aristote énonçait une puissante vérité en disant de l'État :

« Un État n'est pas une simple société vivant dans un même lieu et mise en place pour prévenir les crimes mutuels et procéder à des échanges...Une société politique existe dans l'optique de mener des actions nobles, et non pas d'établir de simples liens de camaraderie. »

Cette observation d'Aristote à propos de l'État garde sa validité et sa légitimité dans le système international actuel, que l'ONU représente.

Chaque État au sein du système international doit reconnaître que cette action noble est l'une des raisons d'être d'une communauté politique.

À cet égard, je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée sur le fait que 10 longues années se sont écoulées depuis que mon petit pays, qui a une population de moins de 100 000 habitants et une économie d'1,1 milliard de dollars, a reçu un jugement favorable de la part de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la suite d'une plainte déposée contre les États-Unis, une nation qui compte plusieurs centaines de millions d'habitants et dont l'économie avoisine les 1000 milliards de dollars. En dépit ce jugement favorable, contre lequel la partie perdante a interjeté appel sans succès, le Gouvernement des États-Unis n'a pas jugé bon de poser le « noble acte » consistant à dédommager mon petit État à la hauteur du préjudice subi par notre économie. Mon pays a été privé de revenus qui auraient contribué considérablement à améliorer le bien-être de mon peuple et à renforcer la capacité de notre économie à faire face aux graves conséquences du changement climatique et de la crise financière dont nous sommes l'une des victimes. Je tiens à préciser que lorsque mon pays a déposé une plainte contre les États-Unis devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, il ne s'agissait pas d'un acte d'hostilité contre un voisin avec lequel nous entretenons de longue date des relations d'amitié. Nous l'avons fait parce que nous avons le devoir de défendre les intérêts de notre peuple.

Mon petit État a été victime d'une violation des règles commerciales. En toute bonne foi, nous avons eu recours au système international et aux principes démocratiques et de l'état de droit dont il est censé être le garant. Pour dire vrai, ce système a rendu justice. Toutefois, dans le même temps, sa faiblesse a été exposée lorsque cette justice n'a pu être exécutée parce que la partie puissante qui n'a pas obtenu gain de cause a refusé de mettre fin à ce différend qui l'oppose à ce petit pays qui a subi un préjudice. Cependant, si nous voulons que la démocratie et l'état de droit prévalent dans notre système international, ils doivent être respectés par les puissants et ne pas être imposés uniquement aux faibles. Sinon, une telle situation conduira au ressentiment, au mécontentement, voire à des conflits.

Hier, à cette tribune, le Président des États-Unis, Barack Obama, a fait la déclaration suivante : « loi fait force, on ne doit pas laisser les grandes nations intimider les plus petites » (*A/69/ PV.6, p.13*). Si cette vérité universelle est un principe directeur de son gouvernement, alors les États-Unis ne peuvent pas continuer à approuver et à réprouver en même temps ce principe. S'ils veulent agir noblement, les États-Unis doivent exécuter équitablement et rapidement ce jugement rendu depuis longtemps. Il y a un an, dans un autre contexte, mais s'exprimant au sujet d'un principe similaire, le Président Obama a dit ce qui suit :

« Le principe de la souveraineté est au cœur de notre ordre international. Mais la souveraineté ne saurait servir ... d'excuse à la communauté internationale pour fermer les yeux. » (*A/68/ PV.5, p.18*).

Le Président Obama avait parfaitement raison. C'est pourquoi je pense qu'il conviendra avec moi que la souveraineté et la puissance ne doivent pas servir de bouclier pour ne pas respecter des obligations évaluées de manière indépendante, ni d'excuse pour ne pas régler ce problème épineux.

Je suis sûr que le Président Obama conviendrait également que la communauté internationale ne peut pas fermer les yeux sur le blocus imposé à Cuba. Antigua-et-Barbuda est favorable au respect de la souveraineté de chaque nation. Nous sommes très fiers de notre relation de longue date avec la République de Cuba. Par conséquent, nous nous joignons au reste de la communauté internationale pour condamner toutes les politiques et pratiques discriminatoires et de représailles qui visent à empêcher Cuba d'exercer son droit à participer librement aux affaires des Amériques.

Mon gouvernement est fermement convaincu qu'il est répréhensible d'appliquer des lois coercitives unilatérales et extraterritoriales et des mesures qui vont à l'encontre du droit international et des principes régissant la liberté de navigation et le commerce international. Nous demandons donc à notre ami de longue date, les États-Unis, de respecter et d'écouter les nombreux appels lancés par les Nations Unies pour mettre immédiatement un terme au blocus économique, commercial et financier injuste imposé à notre voisin, Cuba.

Mon petit pays n'a ni puissance militaire, ni poids économique. Tout ce que nous avons, c'est notre appartenance au système international, qui est notre bouclier, et notre voix au sein de l'Organisation, qui est notre épée. C'est pour cette raison que nous continuerons à défendre vigoureusement l'importance de l'Organisation des Nations Unies et que nous participerons aux efforts visant à sa réforme pour en faire le défenseur de toutes les nations et de tous les peuples.

Je voudrais préciser que mon gouvernement souscrit pleinement à la décision de choisir pour le débat général de la présente session de l'Assemblée générale, le thème intitulé « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 ». Comme tout le monde le sait, le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a indiqué que les progrès réalisés en vue de la réalisation des objectifs les plus importants étaient mitigés. La cible relative à l'aide publique au développement fait partie des cibles pour lesquelles les progrès ont été lents. Je félicite les pays qui ont atteint la cible annoncée de 0,7 % du revenu national brut. Cependant, les pays développés n'ont pas encore atteint la cible de 315 milliards de dollars. En fait, ils n'ont même pas atteint la moitié de ce montant.

L'aide bilatérale fournie par les pays plus grands et plus riches de notre hémisphère à mon pays et à la région de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) dans son ensemble a baissé, et nous avons dû faire appel à des sources non traditionnelles, comme la République populaire de Chine et la République bolivarienne du Venezuela. En ce qui concerne l'énergie, dont le coût élevé paralyse notre pays, l'accord Petrocaribe conclu avec le Venezuela a été pour nous une bouée de sauvetage dans une mer de turbulence. Nous sommes également reconnaissants pour les contributions

apportées par nos autres partenaires internationaux, notamment l'Union européenne. Cependant, il est clair qu'à l'avenir, il faudra renforcer l'engagement mondial en faveur de l'aide publique au développement, y compris en permettant aux bénéficiaires de participer aux discussions même titre que les donateurs.

En outre – et c'est une question pressante – il faut exhorter les institutions financières internationales à cesser de pénaliser les petits États des Caraïbes sur la base de leur critère de revenu par habitant, qui est mal choisi. Nos pays se sont vus refuser l'accès aux financements accordés à des conditions libérales parce que nous sommes classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Cette attitude inflexible des institutions financières internationales – qui ne veulent pas revoir les critères d'accès à des financements accordés à des conditions libérales d'accès pour nos petites économies – nous oblige à faire appel à des prêts à des conditions commerciales. En conséquence, notre dette ne cesse d'augmenter et beaucoup parmi nos pays font partie des pays les plus endettés du monde par habitant.

Mais je voudrais poser la question suivante : « Quelle autre option avons-nous ? » Je pose de nouveau cette question de pure forme : « Quelle autre option avons-nous ? ». L'on entend dire que six ans après l'effondrement de l'économie mondiale, l'on a créé des emplois, les systèmes financiers mondiaux se sont stabilisés et l'on fait de nouveau sortir les gens de la pauvreté. Toutefois, ici, cet après-midi, je tiens à dire qu'il ne s'agit pas d'une vérité universelle. En ce qui concerne les petits États des Caraïbes, la crise économique mondiale de 2008 – dont nous ne sommes en aucune façon responsables – a provoqué l'effondrement de nos économies. Nous ne nous sommes pas encore totalement remis de son incidence et nous ne pourrions probablement jamais récupérer les gains de développement que nous avons perdus. Il convient de signaler qu'un nombre important de nos jeunes diplômés sont au chômage. Si nous ne parvenons pas à répondre à leurs aspirations, nous allons les condamner à une vie en marge de la société, au mieux, ou une à vie de criminalité et de violence, au pire. Aucune nation ne peut choisir une option aussi dévastatrice.

Il faut que l'ONU, par l'entremise de l'un de ses organes compétents, se penche d'urgence sur la question de la dette élevée que les pays de la CARICOM ont accumulée à cause de la réduction de l'aide, des termes de l'échange défavorables, du coût élevé de la

réglementation des services financiers et des dépenses engagées pour lutter contre le trafic de drogue et endiguer le flux de réfugiés.

Les pays des Caraïbes, y compris le mien, qui continuent de creuser leur dette ne le font pas à cause de mauvaises politiques ou parce qu'ils ne concentrent pas leurs efforts sur une productivité et une croissance accrues, ni à cause de dépenses élevées pour des projets futiles ou des opérations intenables. Nous le faisons pour mettre en place des infrastructures socioéconomiques facilitant la création de recettes.

Le fait est que la crise mondiale qui a éclaté en 2008 a ramené nos économies à leurs niveaux d'avant 1974. Tandis que nous nous serrons la ceinture, que nous établissons des liens avec le secteur privé et que nous nous employons activement à attirer l'investissement direct étranger dans des entreprises productives, nous nous démenons pour nous en sortir, après avoir été poussés vers le bas par une avalanche de facteurs extérieurs.

L'ONU ne peut ignorer ces faits, et il serait inconsideré, comme c'est le cas depuis quelque temps, que l'Organisation se soustraie à sa responsabilité pour laisser agir des organisations multilatérales composées d'un petit nombre de membres seulement, aussi puissants soient-ils. C'est en effet précisément parce que ces groupes sont puissants et qu'ils sont en contact avec un réseau d'organes prenant des décisions économiques et politiques qui peuvent facilement imposer leur volonté aux faibles et aux vulnérables que l'ONU ne doit pas se soustraire à sa responsabilité envers les faibles, qui ont besoin d'elle.

Je ne saurais quitter cette tribune sans avoir abordé la guerre contre la terreur et la question de l'effrayante maladie à virus Ebola. La menace posée par l'Ebola appelle une riposte mondiale, et nous exhortons la communauté internationale à agir de manière collective et rapide pour lutter contre ce qui pourrait devenir une pandémie mondiale ayant de graves répercussions socioéconomiques sur les petits États, en particulier nos pays fragiles des Caraïbes qui dépendent du tourisme. Antigua-et-Barbuda félicite la République bolivarienne du Venezuela d'avoir promis de contribuer à hauteur de 5 millions de dollars à l'éradication de l'Ebola, et la République de Cuba d'avoir envoyé 165 médecins. Nous demandons instamment aux membres de la communauté internationale de continuer de contribuer à cet effort.

Antigua-et-Barbuda condamne les actes violents et cruels commis par les jihadistes de l'État islamique, qui ont décapité trois civils. Au nom du Gouvernement et du peuple antiguais et barbudiens, j'adresse mes plus sincères condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux populations des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni suite à ces atrocités. Rien ne saurait justifier un comportement aussi barbare. Nous ne pouvons permettre que le monde soit ramené à l'âge de l'obscurantisme, lorsque la violence, les guerres et la barbarie étaient le fonds de commerce de l'intolérance religieuse et des divisions ethniques.

Pourtant, en observant la situation dans le monde, nous constatons qu'il existe des cas extrêmement inquiétants d'un tel comportement en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Le rôle de l'ONU devient alors absolument essentiel. Nous n'avons pas besoin de mesures unilatérales qui feront entrer des pays dans des cycles de représailles violentes. Nous avons besoin d'une ONU dont les États Membres, en particulier ceux qui siègent au Conseil de sécurité, œuvrent de concert pour défendre la paix et la sécurité.

En place depuis seulement 100 jours, mon gouvernement a déjà montré sa détermination à bâtir une société ouverte à tous, propice à l'autonomisation de tous et égalitaire, en favorisant la protection des droits de la femme, l'égalité des sexes et les droits des personnes handicapées. Nous considérons que ces questions ont non seulement trait aux droits de l'homme mais qu'il s'agit également d'éléments essentiels du développement durable, de la paix, de la justice sociale et de la sécurité. À la première session du Parlement, mon gouvernement a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Nous sommes allés plus loin et avons nommé un éminent enfant du pays, un déficient visuel, pour nous représenter à l'ONU. Nous avons également nommé un très grand nombre de femmes ambassadrices à la chambre haute du Parlement et à d'autres postes clefs dans le secteur public. Mon gouvernement s'engage à continuer d'œuvrer pour une pleine égalité des sexes et pour la promotion et l'autonomisation de la femme.

Quand le Président de l'Assemblée générale a déclaré ouverte la soixante-neuvième session de l'Assemblée, il a indiqué que « [d]ire que nous vivons dans une période tumultueuse est un euphémisme » (A/69/PV.1, p.2). Il a fait observer que le monde entier se heurte à des problèmes tels que la pauvreté, la faim, le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer, le chômage de longue durée, les conflits armés

et l'épidémie d'Ebola. Il a exhorté cet organe mondial à s'attaquer à ces problèmes « avec dévouement, détermination à l'égard des objectifs et compromis » et avec « détermination et ténacité » (*ibid.*). Il a eu raison de le faire.

Les crises, y compris le changement climatique, le virus Ebola et la menace posée par l'État islamique, sont sous le nez de la civilisation. En conséquence, nous connaissons tous un avenir dans lequel ces problèmes ne pourront être réglés que par une action internationale conjointe. C'est à l'ONU, le parlement des parlements, qu'une telle action commune doit être décidée et menée. Nous devons renforcer la capacité de l'ONU de mener une telle action, qu'elle soit militaire ou humanitaire. Rien ne peut remplacer l'ONU. Antigua-et-Barbuda s'engage à continuer d'appuyer les travaux de l'ONU et d'y participer.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance d'entreprise d'Antigua-et-Barbuda de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances et de la gouvernance d'entreprise d'Antigua-et-Barbuda, est escorté de la tribune.

Allocution du cheik Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. A. le cheik Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït.

Le cheik Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. A. le cheik Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le cheik Al Sabah (Koweït) (parle en arabe) :
Pour commencer, j'ai le plaisir de présenter, au nom du Gouvernement et du peuple koweïtiens, nos sincères félicitations au Président de l'Assemblée générale et à son pays, l'Ouganda, un pays ami, pour son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Nous ne doutons pas que sa riche

expérience des affaires internationales lui permettra de conduire les débats de l'Assemblée générale à sa présente session avec sagesse et compétence, et nous lui souhaitons plein succès dans cette entreprise. Nous saluons également la conduite efficace des travaux par son prédécesseur, S. E. M. John Ashe, dans le cadre de sa présidence de l'Assemblée à la précédente session.

Je tiens également à saluer les efforts considérables déployés par le Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, à la tête de l'Organisation, conformément aux vues et aux idées issues des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies visant le maintien de la paix et la sécurité internationales ainsi que la réalisation de ses objectifs de façon durable en s'attaquant aux dangers et aux défis auxquels le monde est en proie, qu'ils soient persistants ou nouveaux.

L'ONU, qui existe et œuvre depuis près de sept décennies, doit faire face à un nombre croissant de défis représentés par de nombreux incidents et crises, et a connu des tournants politiques et économiques exceptionnels. Cela en fait un refuge et une destination pour tous les peuples et pays du monde, ce qui a élargi son champ d'action pour s'attaquer également à des crises et lui confère un rôle plus important dans la recherche de solutions et la réalisation de nouvelles avancées.

Toutefois, les transformations internationales profondes et de vaste portée de ces dernières années font que la manière dont l'Organisation fonctionne, avec ses mécanismes exécutifs et ses structures administratives actuelles, ne lui permet pas de remplir la tâche qui est attendue d'elle. Lorsqu'on parle de changement pour le meilleur, c'est à la réforme globale qu'il est fait allusion, ainsi qu'aux scénarios et solutions envisagés pour dynamiser l'Organisation, ses organes et ses institutions spécialisées afin de veiller à améliorer son rendement et à renforcer ses capacités pour qu'elle devienne plus cohérente et mieux adaptée aux nécessités du siècle, et qu'elle réponde au mieux aux besoins essentiels des États Membres.

Il faut donc commencer par réformer le Conseil de sécurité auquel est confiée la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales et qui, de tous les organes, est le plus au fait des réalités, le plus efficace et celui à l'aune duquel se mesurent les réalisations des autres organes, en fonction des missions qui leur sont confiées.

L'État du Koweït, qui préside actuellement la Ligue arabe et qui assure la coordination du groupe

d'États chargé de la question de la réforme du Conseil de sécurité, souligne la nécessité de corriger en profondeur et sans précipitation les vices structurels liés à la composition du Conseil, surtout pour ce qui est de l'élargissement de la catégorie des pays membres, et ce afin d'y garantir une représentation arabe permanente, sur la base du critère démographique – les pays arabes comptent 350 millions d'âmes et leur nombre qui était de 5 en 1945 est passé à 22 actuellement, ce qui représente près de 12 % des États Membres de l'Organisation des Nations Unies – et aussi du fait que les questions liées aux États arabes et à leur région figurent en tête de l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Plusieurs pays de la région du Moyen-Orient sont actuellement confrontés à d'énormes problèmes sécuritaires, politiques et humanitaires et se trouvent dans une situation exceptionnelle, en raison de l'incapacité du Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités, ce qui a conduit à une détérioration de la situation dans de nombreux pays. La dernière agression militaire israélienne contre Gaza – qui a duré 50 jours consécutifs et au cours de laquelle la machine de guerre et de destruction n'a eu de cesse de viser tout ce qui a trait à l'homme, faisant des milliers de victimes civiles innocentes, dont une majorité de personnes âgées, d'enfants et de femmes – s'inscrit manifestement dans la série de violations israéliennes des règles les plus fondamentales du droit international et du droit international humanitaire, qui viennent s'ajouter à sa longue histoire de massacres de sang et de rejet de toutes les initiatives régionales et internationales visant à jeter les bases d'une paix juste et durable.

À cet égard, l'État du Koweït se réjouit de l'accord de cessez-le-feu conclu le 26 août ainsi que des efforts et des initiatives menés aux échelons régional et international pour parvenir à mettre fin à cette crise et à faire cesser cette agression, en particulier l'action menée par la République arabe sœur d'Égypte.

Nous appelons de nouveau ici le Conseil de sécurité à assumer la responsabilité qui lui incombe de fournir une protection internationale au peuple et aux territoires palestiniens au titre de la Quatrième Convention de Genève de 1949, de contraindre Israël, Puissance occupante, à cesser ses pratiques et ses politiques unilatérales visant à imposer le fait accompli, comme les colonies de peuplement illégales et le blocus illégal imposé à Gaza, ainsi que ses tentatives de modifier la démographie et de judaïser Al-Qods, et de ramener Israël à la table de négociation en vue de la fin

de l'occupation israélienne de l'ensemble des territoires arabes et de l'édification d'un État palestinien avec pour capitale Jérusalem-Est, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, du principe de l'échange de territoires contre la paix, de la Feuille de route et de l'Initiative de paix arabe.

S'agissant de la crise en Syrie, qui en est maintenant à sa quatrième année et qui est entrée dans une phase encore plus sanglante, les préoccupations régionales et internationales au sujet des répercussions de l'effondrement de cet État ont laissé place à l'inquiétude devant l'escalade du cycle de violence, qui a coûté la vie à plus de 190 000 personnes, déplacé 3 millions d'autres et fait 3 millions de réfugiés. À cet égard, l'État du Koweït se félicite de ce que le Conseil de sécurité ait adopté la résolution 2165 (2014) sur l'utilisation de nouveaux postes frontière pour l'acheminement de l'aide au peuple syrien dans le besoin, et espère un redoublement d'efforts visant à faire parvenir le plus rapidement possible l'aide humanitaire au peuple syrien dans les régions assiégées et partout ailleurs, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Syrie.

En raison des conséquences de cette crise humanitaire qui va en s'intensifiant, l'État du Koweït a abrité en janvier 2013 et en janvier 2014 deux conférences internationales des donateurs pour la Syrie, lors desquelles les contributions promises ont atteint près de 3,8 milliards de dollars. Le Koweït a fourni une somme de 800 millions de dollars, qui a été versée dans sa totalité aux institutions spécialisées de l'ONU et aux organisations humanitaires internationales, gouvernementales et non gouvernementales. À cet égard, nous soulignons qu'il importe que les efforts et les initiatives se poursuivent aux échelons international et régional en vue de parvenir à un règlement politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien à une vie libre dans la dignité, conformément au Communiqué de Genève, et qui préserve l'unité, la sécurité et la stabilité de la Syrie.

Pour ce qui est de la République sœur du Yémen, l'État du Koweït s'est efforcé, dans le cadre de sa présidence de la présente session du Conseil de coopération du Golfe, de rétablir la paix et la stabilité au Yémen, et œuvré à la réalisation des aspirations de son peuple au développement et à la prospérité, sur la base de l'initiative du Golfe et de son mécanisme d'application. Toutefois, les tensions nées de la poursuite des affrontements entre certaines factions yéménites et la détérioration de la situation aux plans

politique et de la sécurité qui s'en est suivie, sont source de préoccupation du fait de leur incidence éventuelle sur l'avenir du processus politique au Yémen, et parce qu'elles portent atteinte à son unité et à son intégrité territoriale. Nous réitérons notre plein appui à la mise en œuvre des conclusions de la Conférence de dialogue national et à la lutte contre les actes de violence et de terrorisme commis par certains groupes séparatistes.

Concernant la situation en Libye, l'État du Koweït réaffirme son soutien au Gouvernement libyen légitimement élu, qui est venu compléter le processus de transformation démocratique qui garantit l'unité et l'intégrité du territoire libyen, et souligne qu'il importe que la communauté internationale et le Conseil de sécurité honorent leurs engagements, en pleine conformité avec la résolution 2174 (2014), afin d'assurer un avenir meilleur à la Libye et à son peuple.

Dans la même région, en ce qui concerne le programme nucléaire iranien, l'État du Koweït appuie les efforts qui sont actuellement déployés pour régler la question par des moyens pacifiques et d'une manière qui garantisse à la République islamique d'Iran et à tous les États de la région le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sous la supervision et le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous soulignons également qu'il importe de parvenir à un accord international sur le programme nucléaire iranien, fondé sur un engagement total de l'Iran à coopérer avec l'AIEA, à appliquer toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à mettre en œuvre les normes les plus élevées en termes de sûreté et de sécurité dans ses installations nucléaires.

L'État du Koweït réaffirme son total rejet de principe de toutes les formes de terrorisme et d'extrémisme, quelles qu'en soient les raisons, les motivations et les sources. Il estime en outre que la promotion d'une culture de tolérance et de coexistence entre les peuples et les nations devrait constituer une priorité au titre de ses politiques intérieures et extérieures, qui s'inspirent des enseignements de tolérance de la charia islamique. L'État du Koweït insiste sur son soutien intégral à toutes les initiatives internationales visant à combattre et éliminer les menaces terroristes qui pèsent sur le monde et ont pour objectif de saper la paix et la sécurité internationales. Le Koweït accueille avec satisfaction la résolution 2178 (2014) adoptée hier par le Conseil de sécurité aux fins d'intensifier l'action internationale de lutte contre le terrorisme et les combattants étrangers.

À cet égard, nous dénonçons les agissements du groupe qui se fait appeler l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ainsi que ses pratiques terroristes et ses actes d'agression en certains endroits des territoires iraquien et syrien. Nous condamnons de la même façon ses violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Nous réitérons notre engagement à l'appui des mesures et initiatives prises par le Gouvernement iraquien pour surmonter le fléau destructeur du terrorisme qui menace actuellement sa sécurité, sa stabilité et son intégrité territoriale et compromet clairement le processus politique qui a cours dans le pays.

Le pas de géant que représentent les technologies des communications, grâce à quoi les Nations Unies sont à même d'élargir la portée de leur noble message, a également pour effet qu'il est maintenant plus complexe de contrôler et d'évaluer un environnement mondial qui évolue à un rythme effréné, et de gérer le contenu produit et les conséquences qui en découlent. L'expertise et l'expérience cumulées dont dispose l'Organisation sur les plans professionnel, technique et politique sont incarnées dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2). Les priorités recensées et les termes simples employés dans cet instrument contribuent de façon majeure et notable à améliorer la vie de millions de personnes dans de nombreuses régions du monde. La Déclaration donne également l'exemple en démontrant l'importance des partenariats dans l'action internationale, par le truchement de la coopération et de la coordination entre gouvernements, et de la promotion du rôle des organisations de la société civile et du secteur privé.

En tirant profit des technologies modernes et des progrès scientifiques, les objectifs du Millénaire pour le développement ont redonné aux peuples et aux nations du monde l'espoir de bâtir un monde meilleur et créé des incitations pour y parvenir. L'Organisation encourage les États Membres à élaborer un plan de développement complet et ambitieux pour l'après-2015, centré sur le développement durable dans l'ensemble des trois domaines à considérer – économique, social et environnemental. Ce plan traitera des nouveaux dangers et défis et anticipera les conditions futures, qui seront différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui.

À cet égard, l'État du Koweït se réjouit du Sommet sur le climat que le Secrétaire général a convoqué il y a deux jours, et réaffirme que les changements climatiques ont des répercussions néfastes sur le développement,

dans le monde en général et dans la région arabe en particulier. Le besoin est manifeste d'une action et d'une solidarité internationales dans le cadre des objectifs de développement durable, conformément au principe de responsabilité partagée mais différenciée, afin que tous les États bénéficient à parts égales du nouveau programme. En ce sens, il conviendrait d'accorder une attention et un traitement spécifiques aux pays en développement, qui sont les États les plus durement touchés par les changements climatiques.

Depuis qu'il a obtenu son indépendance et adhéré à l'Organisation, le Koweït ne s'est jamais tenu à l'écart des crises et difficultés du monde. Nos pères fondateurs ont défini une approche purement humanitaire qui consistait à venir en aide aux nécessiteux et à rendre l'espoir à ceux qui l'ont perdu, en dépassant les préceptes traditionnels du don, qui étaient généralement ancrés dans des considérations relatives à la situation géographique, à l'origine ethnique ou à l'affiliation politique. Leurs fils ont conservé cette approche et accordé une priorité plus grande aux tendances contemporaines sur la base des principes qui régissent notre politique étrangère. Cet engagement repose sur l'élaboration et le perfectionnement de méthodes visant à fournir aide et assistance à la majorité des pays du monde en promouvant des activités de nature à faire écho au message des Nations Unies qui invite à bâtir un monde où la sécurité et la stabilité priment et où les peuples vivent dans la paix et la prospérité.

La création du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, en 1961, a témoigné de la volonté sincère de l'État du Koweït de soutenir les initiatives de développement des États arabes et pays amis en leur octroyant des prêts à des conditions favorables et en leur apportant une assistance technique. Dans le droit fil de cette approche, et afin d'illustrer sa détermination à appuyer le rôle humanitaire de l'ONU, l'État du Koweït a doublé le montant de ses contributions volontaires annuelles prédéfinies au profit de diverses institutions et organisations internationales, de même qu'il a récemment fait un don à l'Organisation mondiale de la Santé pour combattre la propagation du virus Ebola, élargissant ainsi les horizons et la portée de son engagement humanitaire.

Nos efforts diplomatiques de grande envergure aux niveaux régional et international, guidés par S. A. le cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, ont été reconnus par la communauté internationale, à la faveur de l'honneur exceptionnel et

sans précédent qui a été rendu à mon pays lorsque le Secrétaire général a délivré à Son Altesse un certificat de mérite pour le rôle remarquable qu'elle joue, avec le Gouvernement et le peuple koweïtiens, dans la mobilisation d'une aide humanitaire qui a déjà sauvé des millions de vies humaines.

Pour finir, je voudrais mettre l'accent sur le fait que l'État du Koweït souscrit au système international multilatéral ainsi qu'aux principes et buts énoncés dans la Charte des Nations Unies. Le Koweït juge crucial de poursuivre l'action qui vise à assurer la pérennité de notre vénérable Organisation, en veillant à ce que tous les États assument les responsabilités et respectent les engagements qui sont les leurs au titre des conventions et conférences internationales, afin de contribuer à trouver des solutions justes et durables aux menaces et aux difficultés mondiales et d'atteindre l'objectif plus noble encore de maintenir la paix et la sécurité internationales.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'État du Koweït de l'allocation qu'il vient de prononcer.

Le cheikh Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah, Premier Ministre de l'État du Koweït, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Victor-Viorel Ponta, Premier Ministre de la Roumanie

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Roumanie.

M. Victor-Viorel Ponta, Premier Ministre de la Roumanie, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Victor-Viorel Ponta, Premier Ministre de la Roumanie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Ponta (Roumanie) (parle en anglais) : C'est pour moi un immense honneur que de prendre la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui au nom de la délégation roumaine. Pour commencer, je voudrais féliciter S. E. M. Sam Kutesa de son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session et l'assurer du plein appui de la délégation roumaine à cette fonction à responsabilité élevés.

(l'orateur poursuit en français)

Comme j'ai l'honneur de participer pour la première fois à ce débat de haut niveau, je voudrais réaffirmer la vocation pacifique de mon pays, promoteur de la paix et de la sécurité internationale, des valeurs de la démocratie, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/69/1) pour l'année écoulée confirme, une fois de plus, que la coopération des États Membres, basée sur les principes des Nations Unies et dans un esprit de solidarité, peut répondre aux défis actuels de nos peuples.

Je voudrais traiter de quelques questions d'intérêt pour mon pays, à l'égard des évolutions dans les relations internationales. Depuis le précédent débat général de l'Assemblée générale, le domaine de la sécurité internationale a connu les plus complexes et les plus graves développements depuis la fin de la guerre froide. C'est dans ce contexte que nous avons le devoir de confirmer, une fois de plus, notre engagement en faveur des principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, du non-recours à la force, de la solution pacifique de tous les problèmes entre États, en conformité avec le droit international.

(l'orateur reprend en anglais)

L'une des crises qui suscite une immense préoccupation pour mon pays est la situation en cours en Ukraine, du fait de ses répercussions sur la sécurité des pays de l'Europe de l'Est. La crise a débuté, comme le sait l'Assemblée, avec l'annexion unilatérale de la Crimée, partie intégrante de l'Ukraine, un État souverain. Cet acte, sans précédent sur le continent européen dans les récentes décennies, a été suivi dans les régions de l'est de l'Ukraine par un conflit interne et sanglant déclenché par des forces aux visées séparatistes. Je tiens à réaffirmer ici notre position nationale claire et ferme sur la crise en Ukraine. La Roumanie rejette toute forme de pression extérieure exercée sur les États de l'Europe de l'Est qui aspirent à l'intégration à l'Europe. La Roumanie appuie fermement l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine et de tous les pays. Une Ukraine forte, unie et souveraine, résolument engagée sur la voie de l'intégration européenne et des réformes économiques et politiques, est dans le meilleur intérêt de l'Europe et du monde entier.

La communauté internationale s'est attachée à trouver un règlement à cette crise dès son déclenchement. Nous félicitons l'ONU de sa présence constante sur le

terrain, ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe de ses efforts pour surveiller l'évolution au jour le jour de la situation sur le terrain et appuyer toutes les initiatives internationales grâce à ses mécanismes spécifiques.

Pendant de nombreuses années, tous les pays de l'Est de l'Europe et la région de la mer Noire ont partagé et proclamé ouvertement des objectifs communs de paix et de coopération. Mais l'instabilité et de graves problèmes de sécurité, comme en Ukraine, en Transnistrie, en Ossétie et en Abkhazie, et, à présent, à Donetsk, continuent de faire obstacle à ces objectifs. Nous devons condamner l'agression. Nous ne devons pas perdre confiance dans la primauté du droit international. Nous ne devons pas perdre confiance dans les avantages de la coopération, et nous devons tous nous employer à empêcher la propagation de la crise actuelle. La région a toujours été un pont entre l'Asie centrale et l'Europe. À présent, nous devons assumer notre responsabilité historique de protéger et de préserver le potentiel de collaboration, de coopération et de développement dans cette région d'Europe.

Sise aux confins de la région du Danube et de la mer Noire et servant de pont entre l'Europe du Nord et les Balkans, la Roumanie a pleinement conscience du fait que la coopération régionale est cruciale pour garantir la stabilité régionale, pour renforcer la confiance et pour promouvoir les principes et valeurs universels consacrés par la Charte des Nations Unies. Des initiatives conjointes sur l'économie, l'environnement, les infrastructures et la coopération transfrontières ont des effets de long terme sur tous les pays de notre région. En tant que membre de l'Union européenne, la Roumanie contribue activement à la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube, à la Synergie de la mer Noire et au Processus de coopération d'Europe du Sud-Est.

Nous nous félicitons de la solidarité dont on fait montre l'Union européenne et ses partenaires transatlantiques en appuyant un cheminement durable pour la démocratie et le développement en République de Moldova, en Ukraine et en Géorgie, les aidant ainsi à concrétiser librement leurs aspirations européennes. Il y a 75 ans, sur la base du tristement célèbre Pacte Molotov-Ribbentrop, des pans entiers de la Roumanie et d'autres États indépendants étaient démantelés. Nous avons appris que l'histoire ne doit pas être une excuse pour justifier les actes commis contre d'autres pays. Au contraire, notre réponse devant toute velléité passéiste est

d'appuyer avec force le développement démocratique, le respect du droit à choisir démocratiquement son propre avenir, et le respect du droit international.

Je veux énoncer cette position avec clarté, au nom de mon pays, en guise d'expression de notre identité démocratique et de notre attitude responsable dans nos relations avec tous nos voisins, laquelle s'applique aussi s'agissant de l'avenir démocratique de tous les pays de la région, notamment la République de Moldova, l'Ukraine et la Géorgie. La transformation de la grande région de la mer Noire en zone de paix, de stabilité et de prospérité doit continuer de guider notre coopération. Nous exprimons notre appui, une fois encore, à une région démocratique, sûre et stable, et nous encourageons nos partenaires régionaux et internationaux à élargir la solidarité envers l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie.

Nous sommes tous préoccupés par la multiplication des problèmes politiques, stratégiques et de sécurité dans le voisinage méridional de l'Union européenne et au Moyen-Orient. La prolifération des mouvements islamistes extrémistes et l'émergence de nouveaux groupes, comme l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ont renforcé la menace terroriste. Ils représentent une nouvelle mouvance du terrorisme, laquelle risque de déstabiliser tout le Moyen-Orient, et le monde. L'EIL va au-delà de l'Iraq et de la Syrie, et constitue donc pour l'ordre international une menace qui doit être écartée par tous les États. Nous devons être à l'unisson pour lutter contre le terrorisme partout où il apparaît. Je tiens à exprimer le ferme appui de mon pays à une approche solidaire pour confronter cette nouvelle difficulté.

S'agissant du développement, nous estimons que la présente session de l'Assemblée générale est cruciale pour l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, lequel guidera nos actions dans les décennies à venir. En tant que membre du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, la Roumanie a apporté sa contribution à ce processus très important, conformément aux décisions prises à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Notre vision nationale concernant les futurs objectifs a été adoptée par le Gouvernement roumain en décembre 2013, et nous sommes ravis de voir que nos domaines d'intérêt sont reflétés dans le rapport du Groupe de travail ouvert (voir A/67/941). Le futur programme de développement doit inclure l'élimination de la pauvreté, le développement durable, la bonne

gouvernance et l'état de droit. Toutefois, il doit également servir de tremplin pour l'insertion sociale et la réduction du chômage, et susciter confiance et espoir auprès de la jeune génération, présente et à venir.

Le Président assume de nouveau la présidence.

Au cours l'année écoulée, le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire, et notamment le nombre de réfugiés et de déplacés, a atteint des niveaux sans précédent. Nous saluons et appuyons l'assistance que le système des Nations Unies fournit à ces personnes, en étroite coopération avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les donateurs internationaux. Malgré nos ressources financières limitées, nous nous sommes efforcés de contribuer au processus d'aide aux réfugiés.

À cet égard, je tiens à mentionner les activités du centre de transit d'urgence de Timisoara, en Roumanie, qui a été mis en place par le Gouvernement roumain, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations. Ce centre, le premier du genre dans le monde, s'est révélé un moyen réaliste d'apporter la sécurité aux personnes ayant d'urgence besoin d'une protection internationale, devenant ainsi l'expression concrète du concept de sécurité humaine. Cette contribution illustre la conduite responsable que la Roumanie a toujours adoptée face aux défis mondiaux. Nous allons continuer de contribuer aux efforts internationaux avec le même dévouement et le même sens des responsabilités que ceux démontrés par nos soldats et nos experts civils dans plusieurs endroits du monde, comme l'Iraq, l'Afghanistan et le Kosovo, ou encore en Afrique.

(l'orateur reprend en français)

L'année 2014 a une résonance particulière pour les Roumains car elle nous rapproche du centenaire de notre nation, qui sera célébré en 2018. En 1989, les Roumains ont choisi la démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous avons rencontré des difficultés, mais notre détermination nous a menés à une transition réussie.

Pour conclure, je voudrais réaffirmer notre engagement ferme et constant envers l'ONU, la Charte ainsi que les valeurs et principes qui encadrent son fonctionnement. La Roumanie continuera de défendre le droit international et le principe du règlement pacifique des conflits tout en promouvant les droits de l'homme, dans le but de réaliser la prospérité pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Roumanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Victor-Viorel Ponta, Premier Ministre de la Roumanie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Tony Abbott, Premier Ministre de l'Australie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de M. Tony Abbott, Premier Ministre de l'Australie.

M. Tony Abbott, Premier Ministre de l'Australie, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Tony Abbott, Premier Ministre de l'Australie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Abbott (Australie) (*parle en anglais*) : En ce qui peut sembler une sombre époque, je voudrais commencer par un message d'espoir. Au milieu de tous nos problèmes, la rage meurtrière de l'État islamique d'Iraq et du Levant en Syrie et en Iraq, l'agression russe en Ukraine, la propagation du virus Ebola en Afrique de l'Ouest et la morosité tenace de nombreuses économies, je voudrais commencer en citant un exemple, modeste mais révélateur, de collaboration entre pays au service de notre humanité commune. En mars dernier, au plus fort des recherches pour retrouver l'avion MH70 disparu, je me suis rendu à la base aérienne de Pearce, en Australie occidentale, pour remercier tous les aviateurs mobilisés. Parmi eux, il y avait des ressortissants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Malaisie et des États-Unis – pays qui sont habitués à travailler ensemble – mais aussi de la Chine, du Japon et de la Corée – pays dont les relations sont parfois laborieuses en raison de griefs historiques.

À cette occasion, pourtant, la tragédie et l'ampleur du défi ont permis de faire ressortir le meilleur de chacun. L'Organisation des Nations Unies a été fondée sur le principe que nous devons oeuvrer de concert pour le bien commun et qu'au fil du temps, discuter et travailler ensemble permettrait d'améliorer notre capacité de vivre ensemble. Comme toute institution, l'ONU est un instrument imparfait. Et pourtant, elle vaut mieux que la loi du plus fort, et permet aux bons arguments d'avoir plus de chances de l'emporter.

Malgré ses défauts et ses échecs, l'ONU œuvre pour la paix et le progrès depuis près de 70 ans. L'Australie est fière d'apporter sa pierre à l'édifice, et ce, depuis 1946, lorsqu'elle a été le premier pays à assumer la présidence du Conseil de sécurité et qu'elle a contribué à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le principe selon lequel nous devons agir envers les autres comme nous voudrions qu'ils agissent envers nous est au cœur même de l'Organisation. Depuis près de sept décennies, l'Australie croit dans le potentiel de l'ONU et appuie ses activités. Le respect des engagements, la défense de la vie humaine, la protection des biens et la promotion de la liberté ne sont pas des aspirations exclusivement australiennes, ce sont des aspirations universelles.

Depuis 1947, nous avons fourni des effectifs pour un total de plus de 65 000 personnes à plus de 50 opérations de paix et de sécurité multilatérales. Il n'est pas dans les habitudes de notre pays de faire marche arrière une fois qu'il a mis la main à la pâte. Nos bérets bleus sont présents au Moyen-Orient depuis 1956, et à Chypre depuis 1964. Lorsqu'il faut un chef de file, nous n'hésitons pas, comme nous l'avons montré à Bougainville, au Timor-Leste et dans les Îles Salomon. En Corée, au Cambodge, au Koweït, en Afghanistan, en Somalie, en Sierra Leone et dans d'autres régions troublées, les Australiens ont prêté main forte sous la bannière des Nations Unies. Le contingent australien présent actuellement au Soudan du Sud n'est peut-être que de 21 personnes, mais le pont aérien que nous avons mis en place pour transporter de l'équipement a fourni un appui à une force bien plus importante.

Avec tout juste 24 millions d'habitants, l'Australie est un pays relativement petit, mais nous sommes la douzième économie au monde et avons des intérêts mondiaux et un certain rayonnement international. Nous sommes assez forts pour être utiles, mais assez pragmatiques pour connaître nos limites. Sous ses gouvernements successifs, depuis plus de 100 ans, l'Australie est déterminée à promouvoir ses intérêts, à protéger ses citoyens et à défendre ses valeurs. Nous n'avons jamais cru pouvoir sauver le monde à nous seuls, et n'avons jamais renâclé à assumer nos responsabilités. Après le tsunami de 2004 qui s'est produit en Asie du Sud-Est, nous avons fourni 1 milliard de dollars à l'Indonésie. Nous étions l'un des premiers pays à acheminer de l'aide au Japon après le tremblement de terre de 2011, ainsi qu'aux Philippines après le typhon de 2013.

À ce jour, nous avons promis 8 millions de dollars pour lutter contre l'épidémie d'Ebola, et des dizaines de professionnels de la santé australiens travaillent avec des organismes internationaux dans la région. Pour nous, c'est cela être un bon citoyen du monde. En juillet dernier, nous avons été heureux de nous porter coauteurs de la résolution 2166 (2014) du Conseil de sécurité et de collaborer avec les autorités néerlandaises et malaisiennes pour mener l'enquête sur le lieu de l'accident et récupérer les corps des victimes après que l'avion effectuant le vol MH17 de la compagnie Malaysia Airlines a été abattu par des rebelles pro-russes au-dessus de l'est de l'Ukraine. Nous remercions l'Ukraine de l'aide qu'elle nous a fournie, et notre sympathie va naturellement vers ce pays qui lutte pour préserver son indépendance et son intégrité territoriale face à l'oppresseur. En coopération avec les autorités néerlandaises et malaisiennes, nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour veiller à ce que l'enquête ne soit pas compromise et à ce que le crime ne soit pas couvert, car nous en avons le devoir envers les 38 Australiens victimes de cette atrocité.

En ce moment, un contingent australien est déployé au Moyen-Orient afin de rejoindre la coalition qui, à la demande du Gouvernement iraquien, tente de stopper et d'affaiblir le mouvement terroriste État islamique d'Iraq et du Levant. Un de nos premiers ministres a un jour parlé de « notre lumière sur la colline », évoquant le grand objectif de notre pays, à savoir œuvrer pour le bien de l'humanité, non seulement sur notre sol, mais également partout où notre aide sera utile. Pour bâtir un monde meilleur, nous devons faire face de manière responsable aux problèmes qui se présentent, que ce soit par l'intermédiaire d'instances telles que l'ONU ou par celui de coalitions regroupant des pays animés des mêmes idées. Nous devons également travailler résolument pour rendre les populations et les communautés plus résistantes. Une économie plus solide ne résoudra pas tous les problèmes, mais elle rendra presque tous les problèmes plus faciles à gérer. Les personnes les plus riches ne sont pas forcément les meilleures, mais les problèmes d'abondance sont invariablement plus faciles à régler que ceux de pénurie.

L'Australie, qui exerce cette année la présidence du Groupe des Vingt (G20), est déterminée à promouvoir la croissance induite par le secteur privé : croissance, parce que c'est le meilleur moyen de créer des emplois et d'améliorer la qualité de vie de chacun; induite par le secteur privé, parce que des entreprises privées rentables sont la meilleure source de richesse réelle

et durable. La libéralisation des échanges, davantage d'investissements dans l'infrastructure, un régime fiscal international moderne et juste, des institutions économiques mondiales plus fortes et un secteur financier plus résistant sont autant d'éléments du programme du G20 pour le renforcement de l'économie mondiale.

Plutôt que de donner des leçons, nous nous efforçons de montrer l'exemple. L'Australie a aboli la taxe carbone et la taxe minière, et les autorités ont approuvé des projets environnementaux représentant un montant de 800 milliards de dollars. Nous nous sommes également fixé pour objectif d'éliminer notre déficit budgétaire en quatre ans. Nous avons conclu une série d'accords commerciaux, car chaque fois qu'un pays commerce avec un autre, cela crée de la richesse, et lorsque la richesse augmente, les pays deviennent plus forts. L'objectif du G20 est d'augmenter le rendement de 2 % supplémentaires au cours des cinq prochaines années afin de créer des millions d'emplois et de générer des milliers de milliards de revenus dans le monde entier.

Dans le même esprit, le programme de développement pour l'après-2015 devrait lui aussi mettre l'accent sur la croissance économique, car la croissance facilite la réalisation de tous les autres objectifs sociaux, y compris en matière de lutte contre les changements climatiques. Pour les personnes qui ne savent pas comment elles vont se procurer leur prochain repas, parler de croissance économique peut sembler faire preuve d'ignorance ou de complaisance. Mais, l'expression « croissance économique » n'est en fait que l'abréviation utilisée par les économistes pour désigner la création d'emplois, la hausse des salaires, la création de nouvelles industries et l'amélioration des conditions de vie que seule une augmentation de la richesse est en mesure de générer. La croissance économique peut paraître un objectif futile, mais elle permet à des millions de personnes de choisir elles-mêmes la manière dont elles souhaitent améliorer leurs conditions de vie.

À ceux qui doutent de la possibilité d'avoir une plus forte croissance économique, je dis : « Regardez les pays d'Asie de l'Est ». En à peine deux générations, l'essor de l'Asie a entraîné la plus grande transformation socioéconomique de l'histoire. Les personnes vivent plus longtemps, sont plus instruites, ont plus de moyens, et elles jouissent d'une liberté et d'une stabilité auxquelles leurs parents ne pouvaient que rêver. Au Japon, en Corée et maintenant en Chine, en Inde et de plus en plus

en Indonésie, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté et font maintenant partie des classes moyennes. C'est à coup sûr la progression la plus rapide et la plus forte de tous les temps en termes de bien-être des populations.

Certes les gouvernements, y compris le Gouvernement australien, peuvent toujours faire mieux, agir plus intelligemment et faire preuve d'une plus grande compassion, mais personne ne devrait ignorer les avancées considérables qui ont été réalisées. Nous vivons l'époque la plus remarquable de l'histoire humaine. Quel que soit le travail qu'il reste à accomplir, aucune autre époque n'a connu un tel progrès.

Face à tous les dossiers pressants qui attendent la présente session de l'Assemblée générale, le défi, comme toujours, consiste pour nous à concrétiser nos plus grands espoirs et à donner le meilleur de nous-mêmes. Les Australiens ont deux caractéristiques singulières. Nous croyons en « chacun sa chance », parce que la décence exige que chaque personne ait la possibilité de contribuer. Nous croyons également qu'il faut « se lancer », parce qu'on obtiendra toujours de meilleurs résultats en retroussant ses manches qu'en se tenant à

l'écart et en se plaignant. Cette volonté de déployer des efforts pour une bonne cause est la raison pour laquelle l'Australie se sent bien au sein de cet organe et est tant disposée à contribuer à ses travaux. Nous ne devons fixer aucune limite à ce que nous pouvons réaliser, surtout si nous travaillons ensemble, faisons confiance aux personnes et sommes fidèles à nos valeurs les plus fondamentales.

Chaque pays compte. Chaque argument doit être examiné. Tous les êtres humains sont égaux en droits et en dignité. Chacun mérite le respect. Chacun a le droit de faire ses propres choix – pourvu qu'il n'empiète pas sur les droits des autres. Tels sont les principes que l'Organisation incarne et sur lesquels reposent l'avenir de l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'Australie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Tony Abbott, Premier Ministre de l'Australie, est escorté de la tribune.

La séance est levée à 15 h 20.